

PLAN LOCAL DE L'URBANISME

Evaluation environnementale

Cachets et visas :

Vu pour être annexé à la délibération
du Conseil Municipal approuvant le
PLU

SOMMAIRE

I. Evolution du Document depuis le démarrage de la procédure	6
I.1 - Le PLU actuellement en vigueur sur la commune de Saint-Lieux-lès-Lavaux	6
I.2 - Le zonage décliné dans le projet de révision générale du PLU	7
II. Incidences du PLU de Saint-Lieux-lès-Lavaux sur l'environnement	9
II.1 - Déroulé de l'étude.....	9
II.2 - Incidences du PLU sur la lecture paysagère et écologique.....	10
a - Synthèse de l'Etat Initial de l'Environnement	10
b - Comment le PLU protège-t-il les grands ensembles paysagers de la commune ? ...	10
c - Comment le PLU maintient-il la qualité des paysages urbains ?	15
II.3 - Incidences du PLU sur les enjeux écologiques.....	19
a - Synthèse de l'Etat Initial de l'Environnement	19
b - Comment le PLU préserve-t-il les éléments constitutifs de la Trame Verte et Bleue communale ?	19
c - Comment le PLU préserve-t-il la biodiversité ordinaire sur le territoire ?	22
II.4 - Incidences du PLU sur la gestion des ressources.....	25
a - Synthèse de l'Etat Initial de l'Environnement	25
b - Comment le PLU prend-il en charge la gestion de l'eau potable et de l'assainissement ?	25
c - Comment le PLU inclut-il les problématiques liées à la gestion des eaux pluviales sur le territoire ?	28
II.5 - Incidences du PLU sur les risques nuisances et pollutions	30
a - Synthèse de l'Etat Initial de l'Environnement	30
b - Comment le PLU prend-il en compte les risques naturels et technologiques présents sur le territoire ?	30
c - Comment le PLU prend-il en compte les risques de pollution et les sources de nuisances sonores ?	32
II.6 - Incidences du PLU sur les énergies et le climat.....	32
a - Synthèse de l'Etat Initial de l'Environnement	32
b - Comment le PLU participe-t-il à la réduction des consommations énergétiques du territoire ?	33
III. Incidences du PLU sur les zones susceptibles d'être touchées de manière notable et mesures mises en œuvre pour les éviter, réduire ou compenser	37
III.1 - Incidences potentielles induites par les zones ouvertes à l'urbanisation sur l'environnement.....	37
a - Parpan	39
b - Séguilly	42
c - Fauré bas 1 – Route des Lacs.....	45
d - Fauré bas 2 – Route de la Pivrane	48
e - Fauré bas 3 – Route des Cambards	51
f - La Tuilerie	54
g - Pradinas	57
h - Village.....	60
i - Rue du Port.....	63
III.2 - Incidences potentielles induites par les STECAL.....	66
a - STECAL AS1 à vocation artisanale.....	66
b - STECAL AS2 à vocation de loisirs	69

c - STECAL AS3 à vocation de tourisme loisirs.....	72
III.3 - Incidences induites par les emplacements réservés.....	75
IV. Incidences du plu sur les zones Natura 2000	76
IV.1 - Sites Natura 2000 susceptibles d'être touchés de manière notable par la procédure de révision.....	76
a - Sites Natura 2000 susceptibles d'être touchés de manière notable par la procédure d'élaboration du PLU	76
b - Caractéristiques de la ZSC Vallées du Tarn, de l'Aveyron, du Viaur, de l'Agout et du Gijou.....	77
IV.2 - Incidences potentiellement induites par l'élaboration du PLU sur le site Natura 2000...	78
V. Compatibilité de la procédure d'élaboration avec les plans et programmes d'ordre supérieur	81
V.1 - Le SCoT du Vaurais.....	82
V.2 - Le SRADDET Occitanie	105
V.3 - Compatibilité avec le PCAET de la CC Tarn-Agout	110
V.4 - Le SDAGE Adour Garonne	112
V.5 - PGRI Adour-Garonne	116
V.6 - Compatibilité avec le SAGE Agout	117
VI. indicateurs de suivi des effets de la mise en œuvre de la procédure d'élaboration du PLU sur l'environnement.....	122
VI.1 - Paysage, patrimoine, milieux naturels et biodiversité	122
VI.2 - Ressource en eau.....	123
VI.3 - Risques nuisances et pollution	123
VI.4 - Consommations et productions d'énergie	124
VII. Méthodologie mise en œuvre dans le cadre de la démarche d'évaluation environnementale.....	125
VII.1 - Compilation des données disponibles sur l'environnement	125
VII.2 - Analyse de l'impact du projet de développement sur l'environnement	125

TABLE DES FIGURES

Figure 1 : Figure explicative de la démarche d'évaluation environnementale.	9
Figure 2 : Exemple de l'OAP du le secteur de Parpan intégrant une préservation des alignements d'arbres présents au nord et au sud du secteur. / Source : Citadia.	16
Figure 3 : Vues fermées sur le site défini pour le STECAL As3. / Source : Google StreetView.	17
Figure 4 : Vues ouvertes sur le site défini pour le STECAL As2. / Source : Google StreetView.	17
Figure 5 : Exemple d'OAP prévoyant la conservation/renforcement des haies paysagères en bordure.	29
Figure 6 : Schéma de l'OAP de Pradinas prévoyant la mise en place d'un cheminement doux au nord du secteur.	36
Figure 7 : Le secteur de projet de Parpan. / Source : Even et Citadia Conseil.	39
Figure 8 : Le secteur de projet de Séguilly. / Source : Even et Citadia Conseil.	42
Figure 9 : Le secteur de projet de Fauré Bas 1. / Source : Even et Citadia Conseil.	45
Figure 10 : Le secteur de projet de Pivrane. / Sources : Even et Citadia Conseil.	48
Figure 11 : Le secteur de projet de Fauré bas 2. / Sources : Even et Citadia Conseil.	51
Figure 12 : Le secteur de développement de Tuilerie. / Source : Even et Citadia Conseil.	54
Figure 13 : Le secteur de développement de Pradinas. / Sources : Even et Citadia Conseil.	57
Figure 14 : Le secteur de développement village. / Sources : Even et Citadia Conseil.	60
Figure 15 : Le secteur de développement rue du Port. / Sources : Even et Citadia Conseil.	63

TABLE DES CARTES

Carte 1 : Le zonage actuellement en vigueur sur la commune de Saint-Lieux-lès-Lavaur.	6
Carte 2 : Le zonage de la révision du PLU de Saint-Lieux-lès-Lavaur.	7
Carte 3 : Localisation des secteurs de développement définis dans le PLU de Saint-Lieux-lès-Lavaur.	12
Carte 4 : Localisation des 9 secteurs ouverts à l'urbanisation.	13
Carte 5 : Les bâtiments susceptibles de changer de destination.	14
Carte 6 : Les éléments du patrimoine végétal identifié comme à protéger dans le PLU.	15
Carte 7 : La zone Naturelle associée à la Trame Verte et Bleue (Ntvb).	21
Carte 8 : Les boisements, zones humides et cours d'eau protégés dans le PLU.	22
Carte 9 : Localisation des secteurs de développement en fonction du tissu urbain.	27
Carte 10 : Le zonage s'appliquant sur la zone rouge du PPRi.	31
Carte 11 : Les cheminements doux présents et ceux projetés par la commune.	35
Carte 12 : Les enjeux environnementaux présents sur le territoire de Saint-Lieux-lès-Lavaur.	38
Carte 13 : Enjeux environnementaux sur le STECAL AS1 pour l'extension d'une entreprise.	66
Carte 14 : Enjeux environnementaux s'appliquant sur le STECAL AS2 dédié à la création d'un équipement sportif.	69
Carte 15 : Les enjeux environnementaux présents sur le STECAL AS3 dédié au développement d'un complexe touristique.	72

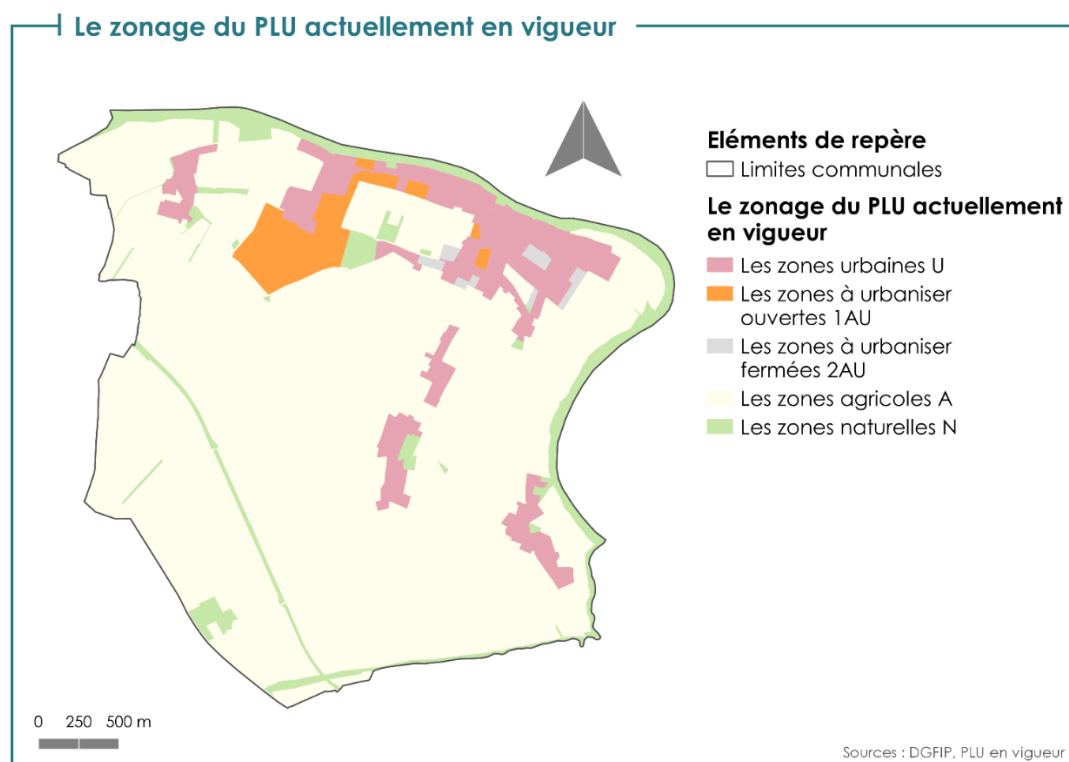
Carte 16 : La zone Natura 2000 présente sur la commune de saint-Lieux-lès-Lavaur.....	76
--	----

TABLE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Synthèse des surfaces des zones définies par le PLU en vigueur sur la commune de Saint-Lieux-lès-Lavaur	6
Tableau 2 : Synthèse des évolutions de surfaces entre le PLU en vigueur et le projet de révision.	7
Tableau 3 : Estimation des EH supplémentaires générés par le projet du développement urbain.	27
Tableau 4 : Hiérarchisation des différents enjeux dans le pré-cadrage environnemental.....	37
Tableau 5 : Analyse des incidences sur l'environnement et de la séquence ERC mise en place sur le secteur de développement de Parpan.....	39
Tableau 6 : Analyse des incidences sur l'environnement et de la séquence ERC mise en place sur le secteur de développement de Séguilly	42
Tableau 7 : Analyse des incidences sur l'environnement et de la séquence ERC mise en place sur le secteur de développement de Fauré bas 1.....	45
Tableau 8 : Analyse des incidences sur l'environnement et de la séquence ERC mise en place sur le secteur de développement de Fauré bas 2.....	48
Tableau 9 : Analyse des incidences sur l'environnement et de la séquence ERC mise en place sur le secteur de développement Fauré bas 3.....	51
Tableau 10 : Analyse des incidences sur l'environnement et la séquence ERC mise en place sur le secteur de Tuilerie.	54
Tableau 11 : Analyse des incidences sur l'environnement et la séquence ERC mise en place sur l'OAP Pradinas	57
Tableau 12 : Analyse des incidences sur l'environnement et des mesures ERC mises en place sur le secteur Village.....	60
Tableau 13 : Analyse des incidences sur l'environnement et des mesures ERC mises en place sur le secteur rue du Port.....	63
Tableau 14 : Analyse des incidences sur l'environnement et de la séquence ERC mise en place sur le STECAL à vocation artisanale.....	66
Tableau 15 : Analyse des incidences sur l'environnement et de la séquence ERC mise en place sur le STECAL à vocation de loisirs.	69
Tableau 16 : Analyse des incidences sur l'environnement et de la séquence ERC mise en place sur le STECAL à vocation de tourisme loisirs.	72
Tableau 17 : Les menaces et pressions s'appliquant sur le site Natura 2000 et moyens dont le PLU permet de limiter ces pressions.	78
Tableau 18 : Plans et programmes avec lesquels le PLU de Saint-Lieux-lès-Lavaur doit être compatible.	81

I. EVOLUTION DU DOCUMENT DEPUIS LE DEMARRAGE DE LA PROCEDURE

I.1 - Le PLU actuellement en vigueur sur la commune de Saint-Lieux-lès-Lavaur



Carte 1 : Le zonage actuellement en vigueur sur la commune de Saint-Lieux-lès-Lavaur.

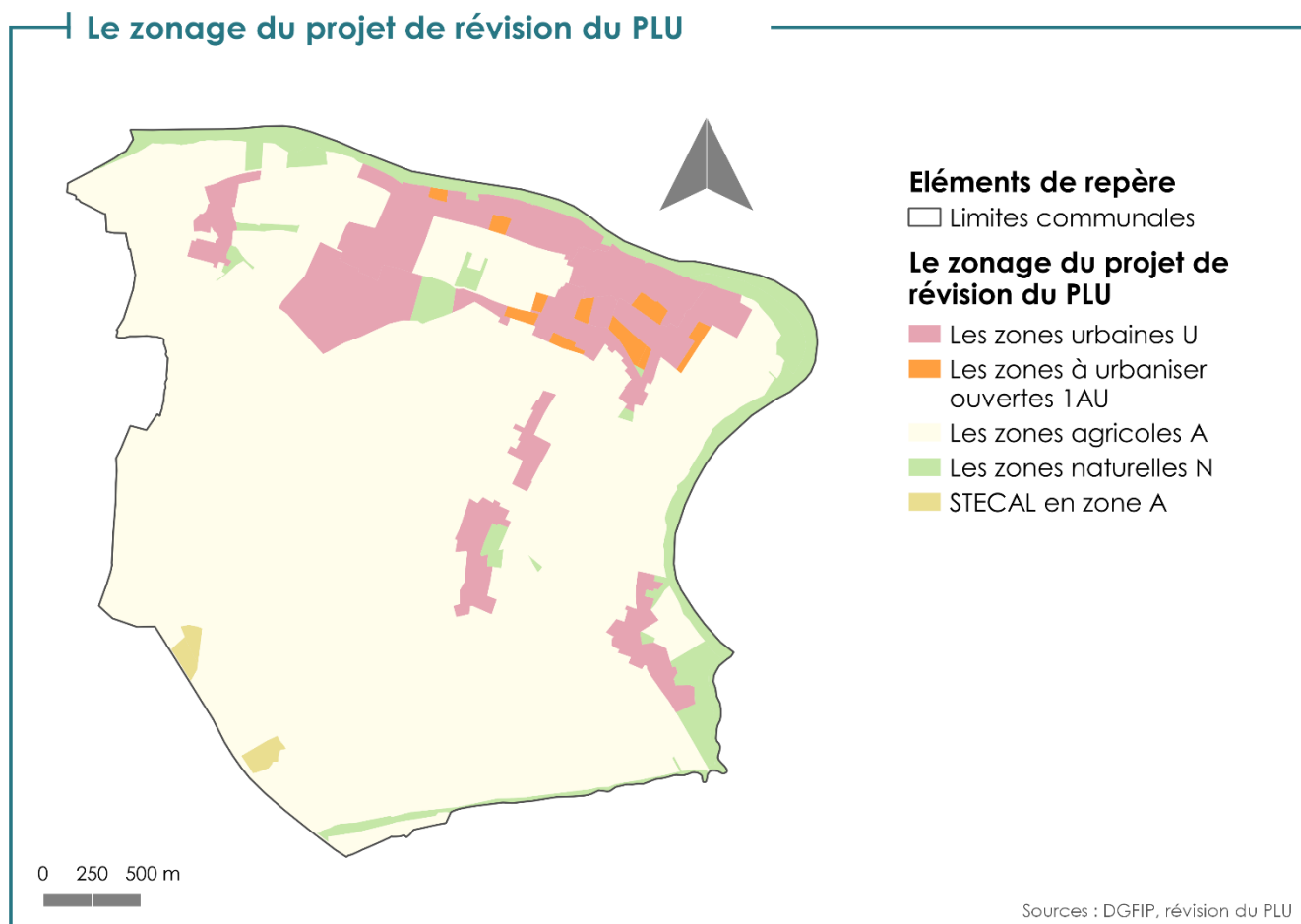
Le tableau ci-dessous récapitule les surfaces de chaque zone déclinée sur le PLU actuellement en vigueur.

Tableau 1 : Synthèse des surfaces des zones définies par le PLU en vigueur sur la commune de Saint-Lieux-lès-Lavaur

ZONE	SURFACE (HA)
Zones urbaines U	93,4
Zones à urbaniser ouvertes 1AU	31,7
Zones à urbaniser fermées 2AU	6,0
Zones agricoles A	750,4
Zones naturelles N	70,1
TOTAL	951,6

I.2 - Le zonage décliné dans le projet de révision générale du PLU

La commune de Saint-Lieux-lès-Lavaur a prescrit la révision de son PLU lors du conseil municipal du 1^{er} février 2023. La principale modification de zonage de ce projet correspond à l'ouverture à l'urbanisation des secteurs 2AU. Ces secteurs font l'objet d'un focus spécifique dans la partie III de l'évaluation environnementale. Également, le PLU reclasse les secteurs 1AU déjà urbanisé en zone U. Enfin, la révision du PLU prévoit la création de 3 STECAL au sud-ouest de la commune, faisant également l'objet d'un focus spécifique dans la partie III de l'évaluation environnementale.



Carte 2 : Le zonage de la révision du PLU de Saint-Lieux-lès-Lavaur.

Le tableau ci-dessous récapitule les surfaces de chaque zone déclinée sur le projet de PLU ainsi que les évolutions avec le PLU initial.

Tableau 2 : Synthèse des évolutions de surfaces entre le PLU en vigueur et le projet de révision.

ZONE	SURFACE PLU EN VIGUEUR (HA)	SURFACE PROJET REVISION (HA)	SYNTHESE EVOLUTION (HA)
Zones urbaines U	93,4	124,4	+ 31
Zones à urbaniser ouvertes 1AU	31,7	9,6	-22,1
Zones à urbaniser fermées 2AU	6,0	0	-6

Zones agricoles A	750,4	739,3	-11,1
Zones naturelles N	70,1	73,6	+3,6
STECAL en zone A	0	4,8	+4,8
TOTAL	951,6	-	-

La révision du PLU de Saint-Lieux-lès-Lavaur aura pour conséquence l'augmentation des surfaces urbaines. Cependant, les zones urbaines ont été définies au plus proches de l'enveloppe bâtie existante. L'augmentation des surfaces urbaines correspond à l'urbanisation des secteurs 1AU définis dans le précédent PLU.

II. INCIDENCES DU PLU DE SAINT-LIEUX-LES-LAVAU SUR L'ENVIRONNEMENT

II.1 - Déroulé de l'étude

L'analyse des incidences sur PLU sur les composantes environnementales de la commune se décompose selon les grandes thématiques environnementales étudiées dans l'état initial de l'environnement. Pour chacune de ces thématique, l'étude suit le schéma présenté ci-dessous :

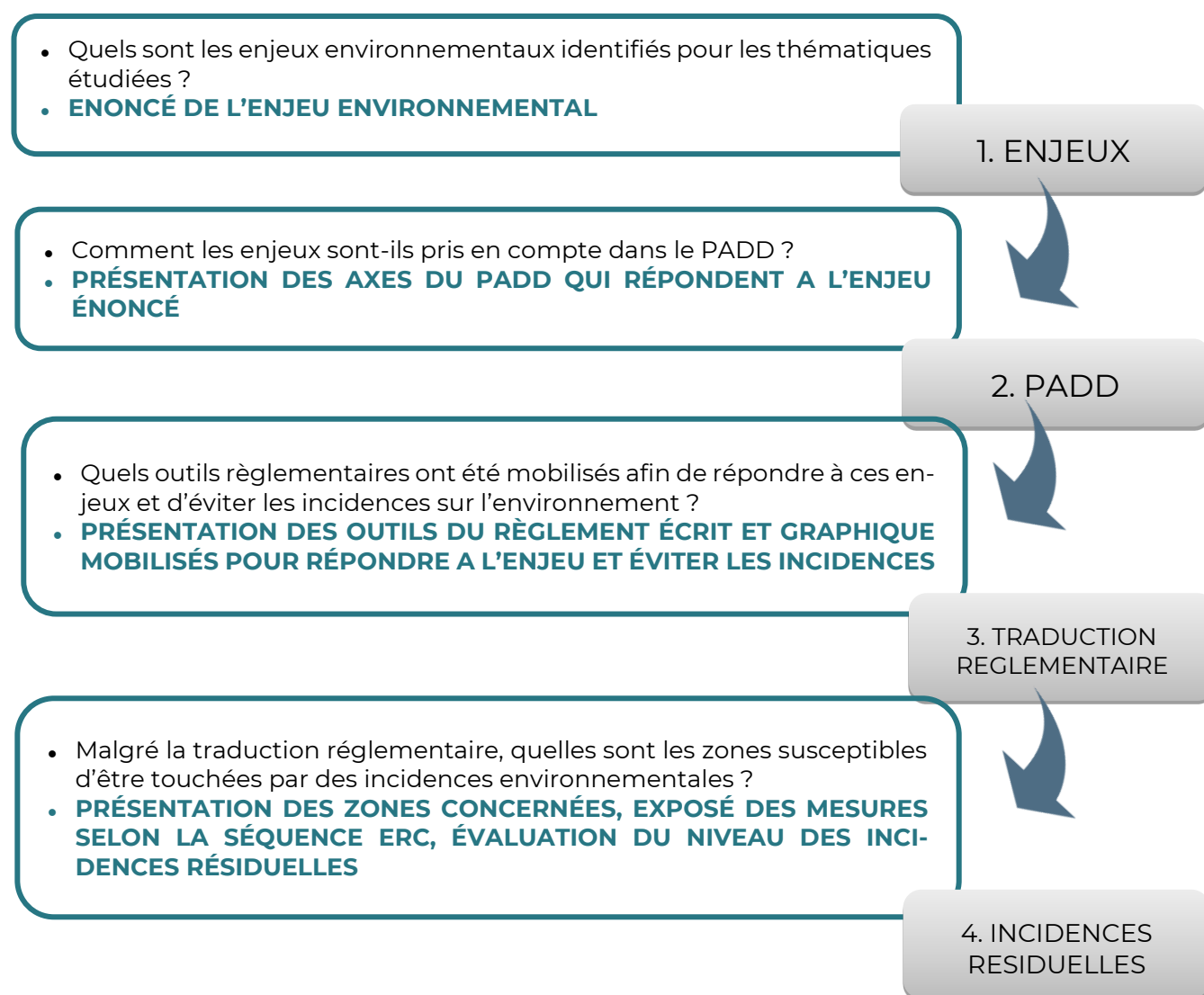


Figure 1 : Figure explicative de la démarche d'évaluation environnementale.

II.2 - Incidences du PLU sur la lecture paysagère et écologique

a - Synthèse de l'Etat Initial de l'Environnement

66 % Espaces agricoles	138m NGF Point culminant
----------------------------------	------------------------------------

Saint-Lieux-lès-Lavaur est localisé dans la plaine de l'Agout, marquée par ces terres fertiles et facilement cultivables. De ce fait, la commune est marquée par la prédominance de l'agriculture, qui représente 66% des surfaces agricoles.

Saint-Lieux-lès-Lavaur ne possède pas d'immeuble inscrit ou classé au titre des monuments historiques mais est concerné par le périmètre de 500m autour de l'Eglise paroissiale Saint-Savy présente dans la commune de Giroussens.

ATOUTS	POINTS DE VIGILANCE
<ul style="list-style-type: none">Un réseau hydrographique riche, notamment par la présence de l'Agout ;Des milieux ouverts offrant de larges panoramas.	<ul style="list-style-type: none">Une faible présence des espaces boisés pouvant être menacés par l'urbanisation ;Des extensions urbaines pouvant être banalisantes ;

ENJEUX POUR LE PLU :

- La préservation et la mise en valeur des espaces ouverts, constitutifs du territoire ;
- La préservation et le renforcement des milieux boisés ;
- La protection des éléments de bâtis traditionnels

b - Comment le PLU protège-t-il les grands ensembles paysagers de la commune ?

- En conservant la vocation des terres agricoles et sylvicoles actuelles ;
- En limitant le mitage urbain des milieux agricoles, naturels et forestiers ;
- En préservant les motifs paysagers identitaires.
- En réglementant les dispositifs de production d'énergies renouvelables

■ PRISE EN COMPTE DE L'ENJEU DANS LE PADD

PRISE EN COMPTE DE L'ENJEU DANS LE PADD	REMARQUES
---	-----------

AXE 1 : Préserver les espaces naturels de qualité et les paysages

- Préserver l'ouverture des paysages ;
- Protéger les massifs boisés de qualité ;
- Préserver les éléments structurants du paysage

AXE 2 : Maintenir et pérenniser les activités agricoles

- Limiter les conflits d'usage entre zone agricole et zone urbaine

AXE 3 : Prévoir une urbanisation en cohérence avec le développement économique et les nouveaux habitants dans le bassin de vie

- Prendre en compte l'enjeu d'équilibre entre les espaces agricoles et les espaces bâtis
- Lutter contre l'étalement urbain en limitant l'urbanisation des hameaux

Le PADD permet de préserver les grands paysages et tout particulièrement les espaces agricoles, constitutif de la commune. Le PADD souhaite donc limiter l'extension des hameaux afin de préserver les espaces agricoles. De plus, le PADD souhaite également préserver les espaces boisés du territoire, qui sont principalement présents le long de l'Agout.

■ OUTILS MOBILISÉS POUR LA TRADUCTION DE L'ENJEU DANS LE RÈGLEMENT GRAPHIQUE ET ÉCRIT ET LES OAP

■ LA PRÉSERVATION DE LA MOSAÏQUE PAYSAGÈRE

Les paysages de Saint-Lieux-lès-Lavaur sont dominés par des **espaces agricoles de grandes cultures**, ponctués par les **alignements d'arbres** et des boisements de feuillus, en bordure de parcelles ou le long de l'Agout. Afin de préserver cette mosaïque paysagère, le PLU classe :

- Les espaces agricoles en zone agricole **A** ;
- Les boisements et autres milieux naturels en zone **N** ou **NTvb**.

Le règlement du PLU est très restrictif en matière de constructibilité sur ces secteurs. En effet :

- La **zone agricole A** autorise uniquement les constructions de logements, s'ils sont nécessaires à l'exploitation agricole et dans la limite de 200 m² de surface de plancher par logement. Le règlement autorise également les extensions, à condition que la surface de plancher n'excède pas 50% de la surface de plancher de la construction initiale et la construction d'annexe pour des logements existants, à condition que l'emprise totale au sol de ces annexes sur l'unité foncière ne dépasse pas 100m². Enfin, les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs, la construction, l'aménagement et l'extension de bâtiments d'exploitation agricole, pastorale ou forestière sont également autorisés.
- La **zone naturelle N** autorise la construction, l'aménagement et l'extension de bâtiments d'exploitation, la construction de logements s'ils possèdent une nécessité fonctionnelle et géographique pour une exploitation agricole, pastorale ou forestière et dans la limite de 200 m² de surface de plancher totale. Également, les extensions des logements existants sont admises si la surface de plancher totale des extensions n'excède pas 50% de la surface de plancher de la construction initiale et les annexes des logements existants sont autorisées à condition que l'emprise au sol totale de ces annexes sur l'unité foncière ne dépasse pas 100m². Enfin, les constructions d'équipements collectifs, sous réserve qu'elles ne soient pas incompatibles avec l'activité agricole ou forestière sont autorisées.

Ces prescriptions permettent de **contraindre les constructions** dans ces deux zones et d'autoriser uniquement les **nouvelles constructions en lien avec l'activité agricole et forestière**, permettant de soutenir le développement de ces activités, jouant un rôle majeur dans l'entretien de ces paysages.

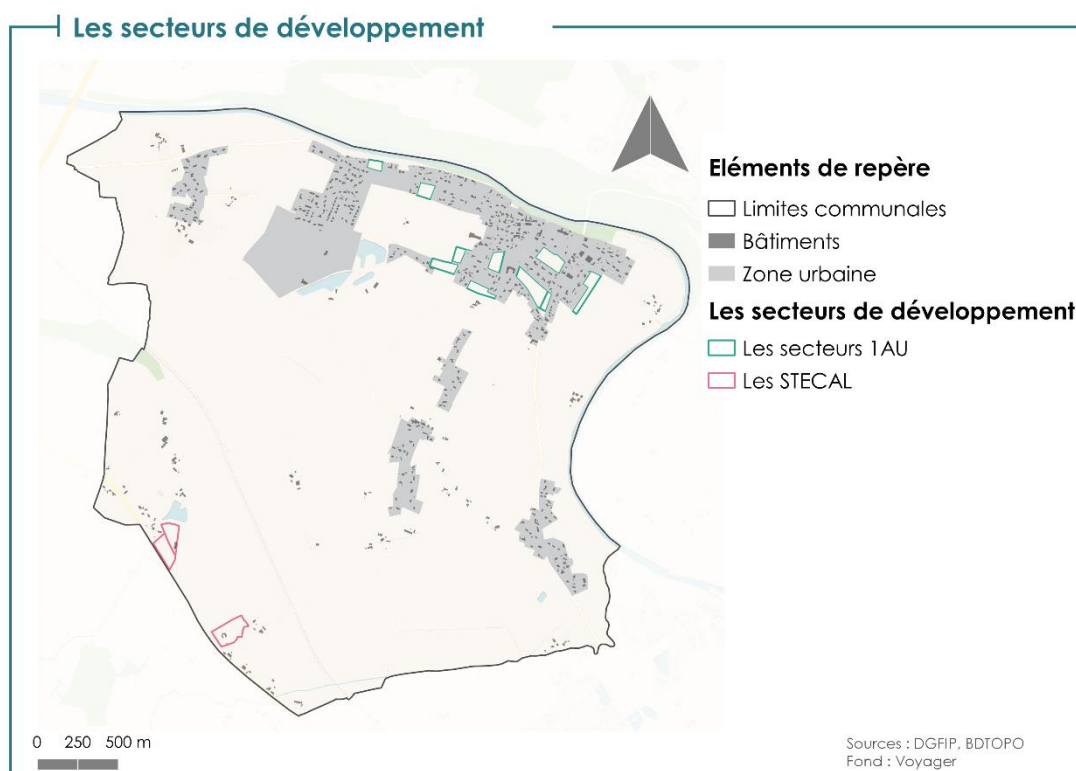


Au total, **86%** de la surface du territoire est classée en zone agricole ou naturelle. Les zones urbaines ne représentent que **13%** et les zones à urbaniser **1%**.

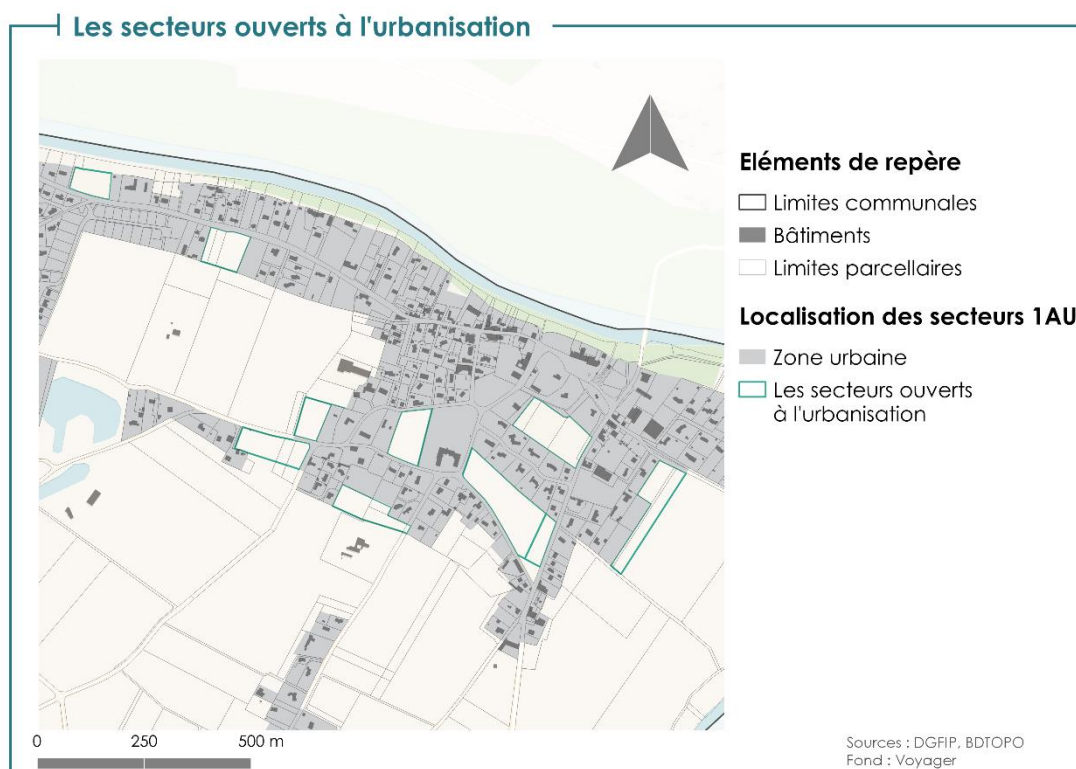
■ DES CHOIX DE DEVELOPPEMENT DANS LA CONTINUITE DU TISSU BATI EXISTANT

Le projet de PLU comporte plusieurs secteurs de développement dont **9 secteurs 1AU** et **3 STECAL** à vocation artisanale, de loisirs et de tourisme/loisir. Les secteurs AU s'inscrivent dans la **continuité du tissu bâti existant**, permettant de limiter le mitage urbain.

Concernant les STECAL, deux des secteurs correspondent à des sites en **partie déjà aménagés** et en activité, limitant ainsi le mitage agricole.



Carte 3 : Localisation des secteurs de développement définis dans le PLU de Saint-Lieux-lès-Lavaux.



Carte 4 : Localisation des 9 secteurs ouverts à l'urbanisation.

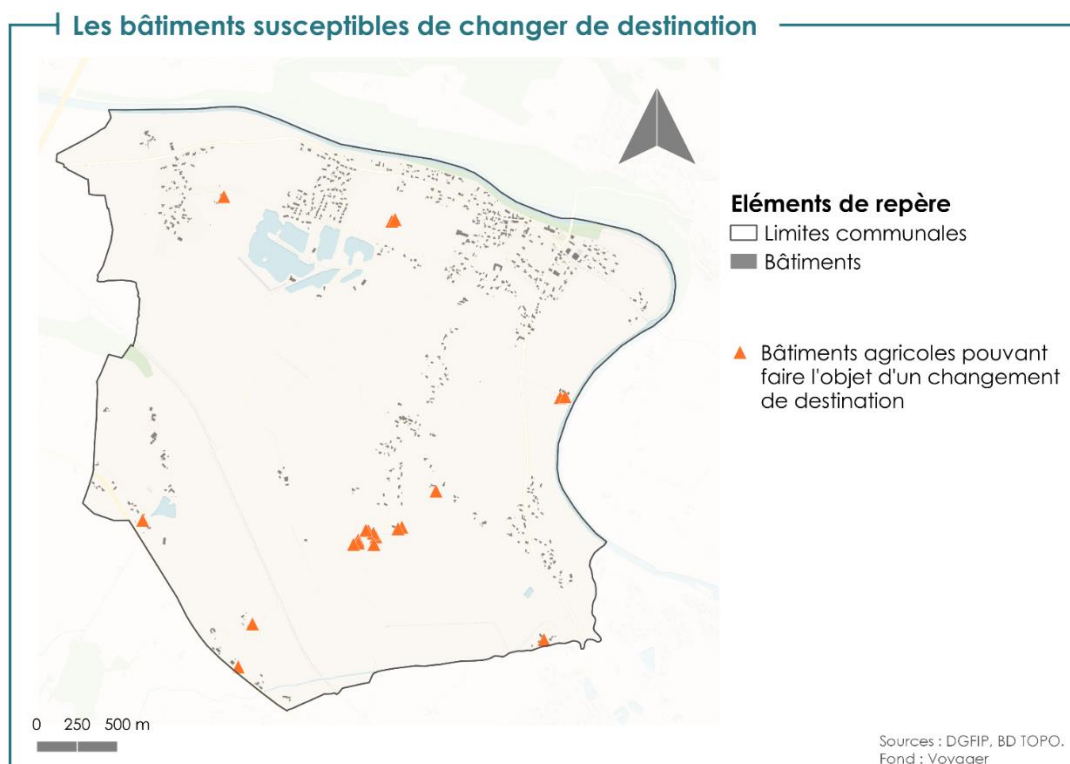
Les zones 1AU sont, pour 8 d'entre elles, à **destination d'habitat** et occupent 8,3ha. Une zone 1AU est à **destination d'équipement de sport loisir** et occupent 1,8ha. Les 3 STECAL représentent 4,8ha et donc au total, **les zones de développement** couvrent 14,9ha soit **1,6%** de la superficie du territoire.

Le faible nombre de secteurs de développement permet **de limiter l'urbanisation diffuse** et la dégradation de l'organisation des paysages naturels. Cette mesure permet également de **contrôler la qualité des entrées de ville** et de conserver une bonne lisibilité des silhouettes urbaines.

Le PLU de Saint-Lieux-les-Lavaux recense également **20 bâtiments éligibles au changement de destination** pouvant participer au mitage du milieu agricole. Cependant, ces changements de destination sont encadrés et sont recensés dans les annexes. Également, une charte d'urbanisme signé en 2020 s'appliquant sur le département du Tarn indique que les changements de destination doivent identifier :

- L'absence d'utilité agricole ;
- Le caractère patrimonial ou architectural ;
- La capacité des bâtis à changer de destination (structure, orientation, paysage, ...) ;
- Pour chaque bâti, l'identification des interactions avec l'activité agricole ;
- Pour chaque bâti, sa capacité à conforter un bourg ou hameau ;
- Pour chaque bâti, son potentiel en nombre de logements et d'accueil de population associé.

L'encadrement de ces changements de destination permet de ne pas impacter l'activité agricole du territoire.



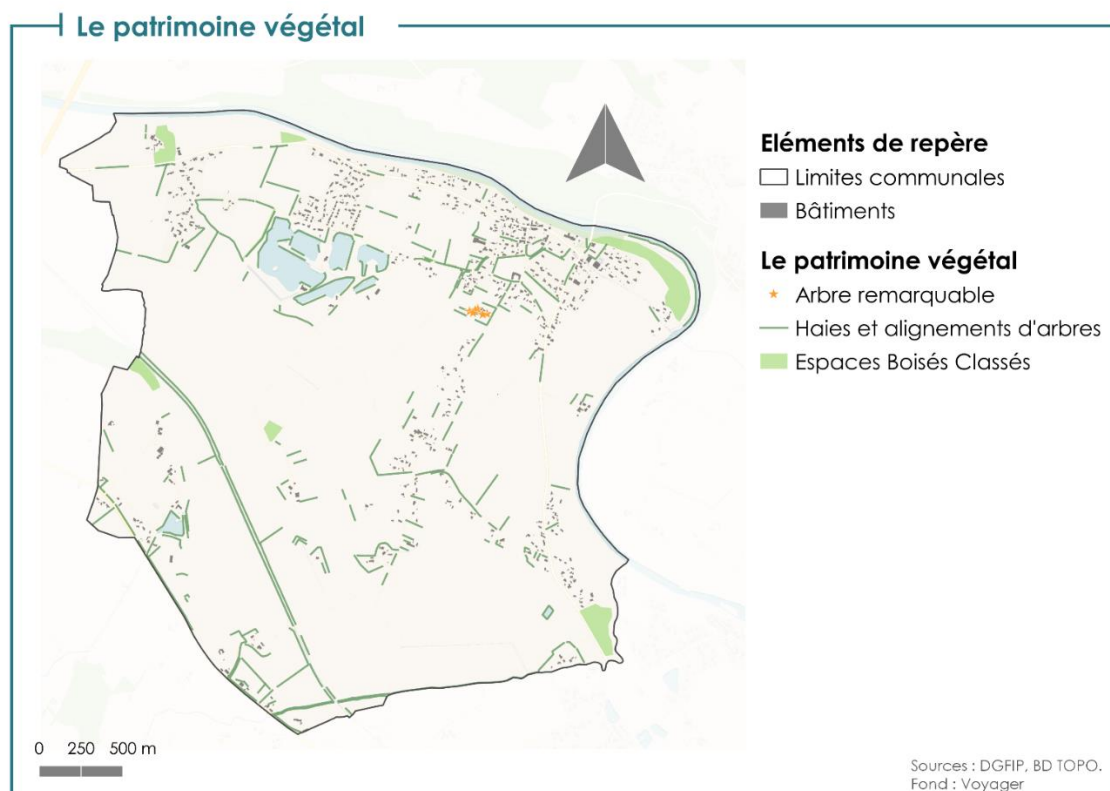
Carte 5 : Les bâtiments susceptibles de changer de destination.

■ LA PROTECTION DES MOTIFS PAYSAGERS IDENTITAIRES

Le PLU de Saint-Lieux-lès-Lavaur permet de protéger les motifs paysagers identitaires, notamment les **espaces agricoles et naturels**, en contraignant fortement la constructibilité de ces secteurs. De plus, le PLU permet de protéger les **paysages d'eau**, occupant une place majeure dans la commune, grâce à une protection au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme sur les différents cours d'eau du territoire.

Le PLU permet également la protection du **patrimoine végétal** au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme. En effet, le PLU identifie :

- 30km de linéaire de haie et d'alignement d'arbres ;
- 15,6 ha d'espaces boisés classés ;
- 6 arbres remarquables à protéger.



Carte 6 : Les éléments du patrimoine végétal identifiés comme à protéger dans le PLU.

■ LA RÉGLEMENTATION DES PRODUCTIONS D'ÉNERGIES RENOUVELABLES ADAPTÉE SELON LES ZONES

Afin de préserver les qualités paysagères des milieux naturels localisés au bord de l'Agout, le zonage identifie ces milieux en NTvb. Le règlement associé autorise uniquement les constructions pour les exploitations agricoles ou sylvicoles. De ce fait, les **équipements permettant la production d'énergies renouvelables** de type panneaux solaires thermiques et photovoltaïques y **seront interdits**.



Au total, 5,9% de la commune est zoné en NTvb

De plus, le règlement écrit autorise l'apposition de panneaux photovoltaïques au sol, à la condition qu'ils ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière, et qu'ils ne **portent pas atteintes à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages**, permettant donc de limiter l'apposition de ces dispositifs dans des secteurs possédant des **enjeux paysagers**.

c - Comment le PLU maintient-il la qualité des paysages urbains ?

- En garantissant des critères de qualité architecturale et paysagère
- En veillant à la qualité des entrées de ville
- En préservant les éléments de patrimoine bâti
- En réglementant l'installation des dispositifs de production d'énergies renouvelables

■ PRISE EN COMPTE DE L'ENJEU DANS LE PADD

PRISE EN COMPTE DE L'ENJEU DANS LE PADD

REMARQUES

AXE 1 : Préserver les espaces naturels de qualité et les paysages

- Préserver les éléments structurants du paysage
- Participer à la gestion économe de l'espace

AXE 3 : Prévoir une urbanisation en cohérence avec le développement économique et les nouveaux habitants dans le bassin de vie

- Prendre en compte l'enjeu d'équilibre entre les espaces agricoles et les espaces bâtis

Le PADD souhaite préserver la qualité des paysages urbains en préservant le patrimoine historique de la commune ainsi que le patrimoine bâti architectural. De plus, le PADD souhaite privilégier les nouvelles constructions au sein du tissu urbain, tout en permettant que celles-ci soient intégrées et que les nouvelles constructions soient intégrées dans le tissu urbain existant.

■ LA GARANTIE DES CRITERES DE QUALITE ARCHITECTURALE ET PAYSAGERE

Afin de garantir une cohérence de l'ensemble urbain, le PLU intègre des règles concernant **la qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère (Chapitre II)** permettant de fixer des **dispositions générales** concernant les volumes, l'aspect esthétique, les matériaux et de définir un **cadre réglementaire** pour **les toitures, les façades et les clôtures**. Ces dispositions s'appliquent pour l'ensemble de la zone urbaine.

Un article du règlement écrit est également dédié au « **traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et abords des constructions** ». Cet article impose notamment la **végétalisation** de ces espaces dans les zones urbaines, en imposant que 15% des espaces libres soient laissés de pleine terre en zone Ua et 20% en zone Ub et Uc.

Les OAP participent également à l'intégration paysagère des **futurs sites de développement** grâce à un encadrement de la densité et de la destination des futures constructions. Les OAP participent également à la **valorisation des aménités paysagères** en imposant la conservation ou la création d'alignements d'arbres en bordure de parcelles.

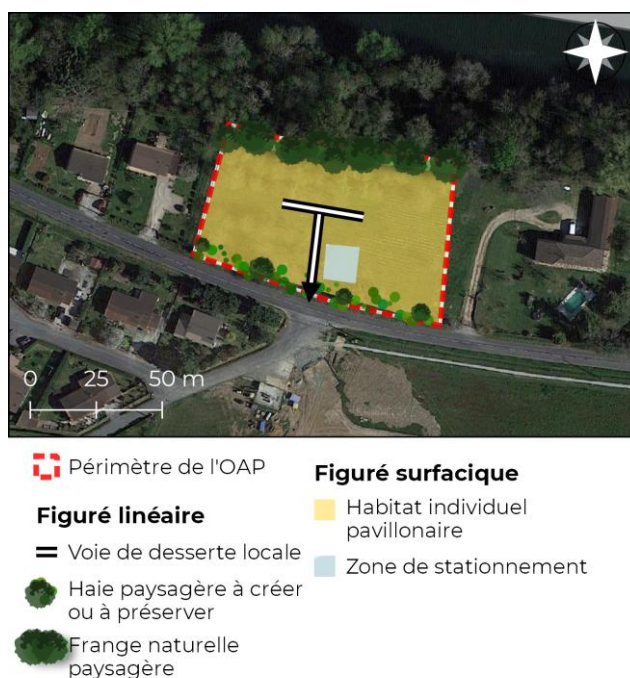


Figure 2 : Exemple de l'OAP du le secteur de Parpan intégrant une préservation des alignements d'arbres présents au nord et au sud du secteur. / Source : Citadia.

■ EN VEILLANT A LA QUALITE DES ENTREES DE VILLE ET DES PRINCIPAUX AXES DE CIRCULATION

Le PLU prend en compte les différentes entrées de ville du territoire en ne définissant **aucun secteur de développement en entrée de ville**. De plus, les règles d'intégration paysagère fixées dans l'article 2 : **qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère** s'appliquent également sur les constructions localisées en entrées de ville, et permettent une bonne intégration paysagère de celles-ci.

Cependant, **2 STECAL** sont définis le **long de la RD630**, les STECAL As2 et As3, hors agglomération. Concernant le STECAL As 3, à vocation de tourisme et loisirs, de nombreux boisements se localisent le long de la RD630, permettant de créer une **barrière visuelle** et de limiter l'impact paysager de l'extension de ce secteur. Le STECAL As 2 à vocation de loisirs, est quant à lui localisé dans un secteur ouvert, avec peu de végétation. La **covisibilité** de ce secteur sur la RD630 est donc forte, et le site est actuellement non urbanisé. L'urbanisation de ce secteur pourrait donc impacter les **perceptions paysagères de la RD630**.



Figure 3 : Vues fermées sur le site défini pour le STECAL As3. / Source : Google StreetView



Figure 4 : Vues ouvertes sur le site défini pour le STECAL As2. / Source : Google StreetView.

■ EN PRESERVANT LES ELEMENTS DE PATRIMOINE BATI

Le PLU de Saint-Lieux-lès-Lavaur ne définit **aucun élément du patrimoine bâti à préserver**. Cependant, celui-ci identifie **20 changements de destination** permettant de **valoriser ces éléments du patrimoine agricole**. Ces changements de destination sont autorisés sous réserve qu'ils ne **compromettent pas l'activité agricole** ou la qualité paysagère du site, que les réseaux soient suffisants pour desservir la nouvelle destination et que la nouvelle destination du bâtiment ne soit pas affectée à l'industrie.

■ EN REGLEMENTANT L'INSTALLATION DES DISPOSITIFS DE PRODUCTION D'ENERGIE RENOUVELABLE

Afin de répondre aux objectifs de performances énergétiques des constructions, le règlement du PLU autorise le recours aux technologies et matériaux liés à l'utilisation ou à la production d'énergies renouvelables sur les bâtiments. Cependant, une réflexion sur leur **intégration paysagère et sur la limitation des nuisances générées pour le voisinage** devra être intégrée et les panneaux solaires sur les toitures devront s'intégrer au mieux aux volumes des constructions.

II.3 - Incidences du PLU sur les enjeux écologiques

a - Synthèse de l'Etat Initial de l'Environnement

1 Zone Natura 2000	1 ZNIEFF de type II	12 Zones humides
-----------------------	------------------------	---------------------

La commune de Saint-Lieux-lès-Lavaur possède des enjeux écologiques le long de l'Agout ou plusieurs périmètres d'inventaires, de gestion et de réglementation se superposent (zone Natura 2000, ZNIEFF II, zone humide). Le reste du territoire est concerné par des milieux de grandes cultures, moins favorables à l'accueil d'une biodiversité riche.

ATOUTS	POINTS DE VIGILANCE
<ul style="list-style-type: none"> La présence de l'Agout et de sa ripisylve créant un support privilégié pour la biodiversité ; La présence de nombreuses zones humides ponctuelles. 	<ul style="list-style-type: none"> Une faible présence d'espaces boisés ; Des milieux agricoles présentant peu de haies et alignement d'arbres ; Un état écologique des cours d'eau allant de moyen à médiocre (vulnérabilité aux nitrates notamment).

ENJEUX POUR LE PLU :

- La préservation et le renforcement des espaces boisés de la commune ;
- Des continuités écologiques qui devront être restaurées ;
- Des réservoirs et corridors aquatiques à restaurer/conforter.

b - Comment le PLU préserve-t-il les éléments constitutifs de la Trame Verte et Bleue communale ?

- En protégeant l'Agout et ses berges ;
- En protégeant les boisements et les cours d'eau ;

■ PRISE EN COMPTE DE L'ENJEU DANS LE PADD

PRISE EN COMPTE DE L'ENJEU DANS LE PADD	REMARQUES
---	-----------

AXE 1 : Préserver les espaces naturels de qualité et les paysages

- Protéger les massifs boisés de qualité
- Préserver les réservoirs de biodiversité et développer les corridors écologiques

Le PADD permet de préserver la trame verte et bleue et souhaite plus particulièrement préserver les bosquets et les massifs boisés présents ainsi que les haies et ripisylve qui jouent un rôle majeur dans l'établissement de la trame verte et bleue du territoire.

■ OUTILS MOBILISÉS POUR LA TRADUCTION DE L'ENJEU DANS LE RÈGLEMENT GRAPHIQUE ET ÉCRIT ET LES OAP

■ LA PROTECTION DE L'AGOUT ET SES BERGES

Saint-Lieux-lès-Lavaur est une commune à dominante agricole, où les **grandes cultures** dominent car celles-ci représentent **66%** de la superficie de la commune. Les fonctionnalités écologiques de la commune sont principalement présentes au niveau de l'Agout, et plus particulièrement de sa ripisylve.

Afin de préserver les fonctionnalités écologiques de l'Agout, le règlement graphique zone **l'Agout et la ripisylve en Ntvb**. Le règlement écrit relatif à la zone Ntvb autorise uniquement :

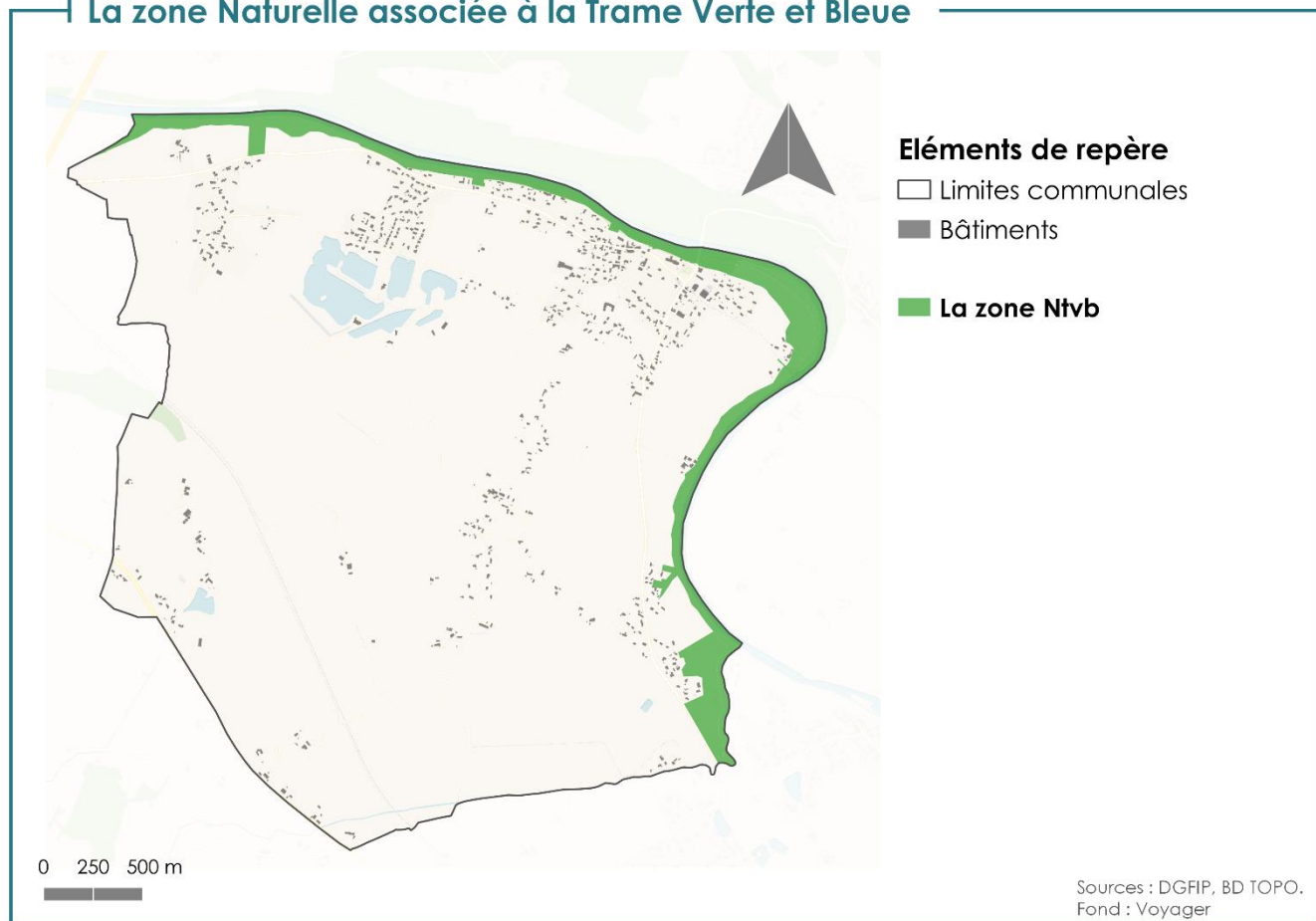
- L'évolution des bâtiments d'exploitation, nécessaire à une activité agricole, pastorale ou forestière, ou au prolongement de l'acte de production, dans la limite de 30% de la surface de plancher existante ;
- Les logements existants, dans la limite de 30% de la surface de plancher existante ;
- Les constructions d'annexes aux logements neufs et existants, dans la limite de 50 m² ;
- Les extensions limitées des équipements collectifs ;
- Les constructions ou installations nécessaires aux services et équipements publics ou d'intérêt collectif et notamment ceux en lien avec la gestion du risque d'inondation
- Les constructions ou installations nécessaires à la gestion du risque d'inondation ;
- Sont admises toutes les interventions d'entretien de la ripisylve, permettant bon fonctionnement physique et écologique d'un cours d'eau.

La zone Ntvb comporte que peu de logements, limitant donc les possibilités d'extension sur cette zone. De ce fait, la constructibilité est fortement limitée en zone Ntvb.



Au total, 5,9% de la commune est classée en Ntvb.

La zone Naturelle associée à la Trame Verte et Bleue



Carte 7 : La zone Naturelle associée à la Trame Verte et Bleue (Ntvb).

■ LA PROTECTION DES BOISEMENTS ET DES COURS D'EAU

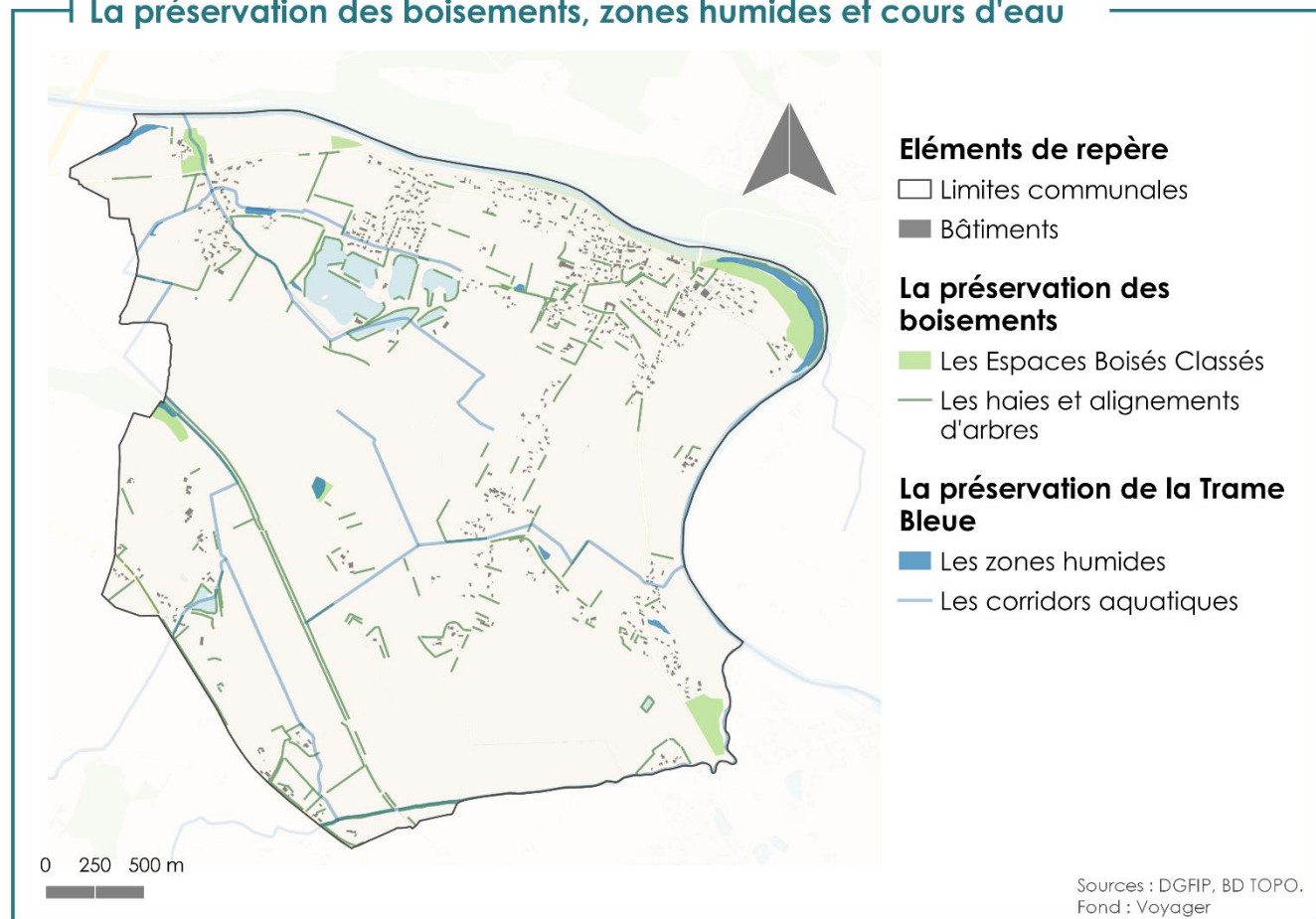
Le PLU de Saint-Lieux-lès-Lavaux définit également plusieurs prescriptions graphiques, permettant de renforcer la protection de la trame verte et bleue. Tout d'abord, les boisements de la commune sont identifiés en **Espaces Boisés Classés** (EBC), qui induit le rejet de plein droit des demandes de défrichement potentielles, permettant donc de préserver ces massifs boisés. Les haies et alignements d'arbres sont également protégés, permettant de conserver un maillage induit par ces petits boisements.

La trame bleue est également protégée grâce à un classement en **L151-23 au titre du code de l'urbanisme** de tous les **cours d'eau** du territoire, permettant de rendre inconstructible **sur 10 mètres de part et d'autre les berges des cours d'eau et 4 mètres les fossés**. Enfin, le PLU définit une prescription sur les **zones humides**, permettant de les protéger au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme. Cependant, deux zones humides recensées par l'inventaire départemental du Tarn ne sont pas protégées par cette prescription et sont concernées par la présence des zones de développement de Pradinas et des Tuileries (cf partie III.1).



Au total, 15,6ha d'EBC sont présents et 223km de cours d'eau sont protégés.

La préservation des boisements, zones humides et cours d'eau



Carte 8 : Les boisements, zones humides et cours d'eau protégés dans le PLU.

c - Comment le PLU préserve-t-il la biodiversité ordinaire sur le territoire ?

- En pérennisant les espaces naturels, agricoles et forestiers du territoire ;
- En préservant les éléments de patrimoine naturel ;
- En définissant l'enveloppe urbaine au plus proche de l'enveloppe bâtie existante
- En limitant l'imperméabilisation des sols.

■ PRISE EN COMPTE DE L'ENJEU DANS LE PADD

PRISE EN COMPTE DE L'ENJEU DANS LE PADD	REMARQUES
<p>AXE 1 : Préserver les espaces naturels de qualité et les paysages</p> <ul style="list-style-type: none"> • Préserver l'ouverture des paysages ; • Préserver les éléments structurants du paysage ; • Participer à la gestion économe de l'espace <p>AXE 3 : Prévoir une urbanisation en cohérence avec le développement économique et les nouveaux habitants dans le bassin de vie</p> <ul style="list-style-type: none"> • Prendre en compte l'enjeu d'équilibre entre les espaces agricoles et les espaces bâtis 	<p>Le PADD souhaite préserver les espaces agricoles en limitant leur consommation, permettant donc de préserver ces espaces de nature ordinaire représentant une superficie importante du territoire. De plus, le PADD souhaite préserver les éléments structurant du territoire tels que les haies, alignements d'arbres etc.</p>

- Lutter contre l'étalement urbain en limitant l'urbanisation des hameaux.

• OUTILS MOBILISÉS POUR LA TRADUCTION DE L'ENJEU DANS LE RÈGLEMENT GRAPHIQUE ET ÉCRIT ET LES OAP

■ LA PÉRENNISATION DES ESPACES AGRICOLES ET NATURELS

Afin de pérenniser les espaces naturels agricoles et forestiers, le PLU classe les espaces agricoles en **zone agricole A** et les espaces naturels et forestiers en **zone naturelle N ou NTvb**. Les prescriptions réglementaires s'appliquant sur ces zones sont **restrictives en matière d'urbanisation** permettant de limiter la destruction des milieux naturels ordinaires. Cependant, le règlement permet l'implantation et le développement d'activités agricoles et sylvicoles dans les zones agricoles et naturelles, permettant à ces activités jouant un rôle majeur dans l'entretien des milieux agro-naturels, de perdurer et de développer.



Au total, **78%** du territoire est classé en zone agricole A et **8%** en zone naturelle N.

■ LA PROTECTION DES ÉLÉMENTS DE PATRIMOINE NATUREL

Le PLU permet bien de protéger les éléments de patrimoine naturel, notamment grâce au **zonage en N**, où la réglementation associée est restrictive en matière de constructibilité. Le PLU prévoit un classement en zone naturelle de la partie sud du ruisseau de Sézy, ainsi que des parcelles non agricoles.

Le PLU permet également la **préservation des motifs naturels structurants du territoire**, correspondant aux différents alignements d'arbres et aux haies, grâce à une prescription au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme. Cette prescription permet de préserver les alignements d'arbres et les haies localisés au sein du tissu urbain ainsi que ceux bordant les parcelles agricoles, permettant d'assurer des refuges pour la biodiversité. Cependant, un abatage de 20% du linéaire pourra être réalisé si la création d'un accès est nécessaire. Le PLU identifie également des Espaces Boisés Classés.



Au total, 30km de haies et 15,6ha d'Espaces Boisés Classés sont recensés.

■ LES CHOIX D'URBANISATION AU PLUS PRES DE L'ENVELOPPE BÂTIE EXISTANTE

Pour réduire l'effet fragmentant de l'urbanisation, qui fragilise les fonctionnalités écologiques, le PLU identifie de **nouvelles zones constructibles au plus près de l'enveloppe bâtie existante**. Cependant, comme présenté dans la première partie, la zone urbaine est plus importante que dans le PLU précédent, en lien avec l'urbanisation des zones 1AU précédemment définies.



La révision du PLU prévoit 14,9 ha dédié à des zones de développement correspondant à :

- 9 secteurs 1AU représentant 10,1ha ;
- 3 STECAL représentant 4,8ha ;
- Aucune zone 2AU.

■ LA LIMITATION DE L'IMPERMÉABILISATION DES SOLS

Le PLU de Saint-Lieux-lès-Lavaux permet bien de limiter l'imperméabilisation des zones agro-naturels, en définissant 86% de son territoire en **zone agricole ou naturelle**, très restrictives sur les possibilités d'implantation de nouvelles constructions.

Le PLU permet également de **réduire l'imperméabilisation des sols en zone urbaine**, en fixant des règles dans l'article II-3 sur le traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et des

abords des constructions. Celui-ci impose qu'au moins **15% des espaces libres** en zone **Ua** et **20%** en zone **Ub et Uc** doivent être laissés **perméables** ou de pleine terre. Les plantations existantes doivent également être conservées, sauf si impossibilité.

II.4 - Incidences du PLU sur la gestion des ressources

a - Synthèse de l'Etat Initial de l'Environnement

12 600 m³ Prélevé pour l'irrigation	84,1% De rendement des réseaux de distribution	1 STEU	1 200 EH De capacité nominale
--	--	------------------	---

Les prélèvements de l'eau potable de la commune de Saint-Lieux-lès-Lavaur se réalise au niveau du barrage des Cammazes. La commune possède aussi une station de traitement des eaux usées d'une capacité nominale de 1 200 EH. En 2021, la station desservait 576 habitants, mais des travaux permettant de raccorder davantage de logements au réseau d'assainissement collectif ont été réalisés, augmentant donc les charges entrantes.

ATOUTS	POINTS DE VIGILANCE
<ul style="list-style-type: none"> Un périmètre de protection de captage s'appliquant aux abords de l'Agout permettant une protection de la ressource ; 	<ul style="list-style-type: none"> Des masses d'eau superficielles avec des état écologiques allant de médiocres à moyen ; Des nappes d'eau souterraines subissant des pressions chimiques et quantitatives ; Une zone vulnérable aux nitrates ; Un assainissement collectif peu développé.

ENJEUX POUR LE PLU :

- La prise en compte des ressources dans le développement du territoire ;
- Le maintien d'espaces de pleine terre dans les nouveaux projets afin d'améliorer la gestion des eaux de ruissellement ;
- L'amélioration de l'état écologique des masses d'eau superficielles.

b - Comment le PLU prend-il en charge la gestion de l'eau potable et de l'assainissement ?

- En encadrant le raccordement au réseau de distribution d'eau potable
- En conditionnant le développement urbain en accords avec les ressources en eau disponibles
- En priorisant le raccordement des nouvelles constructions au réseau d'assainissement collectif

■ PRISE EN COMPTE DE L'ENJEU DANS LE PADD

PRISE EN COMPTE DE L'ENJEU DANS LE PADD	REMARQUES
---	-----------

AXE 3 : Prévoir une urbanisation en cohérence avec le développement économique et les nouveaux habitants dans le bassin de vie

- Mettre en cohérence l'extension urbaine et le développement des réseaux et des équipements

Le PADD souhaite bien adapter le développement avec les réseaux d'eau potable et assainissement.

■ OUTILS MOBILISÉS POUR LA TRADUCTION DE L'ENJEU DANS LE RÈGLEMENT GRAPHIQUE ET LES OAP

■ LA PROTECTION DES ABORDS DES CAPTAGES POUR L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE

La commune de Saint-Lieux-les-Lavaur est concernée par la présence d'un périmètre de protection de captage rapproché, en lien avec un captage dans le Tarn dans la commune de Buzet-sur-Tarn. Ce secteur est donc soumis aux prescriptions de la Déclaration d'Utilité Publique (DUP), permettant **d'éloigner les populations et activités** des sites de captage d'eau potable et ainsi, **limiter au maximum les risques de pollution directe** de la ressource dans ces secteurs stratégiques.

De plus, le PLU intègre la protection de ce captage car la totalité du périmètre de protection est positionné en **zone NTVb**, où les constructions sont très réglementées.

■ L'OBLIGATION POUR LES NOUVELLES CONSTRUCTIONS DE SE RACCORDER AU RESEAU PUBLIC DE DISTRIBUTION D'EAU POTABLE

L'article III-2 du règlement écrit impose que toute construction ou installation nécessitant une alimentation en eau potable doit être **raccordée au réseau public de distribution**, de caractéristiques suffisantes et dans les conditions de salubrité en vigueur. Afin de faciliter le raccordement des nouvelles constructions au réseau d'eau potable, le PLU positionne les zones de développement en **extension directe** permettant de limiter les travaux sur les réseaux et donc de limiter les pertes sur la ressource.

■ LE CONDITIONNEMENT DU DEVELOPPEMENT URBAIN EN ACCORD AVEC LES RESSOURCES EN EAU DISPONIBLES

L'accueil de nouveaux habitants prévu par le PLU (250 habitants en plus à l'horizon 2035), aura pour conséquence **d'augmenter les besoins en eau potable**. L'arrivée de 250 nouveaux habitants générera des consommations d'eau supplémentaires estimées à 37,3 m³/jour soit 13 037 m³ par an (en se basant sur les données SISPEA (OFB) indiquant que la consommation moyenne d'une personne est de 149 l/jour). Les besoins en activités sont quant à eux difficilement évaluables.

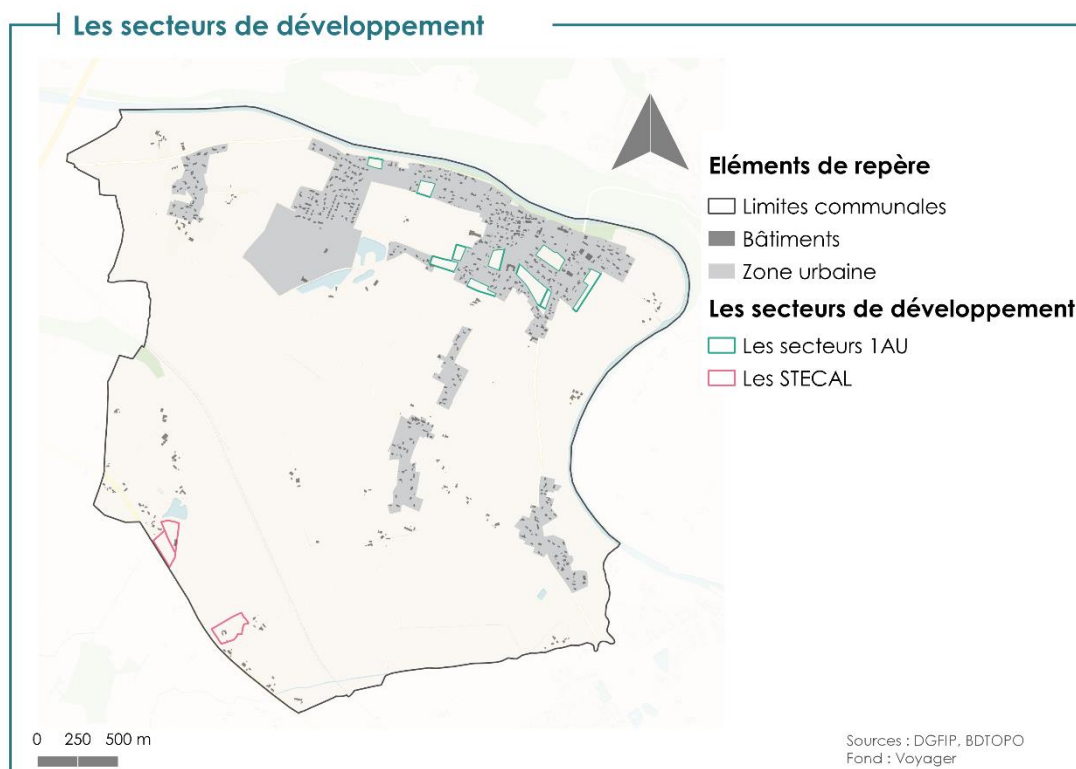
Bien que la révision du PLU prévoit une **augmentation de la population**, ce qui **augmentera les besoins en eau potable**, la révision **revoit à la baisse le nombre d'habitants prévu** sur son territoire. En effet, l'ancien PLU prévoyait un accueil de 557 habitants en 20 ans (horizon 2033) tandis que la révision prévoit un accueil de +250 habitants en 20 ans, générant une diminution de plus de 17 000 m³/an.

■ L'OBLIGATION POUR LES NOUVELLES CONSTRUCTION DE SE RACCORDER AU RESEAU D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF S'IL EST EXISTANT

Le règlement écrit indique que toute nouvelle construction doit être raccordée au réseau public d'assainissement si celui-ci est existant. En l'absence de réseau collectif, les constructions devront obligatoirement être équipées **d'un système d'assainissement autonome conforme à la réglementation** en vigueur et au schéma directeur d'assainissement communal. L'évacuation des eaux usées non traitées est interdite. Tout rejet des eaux usées dans les fossés, caniveaux, ou réseaux pluviaux est interdit.

Les zones AU sont toutes situées au **sein de l'enveloppe bâtie**, où le **réseau d'assainissement est existant**. Ainsi, ces secteurs ne nécessiteront donc pas de travaux d'extension du réseau et ils devront obligatoirement être raccordés au réseau d'assainissement collectif. Également, la station d'épuration de la commune a été dimensionnée afin de prendre en compte ces secteurs de développement.

Les STECAL sont cependant excentrés de la trame bâtie, et devront nécessiter la **mise en place d'un équipement d'assainissement autonome**.



Carte 9 : Localisation des secteurs de développement en fonction du tissu urbain.

Une estimation des besoins en assainissement supplémentaires engendrés par le projet de développement a pu être réalisée. Le nombre d'habitants supplémentaire a été calculé en prenant en compte une taille moyenne de ménage de 2,78 personnes en 2020. Dans ce calcul théorique, 1 habitant équivaut à 1 équivalent-habitant.

Tableau 3 : Estimation des EH supplémentaires générés par le projet du développement urbain.

Secteur 1AU	Nombre logements	Nombre habitants	EH supplémentaire
Parpan	6	17	17
Séguilly	9	26	26
Fauré Bas 1	4	12	12
Pivrane	10	28	28
Fauré Bas 2	9	26	26
Tuilerie	13	37	37
Pradinas	10	28	28
Village	20	56	56
Rue du Port	15	42	42

TOTAL	96	272	272
-------	----	-----	-----

Actuellement la station de traitement des eaux usées de la commune de Saint-Lieux-lès-Lavaur est à **30% de sa capacité utilisée** car elle accueille 350 EH et a une capacité de 1 200EH. Les effluents sont rejetés dans l'Agout. L'augmentation du volume des eaux usées générées par le projet de **développement pourra être traité par la station d'épuration de la commune**.

c - Comment le PLU inclut-il les problématiques liées à la gestion des eaux pluviales sur le territoire ?

- En limitant l'imperméabilisation des sols
- En maintenant les zones d'expansion de crues
- En favorisant une gestion intégrée des eaux pluviales

■ **PRISE EN COMPTE DE L'ENJEU DANS LE PADD**

PRISE EN COMPTE DE L'ENJEU DANS LE PADD	REMARQUES
<p>AXE 1 : Préserver les espaces naturels de qualité et les paysages</p> <ul style="list-style-type: none"> • Protéger les massifs boisés de qualité • Réduire les pollutions des cours d'eau et des sols engendrés par la multiplication des rejets individuels d'eaux usées <p>AXE 2 : Maintenir et pérenniser les activités agricoles</p> <ul style="list-style-type: none"> • Limiter les conflits d'usage entre zone agricole et zone urbaine <p>AXE 3 : Prévoir une urbanisation en cohérence avec le développement économique et les nouveaux habitants dans le bassin de vie</p> <ul style="list-style-type: none"> • Lutter contre l'étalement urbain en limitant l'urbanisation des hameaux 	<p>Tout d'abord, le PADD souhaite intégrer la gestion des eaux pluviales dans les projets afin de limiter la pollution sur la ressource en eau. De plus, celui-ci souhaite limiter l'extension des hameaux en privilégiant la densification, permettant de réduire la consommation d'espaces naturels, jouant un rôle majeur dans l'infiltration des eaux pluviales. Enfin, au sein de l'espace urbain, le PADD souhaite respecter les limites naturelles lors des choix des futures zones à urbaniser, en intégrant notamment les hais, permettant donc leur maintien et de favoriser l'infiltration des eaux pluviales.</p>

■ **OUTILS MOBILISÉS POUR LA TRADUCTION DE L'ENJEU DANS LE RÈGLEMENT GRAPHIQUE ET ÉCRIT ET LES OAP**

- L'OBLIGATION DE NE PAS ACCROÎTRE LES DÉBITS D'EAUX PLUVIALES PAR RAPPORT À LA SITUATION ACTUELLE

L'article III-2, « Desserte par les réseaux », précise que toute construction ou installation nouvelle ne devra **pas avoir pour conséquence** (à minima) **d'accroître les débits d'eaux pluviales** par rapport à la situation résultant de l'état actuel d'imperméabilisation des terrains. En priorité, doivent être privilégiés à la fois :

- **Le stockage et la réutilisation des eaux pluviales** dites « propres » issues notamment des toitures, pour des usages domestiques (arrosage du jardin...) sous réserve du respect de l'arrêté du 21 août 2008 relatif à la récupération des eaux de pluie et à leur usage à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments.
- **L'infiltration des eaux pluviales** sur le terrain d'assiette du projet lorsque la nature du sol et du sous-sol le permet. Pour cela, un ou plusieurs aménagements doivent être réalisés, tels que :
 - Des revêtements perméables ou semi-perméables, notamment sur les espaces de stationnement, les cours, les chemins d'accès... ;

- Des noues, des puits perdus, des tranchées d'infiltration... ;
- La surélévation, sur pilotis, des terrasses ou des petites annexes...

■ LA LIMITATION DE L'IMPERMEABILISATION DES SOLS

Le zonage du PLU de Saint-Lieux-lès-Lavaur classe 86% de la surface du territoire en **zone agricole ou naturelle**, qui sont associés à un règlement restrictif sur les possibilités d'implantation de nouvelles constructions et d'installations. De plus, le PLU comprend uniquement 9 zones 1AU localisés en dans ou en continuité de la trame urbaine, ce qui permet de **limiter l'imperméabilisation** de nouveaux espaces naturels, agricoles et forestiers. Le PLU identifie également 3 STECAL sur son territoire, dont **un actuellement non aménagé**, qui accroîtra donc l'imperméabilisation du sol sur ce secteur.

Afin de limiter l'imperméabilisation des sols, le règlement écrit du PLU impose dans l'article II-3 « **Traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et abords des constructions** » qu'au moins 15% pour la zone Ua et 20% pour les zones Ub et Uc **soient non imperméabilisés**. Les plantations existantes devront être conservées, sauf si impossibilité technique.

■ LA PROTECTION DES ELEMENTS DE NATURE

Le PLU permet également **de protéger les éléments de nature**, au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme, notamment au sein du tissu urbain, ce qui permet de conserver une certaine perméabilité des sols, et **favorise l'infiltration des eaux pluviales**.

Enfin, les OAP déclinées sur les zones 1AU du PLU identifient également des **haies/alignements d'arbres à protéger ou à créer**, permettant de favoriser l'infiltration des eaux pluviales.

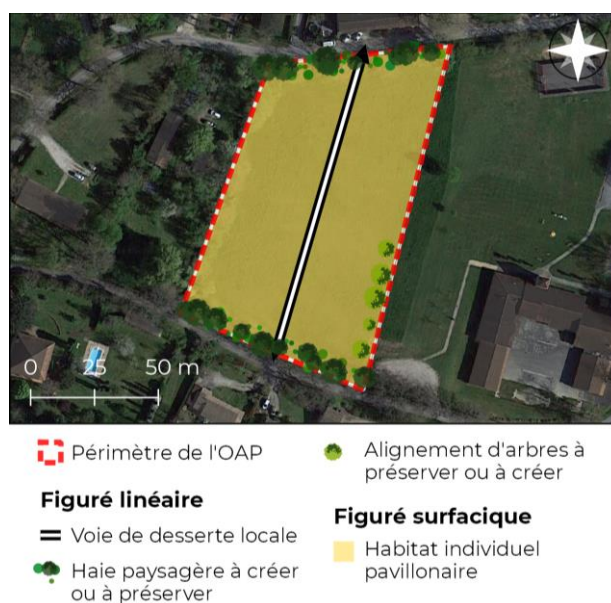


Figure 5 : Exemple d'OAP prévoyant la conservation/renforcement des haies paysagères en bordure.

II.5 - Incidences du PLU sur les risques, nuisances et pollutions

a - Synthèse de l'Etat Initial de l'Environnement

6 Risques majeurs identifiés par le DDRM	1 PPRi approuvé en février 2022	1 PPR retrait gonflement des argiles approuvé en 2009	1 ICPE	2 Sites BASIAS
--	---	---	------------------	--------------------------

Saint-Lieux-lès-Lavaur est concerné par 6 risques majeurs identifiés dans le Dossier Départemental des Risques Majeurs du Tarn. La commune est notamment concernée par un risque d'inondation et de retrait gonflement des argiles qui sont encadrés par le PPRi agout aval et le PPR départemental de retrait gonflement des argiles. La commune est également concernée par des risques technologiques et notamment de transport de matières dangereuses, de rupture de barrage ou encore en lien avec la présence d'une ICPE et de site BASIAS.

ATOUTS	POINTS DE VIGILANCE
<ul style="list-style-type: none"> Des risques maîtrisés grâce à la présence d'un PPRi, d'un PPR argiles et de PPI. Un territoire peu exposé aux risques industriels. 	<ul style="list-style-type: none"> Présence de 5 risques majeurs sur la commune. Des secteurs exposés à des risques d'inondation aux abords de l'Agout. Un risque de retrait gonflement des argiles pouvant être fort dans le territoire.

ENJEUX POUR LE PLU :

- La prise en compte des risques majeurs, principalement d'inondation dans le développement urbain ;
- L'adaptation des constructions aux risques, notamment au risque retrait gonflement des argiles.

b - Comment le PLU prend-il en compte les risques naturels et technologiques présents sur le territoire ?

- En prenant en compte les risques naturels dans les choix de développement
- En prenant en compte les risques technologiques ?

■ PRISE EN COMPTE DE L'ENJEU DANS LE PADD

PRISE EN COMPTE DE L'ENJEU DANS LE PADD	REMARQUES
---	-----------

AXE 3 : Prévoir une urbanisation en cohérence avec le développement économique et les nouveaux habitants dans le bassin de vie

- Prévenir les risques et les nuisances

Le PADD prend bien en compte les risques naturels et technologiques en souhaitant limiter l'exposition des populations et intégrant les PPR inondation et mouvement de terrain.

■ OUTILS MOBILISÉS POUR LA TRADUCTION DE L'ENJEU DANS LE RÈGLEMENT GRAPHIQUE ET ÉCRIT ET LES OAP*

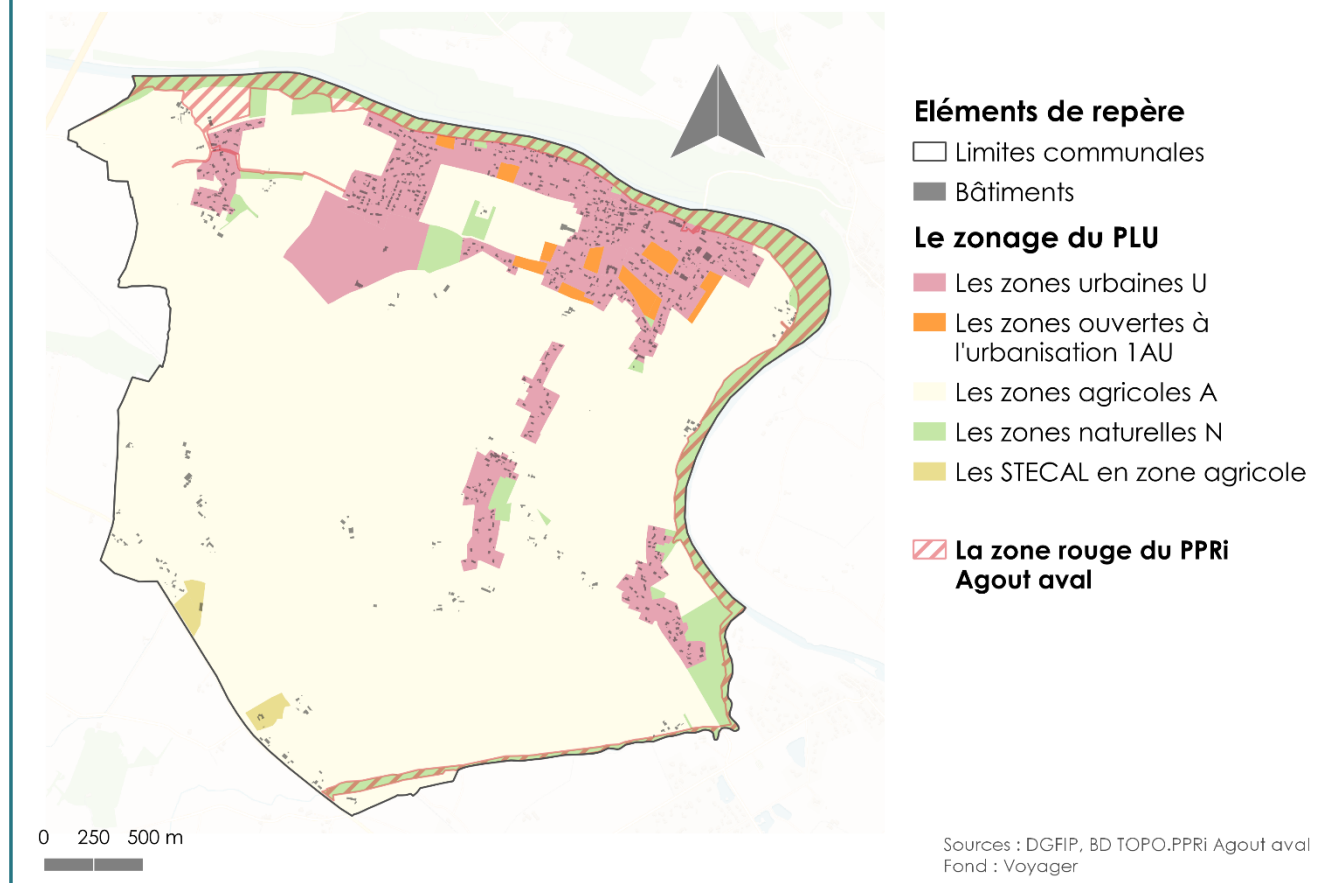
- L'INTÉGRATION DES RISQUES NATURELS, ET PLUS SPÉCIFIQUEMENT DU RISQUE INONDATION

Le principal risque naturel présent sur la commune de Saint-Lieux-lès-Lavaur est le risque d'inondation, identifié et cadré par le **Plan de Prévention des Risques d'inondation Agout aval**, dont la révision a été approuvée le 28 février 2022. Ce document sera annexé au PLU.

Le projet de développement permet de limiter l'exposition d'habitants au risque d'inondation car **aucun secteur de développement n'est localisé dans une zone inondable** identifié par le PPRi.

La quasi-totalité de la zone rouge du PPRi est zonée en Ntvb, qui est restrictive en construction. Le règlement de la zone rouge du PPRi s'ajoute et permet d'encadrer les possibilités de constructions dans cette zone.

La zone rouge du PPRi Agout aval



Carte 10 : Le zonage s'appliquant sur la zone rouge du PPRi.



78% de la zone rouge du PPRi est zonée en Ntvb. **12%** en zone A, **10%** en zone N et moins d'un pourcent en zone U.

Le règlement écrit du PLU précise également que dans les secteurs soumis au risque d'inondation, les **clôtures** doivent être **hydrauliquement transparentes**, permettant de ne pas freiner l'écoulement des eaux.

■ L'INTEGRATION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

La commune de Saint-Lieux-lès-Lavaux est peu concernée par des risques technologiques. **Aucun secteur de développement n'est localisé à proximité de l'ICPE** présente sur le territoire. En effet, le secteur de développement le plus proche d'une ICPE correspond à l'OAP rue du Port, localisée à plus de 800 mètres de l'ICPE EARL des Galiniers, présente sur la commune de Giroussens.

c - Comment le PLU prend-il en compte les risques de pollution et les sources de nuisances sonores ?

- La prise en compte des sites et sols pollués
- La prise en compte des nuisances sonores dans les choix de développement du territoire
- La prise en compte du risque lié au transport de matière dangereuse dans les choix de développement du territoire

■ PRISE EN COMPTE DE L'ENJEU DANS LE PADD

PRISE EN COMPTE DE L'ENJEU DANS LE PADD	REMARQUES
AXE 3 : Prévoir une urbanisation en cohérence avec le développement économique et les nouveaux habitants dans le bassin de vie <ul style="list-style-type: none"> • Prévenir les risques et les nuisances 	Le PADD prend bien en compte les nuisances en souhaitant limiter l'exposition des populations.

■ OUTILS MOBILISES POUR LA TRADUCTION DE L'ENJEU DANS LE REGLEMENT GRAPHIQUE ET ECRIT ET LES OAP

Le territoire n'est que très peu concerné par des sites et sols pollués car aucun site BASOL et uniquement 1 site BASIAS sont présents. **Aucun secteur de développement n'est localisé à proximité du site BASIAS.**

Cependant, la commune est concernée par un risque lié au **transport de matières dangereuses**, en lien avec le passage d'une canalisation de gaz, d'une voie ferrée et d'une route départementale. Bien que les zones IAU ne soient pas concernées par un risque de transport de matière dangereuse, les 3 STECAL sont localisés à proximité de la **RD630**. En effet, le STECAL AS3 est localisé à une trentaine de mètre et le STECAL AS1 est localisé à environ 80 mètres de la RD630 tandis que le STECAL AS2 est localisé en bordure de la voie routière. Également, ces secteurs sont concernés par la présence d'une **canalisation de gaz** qui traverse les secteurs AS1 et AS3, et passe en bordure du STECAL AS2. La canalisation de gaz faisant l'objet d'une **SUP, définie par arrêté préfectoral du 11 avril 2018**, les nouvelles constructions devront respecter les prescriptions fixées, permettant de réduire l'expositions de personnes à ce risque.

Les STECAL localisés aux abords de la RD630 sont également exposés à **des nuisances sonores** générées par le trafic routier.

II.6 - Incidences du PLU sur les énergies et le climat

a - Synthèse de l'Etat Initial de l'Environnement

45% * Des consommations énergétiques sont issues des produits pétroliers	43% * Des émissions de GES générées par l'agriculture	15,04% * De l'énergie consommée provient des énergies renouvelables
--	---	---

*Les données sont à l'échelle de la communauté de communes Tarn Agout.

En 2020 les secteurs résidentiels et des transports étaient les principaux postes de consommations car ils représentaient chacun environ 35% des consommations énergétiques du territoire. De plus, le territoire est dépendant des produits pétroliers car 45% des consommations énergétiques sont issues des produits pétroliers. La production d'énergie renouvelable sur le territoire se fait principalement par le bois domestique, qui représente 49% de la production.

ATOUTS	POINTS DE VIGILANCE
<ul style="list-style-type: none"> Des précarités énergétiques logement et mobilités moins marquées que dans le reste du département ; La présence d'espaces agro-naturels constituant des puits de carbone. 	<ul style="list-style-type: none"> Un territoire très dépendant de la voiture individuelle, impactant les consommations énergétiques et les émissions de GES ; Une part d'énergies renouvelables par rapport aux consommations énergétiques faibles par rapport au département ;

ENJEUX POUR LE PLU :

- Le développement de modes doux pour limiter la dépendance du territoire à la voiture individuelle ;
- Favoriser le développement d'énergies renouvelables afin de diminuer la dépendance du territoire aux énergies fossiles ;
- Soutenir une alimentation de proximité.

b - Comment le PLU participe-t-il à la réduction des consommations énergétiques du territoire ?

- En mettant en place des leviers de maîtrise des consommations énergétiques dans le secteur résidentiel
- En mettant en place des leviers de maîtrise des consommations énergétiques dans le secteur des transports
- En participant au développement des énergies renouvelables sur le territoire

■ PRISE EN COMPTE DE L'ENJEU DANS LE PADD

PRISE EN COMPTE DE L'ENJEU DANS LE PADD	REMARQUES
---	-----------

AXE 1 : Préserver les espaces naturels de qualité et les paysages

- Atténuer la production de gaz à effet de serres

AXE 4 : Maintenir un niveau d'équipements et de services approprié aux pôles relais

- Favoriser l'installation de nouvelles activités et services
- Faciliter la circulation sur le territoire et développer les liaisons douces entre les zones d'équipements et habitation

Le PADD souhaite réduire les consommations énergétiques notamment en développant les modes de déplacements doux grâce à un maillage du territoire. De plus, le PADD souhaite favoriser l'installation de services, activités de proximité au sein du tissu urbain et souhaite favoriser la densification, permettant de réduire les besoins en déplacement.

■ OUTILS MOBILISES POUR LA TRADUCTION DE L'ENJEU DANS LE REGLEMENT GRAPHIQUE ET ECRIT ET LES OAP

■ LES CONSOMMATIONS ENERGETIQUES

Le projet de PLU prévoit la construction de logements supplémentaires (+ 96 logements à l'horizon 2035 en lien avec les OAP), ce qui générera inévitablement **la hausse des consommations énergétiques et des émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) du secteur résidentiel**.

Le règlement écrit du PLU indique que dans les zones U, les projets devront privilégier des dispositions architecturales et des matériaux répondant aux **objectifs de réduction des consommations énergétiques et des émissions de gaz à effet de serre**, sous réserve d'une bonne intégration dans le paysage urbain et naturel environnant. Dans tous les cas, les nouvelles constructions devront respecter la **RE2020**.

Le règlement écrit autorise également les dispositifs type serre, véranda, murs et toitures végétalisés, etc. étant nécessaires à la conception de constructions de qualité environnementale et respectant les **principes bioclimatiques**.

■ LA PRODUCTION D'ENERGIE RENOUVELABLE

La production d'énergie renouvelable est **autorisée sur la commune**, que ce soit au sol ou sur toiture, si ces dispositifs ne portent pas atteintes à la qualité paysagère des sites.

En effet, dans les zones urbaines, le règlement indique que sont autorisés le recours aux **technologies et matériaux nécessaires à l'utilisation ou à la production d'énergies renouvelables** type panneaux solaires thermiques et photovoltaïques, blocs de Pompes à Chaleur, micro-éoliennes, puits canadiens, etc. Dans les zones agricoles, sont admises les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs, y compris les panneaux photovoltaïques au sol, sous réserve de démontrer qu'elles ne **soient pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière** du terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages.

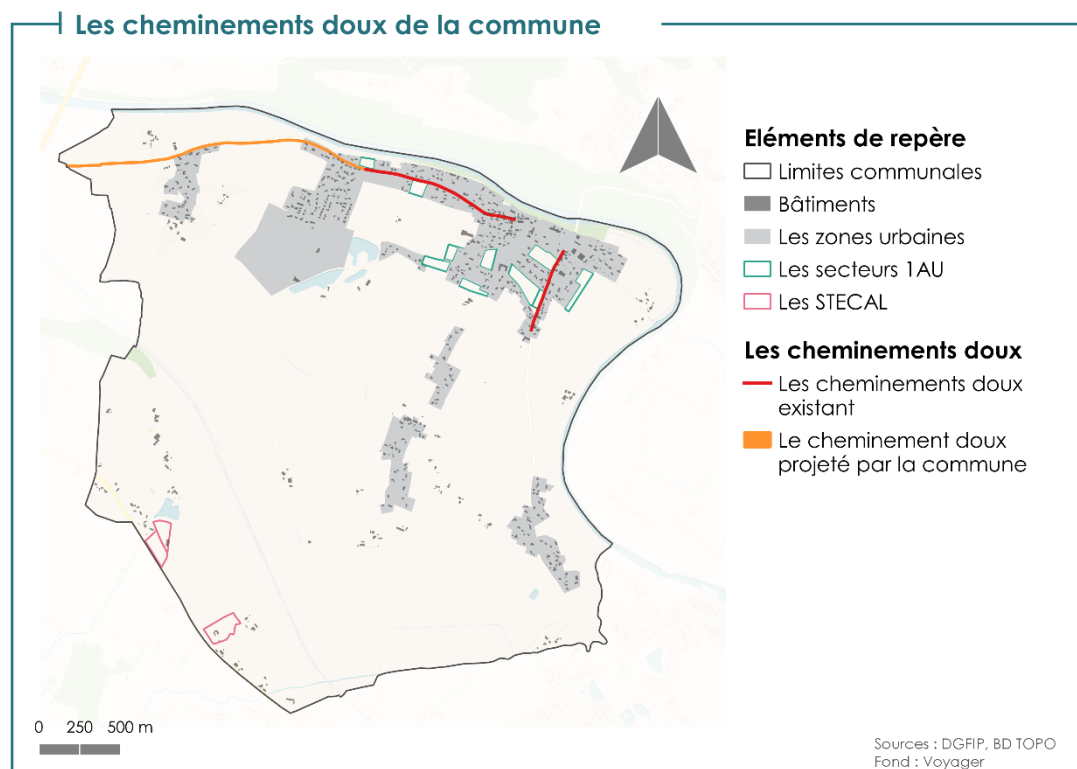
Le PLU permet d'encadrer l'implantation de ces dispositifs car celui-ci **interdit l'implantation d'équipement d'intérêts collectifs et services public**, y compris les panneaux solaires photovoltaïques, dans la zone **NTvb**, permettant de conserver les qualités écologiques et paysagère de ce secteur localisé au bord de l'Agout.

■ LES MOBILITES DOUCES

Les secteurs de développement projetés se localisent **dans ou à proximité du tissu urbain**, ce qui limitera les besoins en déplacement.

La commune de Saint-Lieux-lès-Lavaur est déjà concernée par la présence d'un cheminement doux dans le centre urbain. Le PLU souhaite renforcer le maillage de cheminements doux, notamment avec

la commune de Saint-Sulpice-la-Pointe en positionnant un **emplacement réservé** permettant la création d'une **voie douce sur environ 2km** le long de la RD38.



Carte 11 : Les cheminements doux présents et ceux projetés par la commune.

L'OAP de Pradinas permet également de renforcer le maillage de modes doux sur le territoire car cette OAP prévoit la création d'un **chemin piétonnier** permettant de **relier les habitations aux équipements** existants.

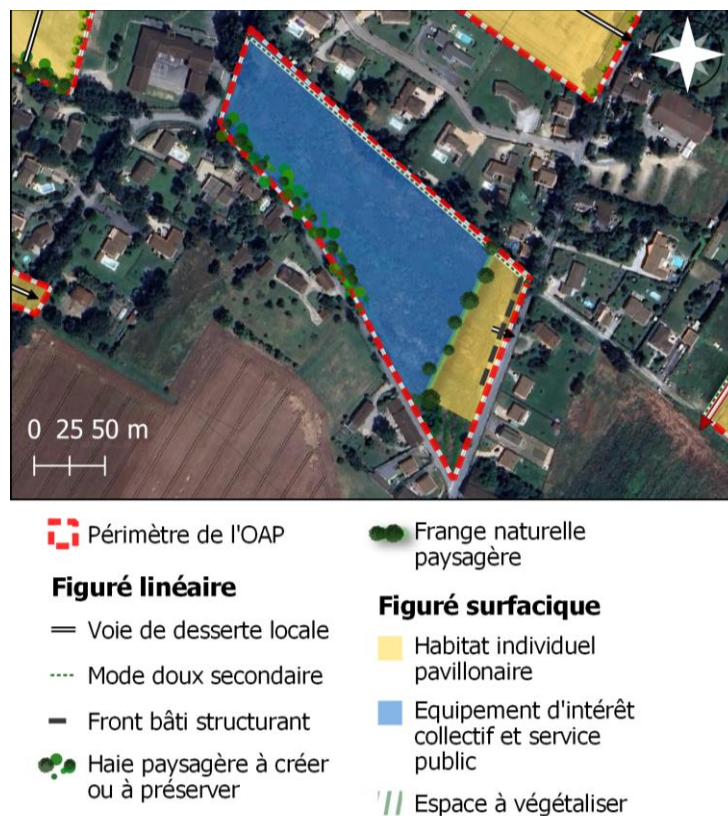


Figure 6 : Schéma de l'OAP de Pradinas prévoyant la mise en place d'un cheminement doux au nord du secteur.

III. INCIDENCES DU PLU SUR LES ZONES SUSCEPTIBLES D'ETRE TOUCHEES DE MANIERE NOTABLE ET MESURES MISES EN ŒUVRE POUR LES EVITER, REDUIRE OU COMPENSER

III.1 - Incidences potentielles induites par les zones ouvertes à l'urbanisation sur l'environnement

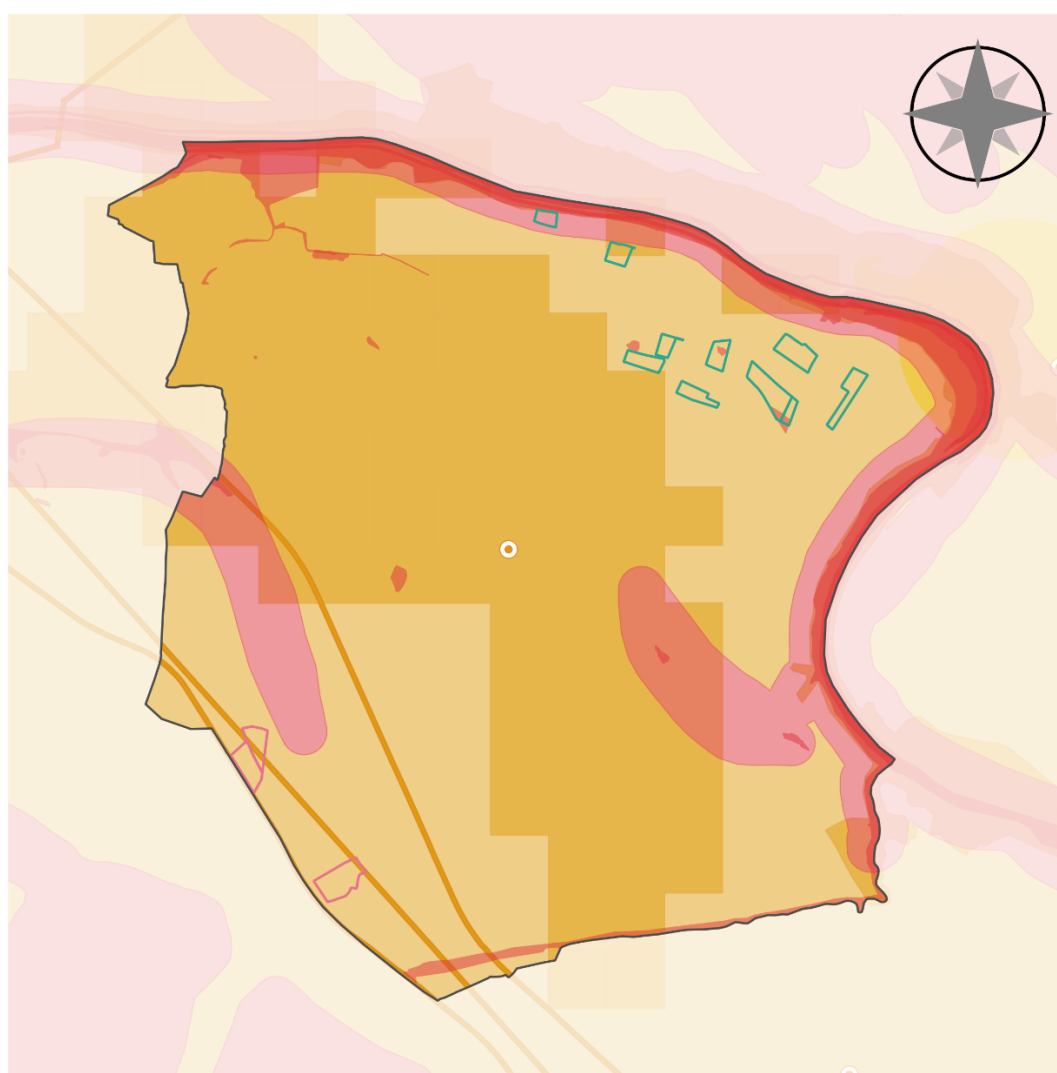
La commune de Saint-Lieux-lès-Lavaur a défini **9 OAP**, présentes uniquement sur des **zones 1AU**. Ces OAP ont fait l'objet d'un pré-cad战略 environnemental en juillet 2023, permettant d'identifier les niveaux d'enjeux sur chaque secteur. Cette analyse s'est concentrée sur les thématiques biodiversité, risques et nuisances et paysages, déterminantes dans les choix des secteurs de développement.

Les différents enjeux environnementaux ont été hiérarchisés en **3 catégories** : enjeux forts, modérés et faibles, permettant de définir un niveau d'enjeu global.

Tableau 4 : Hiérarchisation des différents enjeux dans le pré-cad战略 environnemental.

	ENJEUX FORTS	ENJEUX MODERES	ENJEUX FAIBLES
RISQUES ET NUISANCES	<ul style="list-style-type: none"> Aléa fort de retrait gonflement des argiles Zone rouge du PPRI 	<ul style="list-style-type: none"> Présence ICPE ; Ancien site industriel ; Risque TMD ; Aléa moyen de retrait gonflement des argiles ; Risque de remontée de nappe. 	/
BIODIVERSITE ET TVB	<ul style="list-style-type: none"> Zones humides avérées; Zone Natura 2000. 	<ul style="list-style-type: none"> ZNIEFF 	<ul style="list-style-type: none"> Réseau hydrographique local.
RESSOURCE EN EAU	<ul style="list-style-type: none"> Périmètre de captage d'eau potable 	/	/
PAYSAGE			<ul style="list-style-type: none"> Sites classés et inscrits Périmètre de 500 mètres aux abords des monuments historiques

Précadrage environnemental



0 250 500 m

Pré-cadrage environnemental

- Enjeux environnementaux forts
- Enjeux environnementaux modérés

Éléments de repère

- Bâtiments

Secteurs de développement

- Secteurs 1AU
- STECAL

Carte 12 : Les enjeux environnementaux présents sur le territoire de Saint-Lieux-lès-Lavaux.

a - Parpan

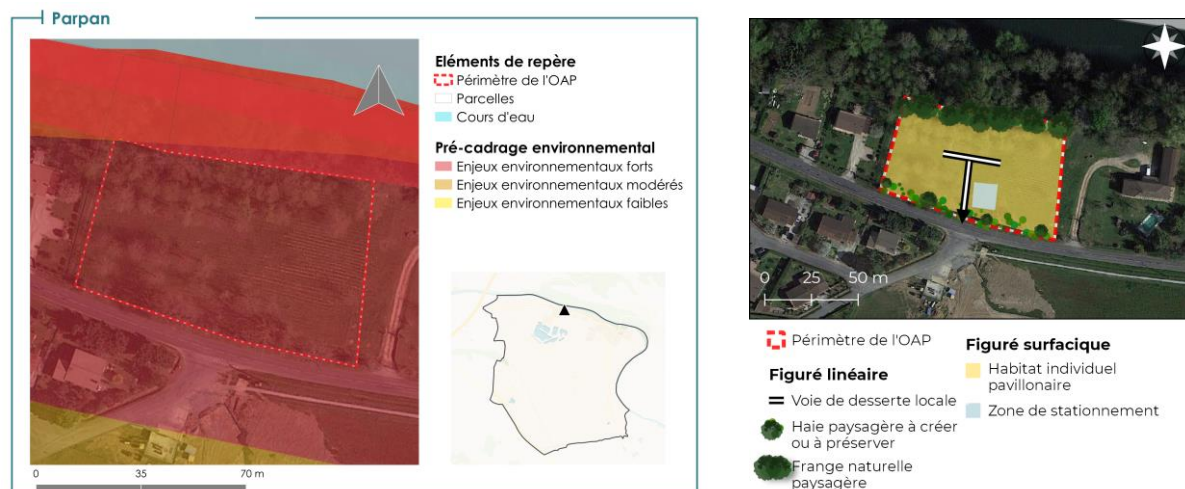


Figure 7 : Le secteur de projet de Parpan. / Source : Even et Citadia Conseil

Tableau 5 : Analyse des incidences sur l'environnement et de la séquence ERC mise en place sur le secteur de développement de Parpan.

LECTURE PAYSAGERE ET ECOLOGIQUE	
INCIDENCES POTENTIELLES	
<ul style="list-style-type: none"> Le secteur est imbriqué dans l'urbanisation, en dent creuse. Le secteur se localise le long d'un des axes majeurs du territoire : la RD38 Le secteur se localise à une vingtaine de mètres de l'Agout. Le secteur est actuellement non bâti et comporte au nord des boisements constituant la ripisylve. 	
Les incidences potentielles du projet sur le paysage et le patrimoine, sont jugées négatives, de niveau modéré.	
MESURES ERC ET INCIDENCES RESIDUELLES	
<p>Réduction : Afin de réduire les incidences sur le paysage, l'OAP prévoit la conservation des alignements d'arbres présents au nord et au sud de la parcelle, permettant de créer une barrière visuelle et de réduire les perceptions paysagères depuis la RD38. De plus, l'OAP impose que les futures constructions soient des habitats pavillonnaires individuels et prévoit des densités maximales, ici de 6 logements, permettant une bonne intégration des futures formes urbaines avec celles existantes à proximité.</p> <p>De plus, le règlement écrit pour les zones AU fixe des règles dans l'article II « Caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère », permettant d'encadrer les hauteurs, l'implantation par rapport aux limites, les façades, les clôtures et le traitement des espaces libres.</p>	
Les incidences résiduelles du projet sur le paysage et le patrimoine, sont jugées négatives de niveau faible.	
ENJEUX ECOLOGIQUES	
INCIDENCES POTENTIELLES	
<ul style="list-style-type: none"> Le site n'est concerné par aucun périmètre d'inventaire ou de gestion du patrimoine naturel ; Le site n'est pas situé dans une zone humide potentielle ou avérée ; Le secteur se localise à proximité de zones bâties ; 	

- Le secteur est actuellement non bâti et présente des boisements, principalement au nord du secteur, constitutifs de la ripisylve de l'Agout.

Les incidences potentielles du projet sur les milieux naturels et la biodiversité sont jugées négatives, de niveau faible à modérés.

MESURES ERC ET INCIDENCES RESIDUELLES

Réduction : Afin de limiter les incidences sur la biodiversité, le règlement écrit fixe des règles de traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis, imposant qu'au minimum 20% de l'unité foncière soit laissée en espace libre et doit être aménagée et/ou traitée en jardin. Le règlement impose également que les plantations existantes soient conservées.

L'OAP impose également la préservation des boisements au nord et au sud du site, permettant la préservation de la ripisylve.

Les incidences résiduelles du projet sur les milieux naturels et la biodiversité sont jugées négatives, de niveau faible.

GESTION DES RESSOURCES

INCIDENCES POTENTIELLES

- Le secteur est localisé à environ 20 mètres de l'Agout ;
- Le site est desservi par un réseau d'assainissement collectif ;
- L'imperméabilisation de nouvelles surfaces pourrait impacter la gestion des eaux pluviales ;
- Les nouvelles constructions pourraient augmenter la quantité de déchets.

Les incidences potentielles du projet sur la ressource en eau sont jugées négatives, de niveau modéré.

MESURES ERC ET INCIDENCES RESIDUELLES

Evitement : La station d'assainissement collectif de la commune de Saint-Lieux-lès-Lavaux aura la capacité de couvrir les besoins supplémentaires engendrés par la mise en place des nouveaux logements (cf. partie II.3.b). De plus, l'OAP oblige le raccordement à la station d'assainissement collectif.

Réduction : Le règlement écrit impose le raccordement de toute construction ou installation nouvelle au réseau public d'assainissement. L'autorisation d'urbanisme est délivrée sous réserve de l'avis de l'autorité compétente en matière de service public de l'assainissement collectif (mairie). Le règlement écrit interdit également l'évacuation des eaux usées non traitées et le rejet des eaux usées dans les fossés, caniveaux ou réseau pluvial.

Ensuite, le règlement impose que toute construction ou installation nouvelle ne devra pas avoir pour conséquence (à minima) d'accroître les débits d'eaux pluviales par rapport à la situation résultant de l'état actuel d'imperméabilisation des terrains. En cas d'impossibilité avérée de restituer les eaux pluviales au milieu naturel, les aménagements réalisés sur le terrain devront permettre l'écoulement des eaux pluviales dans le réseau collectif d'évacuation des eaux pluviales.

Enfin, les OAP prévoit la conservation des boisements présents au nord du territoire, permettant de favoriser l'infiltration et la filtration des eaux pluviales et donc de limiter les pollutions sur l'Agout.

Les incidences résiduelles du projet sur la ressource en eau sont jugées négatives de niveau faible à modéré (augmentation de la consommation d'eau potable).

RISQUES, NUISANCES ET POLLUTION

INCIDENCES POTENTIELLES

- Le secteur est intégralement concerné par un aléa retrait gonflement des argiles fort ;
- Le secteur se localise en bordure d'une zone PPRi rouge. Bien que ce site ne soit pas directement localisé dans une zone inondable, celui-ci se localise à environ 20 mètres de l'Agout et pourrait être exposé à des risques d'inondation, notamment en lien avec le dérèglement climatique ayant pour conséquence l'amplification de ce phénomène ;

- Le site n'est pas exposé à des risques technologiques.

Les incidences potentielles du projet sur les risques et nuisances sont jugées négatives, de niveau modéré, du fait de l'aléa retrait gonflement des argiles fort et de la localisation à proximité de l'Agout.

MESURES ERC ET INCIDENCES RESIDUELLES

Réduction : La commune de Saint-Lieux-lès-Lavaur est concernée par un PPR départemental de retrait gonflement des argiles, permettant de limiter la vulnérabilité des populations au risque de retrait gonflement des argiles. Toutes les nouvelles constructions ou installations doivent répondre aux prescriptions déclinées par ce PPR. Également, le règlement de la zone 1AU impose que sur chaque unité foncière privative, au minimum 20% des espaces libres doivent être aménagés et/ou traités en jardin.

L'OAP prévoit la préservation au nord des boisements présents, permettant de favoriser l'infiltration des eaux, et de limiter le ruissellement.

Les incidences résiduelles du projet sur les risques et nuisances sont jugées négatives, de niveau faible à modéré (en lien avec la localisation à proximité de l'Agout et de l'aléa retrait gonflement des argiles fort).

ENERGIES ET CLIMAT

INCIDENCES POTENTIELLES

- La construction de nouveaux logements pourrait induire une augmentation des consommations énergétiques.
- Le secteur est localisé en dent creuse, limitant les travaux de raccordement en électricité des futures constructions.

Les incidences potentielles du projet sur la consommation et la production d'énergie sont jugées négatives de niveau très faible à faible.

MESURES ERC ET INCIDENCES RESIDUELLES

Réduction : Ce tissu urbain localisé en dent creuse, s'inscrit dans la continuité bâtie du secteur, permettant de réduire les besoins en déplacement des habitants de ce secteur.

De plus, le PLU prévoit la mise en place d'un emplacement réservé le long de la RD38, pour la mise en place d'un cheminement doux, permettant de mailler le secteur à Saint-Sulpice et au centre-ville.

La préservation d'espaces de nature permet également de lutter contre le phénomène d'îlot de chaleur urbain.

Les incidences résiduelles du projet sur la consommation et la production d'énergie sont jugées négatives de niveau faible.

b - Séguilly

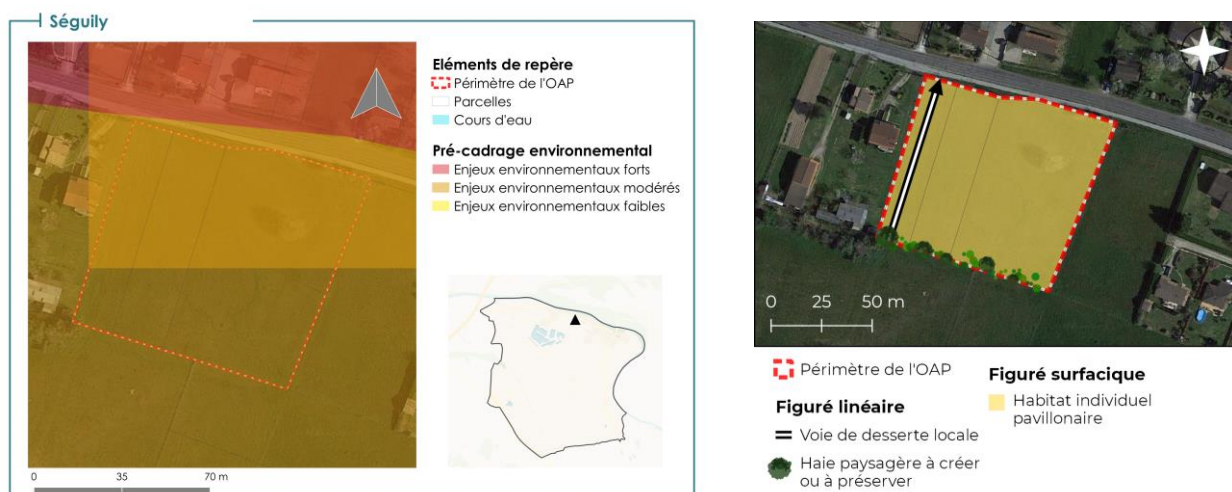


Figure 8 : Le secteur de projet de Séguilly. / Source : Even et Citadia Conseil

Tableau 6 : Analyse des incidences sur l'environnement et de la séquence ERC mise en place sur le secteur de développement de Séguilly

LECTURE PAYSAGERE ET ECOLOGIQUE	
INCIDENCES POTENTIELLES	
<ul style="list-style-type: none"> Le secteur est imbriqué dans l'urbanisation, en dent creuse. Le secteur se localise le long d'un des axes majeurs du territoire : la RD38 Le secteur se localise à une centaine de mètres de l'Agout. Le secteur est actuellement non bâti et comporte au nord des boisements constituant la ripisylve. 	
<p>Les incidences potentielles du projet sur le paysage et le patrimoine, sont jugées négatives, de niveau faible.</p>	
MESURES ERC ET INCIDENCES RESIDUELLES	
<p>Réduction : Afin de réduire les incidences sur le paysage, l'OAP prévoit la création d'une frange paysagère au sud de la parcelle, afin de créer un espace de transition avec les milieux agricoles. De plus, le règlement écrit du PLU interdit l'usage de plantes allergènes ou envahissantes. Cependant, l'OAP ne prévoit pas de frange paysagère au nord, afin de créer une barrière visuelle depuis la RD38. L'OAP impose que les futures constructions soient des habitats pavillonnaires individuels et prévoit des densités maximales, ici de 9 logements, permettant une bonne intégration des futures formes urbaines avec celles existantes à proximité.</p> <p>De plus, le règlement écrit pour les zones AU fixe des règles dans l'article II « Caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère », permettant d'encadrer les hauteurs, l'implantation par rapport aux limites, les façades, les clôtures et le traitement des espaces libres.</p>	
<p>Les incidences résiduelles du projet sur le paysage et le patrimoine, sont jugées négatives de niveau très faible.</p>	
ENJEUX ECOLOGIQUES	
INCIDENCES POTENTIELLES	
<ul style="list-style-type: none"> Le site n'est concerné par aucun périmètre d'inventaire ou de gestion du patrimoine naturel ; Le site n'est pas situé dans une zone humide potentielle ou avérée ; 	

- Le secteur se localise à proximité de zones bâties ;
- Le secteur est actuellement non bâti et présente une végétation rase sur la totalité du secteur.

Les incidences potentielles du projet sur les milieux naturels et la biodiversité sont jugées négatives, de niveau faible.

MESURES ERC ET INCIDENCES RESIDUELLES

Réduction : Afin de limiter les incidences sur la biodiversité, le règlement écrit fixe des règles de traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis, imposant qu'au minimum 20% de l'unité foncière soit laissée en espace libre et doit être aménagée et/ou traitée en jardin. Le règlement impose également que les plantations existantes soient conservées.

L'OAP impose également la création d'alignement d'arbre au sud du secteur, permettant d'assurer un refuge pour la biodiversité.

Les incidences résiduelles du projet sur les milieux naturels et la biodiversité sont jugées négatives, de niveau faible à très faible.

GESTION DES RESSOURCES

INCIDENCES POTENTIELLES

- Le site est desservi par un réseau d'assainissement collectif ;
- L'imperméabilisation de nouvelles surfaces pourrait impacter la gestion des eaux pluviales ;
- La construction de nouvelles constructions pourrait augmenter la quantité de déchets.

Les incidences potentielles du projet sur la ressource en eau sont jugées négatives, de niveau faible à modéré.

MESURES ERC ET INCIDENCES RESIDUELLES

Evitement : La station d'assainissement collectif de la commune de Saint-Lieux-lès-Lavaux aura la capacité de couvrir les besoins supplémentaires engendrés par la mise en place des nouveaux logements (cf. partie II.3.b). De plus, l'OAP oblige le raccordement à la station d'assainissement collectif.

Réduction : Le règlement écrit impose le raccordement de toute construction ou installation nouvelle au réseau public d'assainissement. L'autorisation d'urbanisme est délivrée sous réserve de l'avis de l'autorité compétente en matière de service public de l'assainissement collectif (mairie). Le règlement écrit interdit également l'évacuation des eaux usées non traitées et le rejet des eaux usées dans les fossés, caniveaux ou réseau pluvial.

Ensuite, le règlement impose que toute construction ou installation nouvelle ne devra pas avoir pour conséquence (à minima) d'accroître les débits d'eaux pluviales par rapport à la situation résultant de l'état actuel d'imperméabilisation des terrains. En cas d'impossibilité avérée de restituer les eaux pluviales au milieu naturel, les aménagements réalisés sur le terrain devront permettre l'écoulement des eaux pluviales dans le réseau collectif d'évacuation des eaux pluviales.

Enfin, les OAP prévoit la création d'une frange paysagère au sud du secteur, permettant de favoriser l'infiltration des eaux pluviales.

Les incidences résiduelles du projet sur la ressource en eau sont jugées négatives de niveau faible (augmentation de la consommation d'eau potable).

RISQUES, NUISANCES ET POLLUTION

INCIDENCES POTENTIELLES

- Le secteur est intégralement concerné par un aléa retrait gonflement des argiles moyen ;
- La moitié nord du secteur est concerné par un risque d'inondation de cave, de fiabilité moyenne ;
- Le site n'est pas exposé à des risques technologiques.

Les incidences potentielles du projet sur les risques et nuisances sont jugées négatives, de niveau faible, du fait de l'aléa retrait gonflement des argiles moyen et du risque d'inondation de cave.

MESURES ERC ET INCIDENCES RESIDUELLES

Réduction : La commune de Saint-Lieux-lès-Lavaur est concernée par un PPR départemental de retrait gonflement des argiles, permettant de limiter la vulnérabilité des populations au risque de retrait gonflement des argiles. Toutes les nouvelles constructions ou installations doivent répondre aux prescriptions déclinées par ce PPR. Également, le règlement de la zone 1AU impose que sur chaque unité foncière privative, au minimum 20% des espaces libres doivent être aménagés et/ou traités en jardin.

L'OAP prévoit la préservation au nord des boisements présents, permettant de favoriser l'infiltration des eaux, et de limiter le ruissellement.

Les incidences résiduelles du projet sur les risques et nuisances sont jugées négatives, de niveau faible (en lien avec la localisation à proximité de l'Agout et de l'aléa retrait gonflement des argiles fort).

ENERGIES ET CLIMAT

INCIDENCES POTENTIELLES

- La construction de nouveaux logements pourrait induire une augmentation des consommations énergétiques.
- Le secteur est localisé en dent creuse, limitant les travaux de raccordement en électricité des futures constructions.
- Le secteur se localise en bordure d'une voie de circulation douce.

Les incidences potentielles du projet sur la consommation et la production d'énergie sont jugées négatives de niveau faible.

MESURES ERC ET INCIDENCES RESIDUELLES

Réduction : Ce tissu urbain localisé en dent creuse, s'inscrit dans la continuité bâtie du secteur, permettant de réduire les besoins en déplacement des habitants de ce secteur.

La préservation d'espaces de nature permet également de lutter contre le phénomène d'îlot de chaleur urbain.

Les incidences résiduelles du projet sur la consommation et la production d'énergie sont jugées négatives de niveau très faible.

c - Fauré bas 1 – Route des Lacs

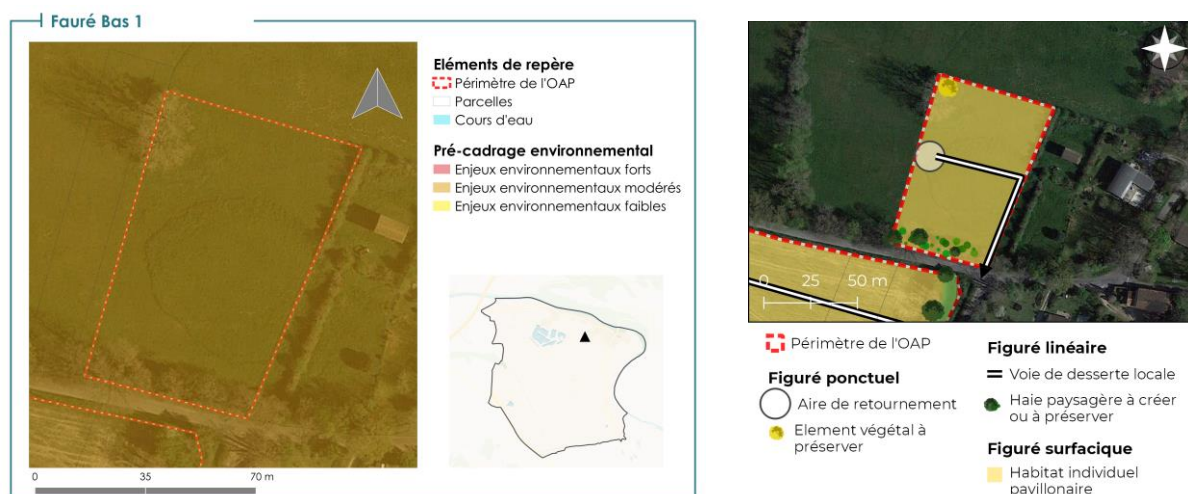


Figure 9 : Le secteur de projet de Fauré Bas 1. / Source : Even et Citadia Conseil

Tableau 7 : Analyse des incidences sur l'environnement et de la séquence ERC mise en place sur le secteur de développement de Fauré bas 1.

LECTURE PAYSAGERE ET ECOLOGIQUE	
INCIDENCES POTENTIELLES	
<ul style="list-style-type: none"> Le secteur est localisé en continuité de l'urbanisation existante, entre le centre-bourg et les équipements de loisir du Ludolac ; Le secteur est actuellement non bâti et comporte une haie dense au sud du secteur. Un arbre isolé est présent au nord du site. 	
Les incidences potentielles du projet sur le paysage et le patrimoine, sont jugées négatives, de niveau faible.	
MESURES ERC ET INCIDENCES RESIDUELLES	
<p>Réduction : Afin de réduire les incidences sur le paysage, l'OAP prévoit la conservation de la haie présente au sud du secteur, créant une barrière visuelle sur le secteur. De plus, l'OAP impose que les futures constructions soient des habitats pavillonnaires individuels et prévoit des densités maximales, ici de 4 logements, permettant une bonne intégration des futures formes urbaines avec celles existantes à proximité.</p> <p>De plus, le règlement écrit pour les zones AU fixe des règles dans l'article II « Caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère », permettant d'encadrer les hauteurs, l'implantation par rapport aux limites, les façades, les clôtures et le traitement des espaces libres.</p>	
Les incidences résiduelles du projet sur le paysage et le patrimoine, sont jugées négatives de niveau très faible.	
ENJEUX ECOLOGIQUES	
INCIDENCES POTENTIELLES	
<ul style="list-style-type: none"> Le site n'est concerné par aucun périmètre d'inventaire ou de gestion du patrimoine naturel ; Le site n'est pas situé dans une zone humide potentielle ou avérée ; Le secteur se localise à proximité de zones bâties ; 	

- Le secteur est actuellement non bâti et présente une végétation rase sur la quasi-totalité du secteur. Une haie épaisse est présente sur la limite sud du secteur et un arbre isolé est présent au nord.

Les incidences potentielles du projet sur les milieux naturels et la biodiversité sont jugées négatives, de niveau faible.

MESURES ERC ET INCIDENCES RESIDUELLES

Réduction : Afin de limiter les incidences sur la biodiversité, le règlement écrit fixe des règles de traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis, imposant qu'au minimum 20% de l'unité foncière soit laissée en espace libre et doit être aménagée et/ou traitée en jardin. Le règlement impose également que les plantations existantes soient conservées.

L'OAP impose également la préservation de la haie présente au sud du secteur, permettant d'assurer un refuge pour la biodiversité. Cette haie est également protégée au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme car une prescription linéaire s'y applique.

Les incidences résiduelles du projet sur les milieux naturels et la biodiversité sont jugées négatives, de niveau faible à très faible.

GESTION DES RESSOURCES

INCIDENCES POTENTIELLES

- Le site est desservi par un réseau d'assainissement collectif ;
- L'imperméabilisation de nouvelles surfaces pourrait impacter la gestion des eaux pluviales ;
- La construction de nouvelles constructions pourrait augmenter la quantité de déchets.

Les incidences potentielles du projet sur la ressource en eau sont jugées négatives, de niveau faible à modéré.

MESURES ERC ET INCIDENCES RESIDUELLES

Evitement : La station d'assainissement collectif de la commune de Saint-Lieux-lès-Lavaux aura la capacité de couvrir les besoins supplémentaires engendrés par la mise en place des nouveaux logements (cf. partie II.3.b). De plus, l'OAP oblige le raccordement à la station d'assainissement collectif.

Réduction : Le règlement écrit impose le raccordement de toute construction ou installation nouvelle au réseau public d'assainissement. L'autorisation d'urbanisme est délivrée sous réserve de l'avis de l'autorité compétente en matière de service public de l'assainissement collectif (mairie). Le règlement écrit interdit également l'évacuation des eaux usées non traitées et le rejet des eaux usées dans les fossés, caniveaux ou réseau pluvial.

Ensuite, le règlement impose que toute construction ou installation nouvelle ne devra pas avoir pour conséquence (à minima) d'accroître les débits d'eaux pluviales par rapport à la situation résultant de l'état actuel d'imperméabilisation des terrains. En cas d'impossibilité avérée de restituer les eaux pluviales au milieu naturel, les aménagements réalisés sur le terrain devront permettre l'écoulement des eaux pluviales dans le réseau collectif d'évacuation des eaux pluviales.

Enfin, l'OAP et les prescriptions graphiques prévoient la préservation de la haie localisée au sud du site, permettant de favoriser l'infiltration des eaux pluviales.

Les incidences résiduelles du projet sur la ressource en eau sont jugées négatives de niveau faible (augmentation de la consommation d'eau potable).

RISQUES, NUISANCES ET POLLUTION

INCIDENCES POTENTIELLES

- Le secteur est intégralement concerné par un aléa retrait gonflement des argiles moyen ;
- Le site n'est pas exposé à des risques technologiques.

Les incidences potentielles du projet sur les risques et nuisances sont jugées négatives, de niveau très faible à faible, du fait de l'aléa retrait gonflement des argiles moyen.

MESURES ERC ET INCIDENCES RESIDUELLES

Réduction : La commune de Saint-Lieux-lès-Lavaur est concernée par un PPR départemental de retrait gonflement des argiles, permettant de limiter la vulnérabilité des populations au risque de retrait gonflement des argiles. Toutes les nouvelles constructions ou installations doivent répondre aux prescriptions déclinées par ce PPR. Également, le règlement de la zone 1AU impose que sur chaque unité foncière privative, au minimum 20% des espaces libres doivent être aménagés et/ou traités en jardin.

Les incidences résiduelles du projet sur les risques et nuisances sont jugées négatives, de niveau très faible.

ENERGIES ET CLIMAT

INCIDENCES POTENTIELLES

- La construction de nouveaux logements pourrait induire une augmentation des consommations énergétiques.
- Le secteur est localisé en extension directe du tissu urbain, limitant les travaux de raccordement en électricité des futures constructions.

Les incidences potentielles du projet sur la consommation et la production d'énergie sont jugées négatives de niveau faible.

MESURES ERC ET INCIDENCES RESIDUELLES

Réduction : Ce site est localisé en extension directe du tissu urbain, permettant de réduire les besoins en déplacement des habitants du secteur.

La préservation d'espaces de nature permet également de lutter contre le phénomène d'îlot de chaleur urbain.

Les incidences résiduelles du projet sur la consommation et la production d'énergie sont jugées négatives de niveau très faible.

d - Fauré bas 2 – Route de la Pivrane

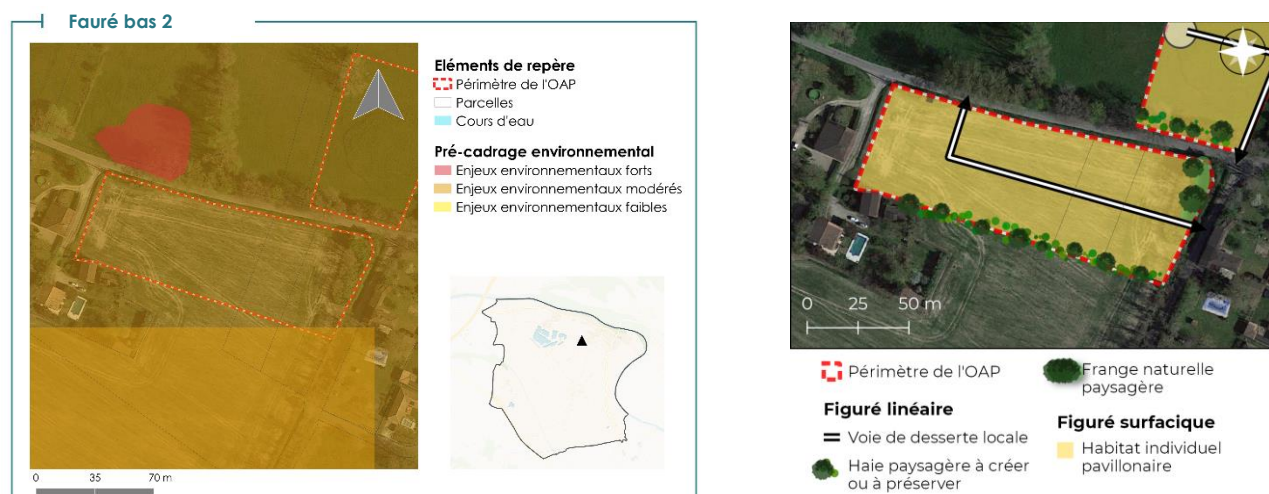


Figure 10 : Le secteur de projet de Pivrane. / Sources : Even et Citadia Conseil

Tableau 8 : Analyse des incidences sur l'environnement et de la séquence ERC mise en place sur le secteur de développement de Fauré bas 2

LECTURE PAYSAGERE ET ECOLOGIQUE	
INCIDENCES POTENTIELLES	
<ul style="list-style-type: none"> Le secteur est localisé en continuité de l'urbanisation existante, entre le centre-bourg et les équipements de loisir du Ludolac ; Le secteur est actuellement non bâti. Le secteur comporte une végétation rase sur la quasi-totalité du site et une haie dense sur sa bordure est ; Le secteur est recensé au registre parcellaire graphique 2022 comme étant du blé tendre d'hiver. 	
Les incidences potentielles du projet sur le paysage et le patrimoine, sont jugées négatives, de niveau faible.	
MESURES ERC ET INCIDENCES RESIDUELLES	
<p>Réduction : Afin de réduire les incidences sur le paysage, l'OAP prévoit la conservation de la haie présente à l'est du secteur et la création d'une haie paysagère au sud, permettant d'assurer une transition avec l'espace agricole. De plus, l'OAP impose que les futures constructions soient des habitats pavillonnaires individuels et prévoit des densités maximales, ici de 10 logements, permettant une bonne intégration des futures formes urbaines avec celles existantes à proximité.</p> <p>De plus, le règlement écrit pour les zones AU fixe des règles dans l'article II « Caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère », permettant d'encadrer les hauteurs, l'implantation par rapport aux limites, les façades, les clôtures et le traitement des espaces libres.</p> <p>La haie présente à l'est du secteur est également protégée au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme : une prescription linéaire s'y applique.</p>	
Les incidences résiduelles du projet sur le paysage et le patrimoine, sont jugées négatives de niveau très faible.	
ENJEUX ECOLOGIQUES	
INCIDENCES POTENTIELLES	
<ul style="list-style-type: none"> Le site n'est concerné par aucun périmètre d'inventaire ou de gestion du patrimoine naturel ; 	

- Le site n'est pas situé dans une zone humide potentielle ou avérée. Cependant, une zone humide est présente à moins de 10 mètres du secteur. Le secteur de développement est localisé à la même altitude que le secteur de développement ;
- Le secteur se localise à proximité de zones bâties ;
- Le secteur est actuellement non bâti et présente une végétation rase sur la quasi-totalité du secteur. Une haie épaisse est présente sur la limite est.

Les incidences potentielles du projet sur les milieux naturels et la biodiversité sont jugées négatives, de niveau faible.

MESURES ERC ET INCIDENCES RESIDUELLES

Réduction : Afin de limiter les incidences sur la biodiversité, le règlement écrit fixe des règles de traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis, imposant qu'au minimum 20% de l'unité foncière soit laissée en espace libre et doit être aménagée et/ou traitée en jardin. Le règlement impose également que les plantations existantes soient conservées.

L'OAP impose également la préservation de la haie présente au sud du secteur, permettant d'assurer un refuge pour la biodiversité. Cette haie est également protégée au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme car une prescription linéaire s'y applique.

Les incidences résiduelles du projet sur les milieux naturels et la biodiversité sont jugées négatives, de niveau faible.

GESTION DES RESSOURCES

INCIDENCES POTENTIELLES

- Le site est desservi par un réseau d'assainissement collectif ;
- L'imperméabilisation de nouvelles surfaces pourrait impacter la gestion des eaux pluviales ;
- La construction de nouvelles constructions pourrait augmenter la quantité de déchets.

Les incidences potentielles du projet sur la ressource en eau sont jugées négatives, de niveau faible à modéré.

MESURES ERC ET INCIDENCES RESIDUELLES

Evitement : La station d'assainissement collectif de la commune de Saint-Lieux-lès-Lavaur aura la capacité de couvrir les besoins supplémentaires engendrés par la mise en place des nouveaux logements (cf. partie II.3.b). De plus, l'OAP oblige le raccordement à la station d'assainissement collectif.

Réduction : Le règlement écrit impose le raccordement de toute construction ou installation nouvelle au réseau public d'assainissement. L'autorisation d'urbanisme est délivrée sous réserve de l'avis de l'autorité compétente en matière de service public de l'assainissement collectif (mairie). Le règlement écrit interdit également l'évacuation des eaux usées non traitées et le rejet des eaux usées dans les fossés, caniveaux ou réseau pluvial.

Ensuite, le règlement impose que toute construction ou installation nouvelle ne devra pas avoir pour conséquence (à minima) d'accroître les débits d'eaux pluviales par rapport à la situation résultant de l'état actuel d'imperméabilisation des terrains. En cas d'impossibilité avérée de restituer les eaux pluviales au milieu naturel, les aménagements réalisés sur le terrain devront permettre l'écoulement des eaux pluviales dans le réseau collectif d'évacuation des eaux pluviales.

Enfin, l'OAP et les prescriptions graphiques prévoient la préservation de la haie localisée au sud du site, permettant de favoriser l'infiltration des eaux pluviales.

Les incidences résiduelles du projet sur la ressource en eau sont jugées négatives de niveau faible (augmentation de la consommation d'eau potable).

RISQUES, NUISANCES ET POLLUTION

INCIDENCES POTENTIELLES

- Le secteur est intégralement concerné par un aléa retrait gonflement des argiles moyen ;
- Le site n'est pas exposé à des risques technologiques.

Les incidences potentielles du projet sur les risques et nuisances sont jugées négatives, de niveau faible, du fait de l'aléa retrait gonflement des argiles moyen.

MESURES ERC ET INCIDENCES RESIDUELLES

Réduction : La commune de Saint-Lieux-lès-Lavaur est concernée par un PPR départemental de retrait gonflement des argiles, permettant de limiter la vulnérabilité des populations au risque de retrait gonflement des argiles. Toutes les nouvelles constructions ou installations doivent répondre aux prescriptions déclinées par ce PPR. Également, le règlement de la zone 1AU impose que sur chaque unité foncière privative, au minimum 20% des espaces libres doivent être aménagés et/ou traités en jardin.

Les incidences résiduelles du projet sur les risques et nuisances sont jugées négatives, de niveau faible.

ENERGIES ET CLIMAT

INCIDENCES POTENTIELLES

- La construction de nouveaux logements pourrait induire une augmentation des consommations énergétiques.
- Le secteur est localisé en extension directe du tissu urbain, limitant les travaux de raccordement en électricité des futures constructions.

Les incidences potentielles du projet sur la consommation et la production d'énergie sont jugées négatives de niveau faible.

MESURES ERC ET INCIDENCES RESIDUELLES

Réduction : Ce site est localisé en extension directe du tissu urbain, permettant de réduire les besoins en déplacement des habitants du secteur.

La préservation d'espaces de nature permet également de lutter contre le phénomène d'îlot de chaleur urbain.

Les incidences résiduelles du projet sur la consommation et la production d'énergie sont jugées négatives de niveau très faible.

e - Fauré bas 3 – Route des Cambards



Figure 11 : Le secteur de projet de Fauré bas 2. / Sources : Even et Citadia Conseil

Tableau 9 : Analyse des incidences sur l'environnement et de la séquence ERC mise en place sur le secteur de développement Fauré bas 3.

LECTURE PAYSAGÈRE ET ECOLOGIQUE	
INCIDENCES POTENTIELLES	
<ul style="list-style-type: none"> Le secteur est localisé en continuité de l'urbanisation existante, au sud du centre-bourg ; Le secteur est actuellement non bâti. Le secteur comporte majoritairement une végétation rase. L'est du secteur est concerné par une végétation arborée/arbustive. Des haies sont présentes sur les bordures est, ouest et nord-ouest. 	
<p>Les incidences potentielles du projet sur le paysage et le patrimoine, sont jugées négatives, de niveau faible.</p>	
MESURES ERC ET INCIDENCES RESIDUELLES	
<p>Réduction : Afin de réduire les incidences sur le paysage, l'OAP prévoit la conservation des haies présentes à l'ouest et au nord-ouest du secteur, permettant de faire une barrière visuelle avec les constructions déjà actuellement présentes. De plus, l'OAP impose que les futures constructions soient des habitats pavillonnaires individuels et prévoit des densités maximales, ici de 9 logements, permettant une bonne intégration des futures formes urbaines avec celles existantes à proximité.</p> <p>Le règlement écrit pour les zones AU fixe des règles dans l'article II « Caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère », permettant d'encadrer les hauteurs, l'implantation par rapport aux limites, les façades, les clôtures et le traitement des espaces libres.</p> <p>Les haies présentes à l'ouest, au nord-ouest et à l'est du secteur sont également protégées au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme : des prescriptions linéaires s'y appliquent.</p>	
<p>Les incidences résiduelles du projet sur le paysage et le patrimoine, sont jugées négatives de niveau très faible.</p>	
ENJEUX ECOLOGIQUES	
INCIDENCES POTENTIELLES	
<ul style="list-style-type: none"> Le site n'est concerné par aucun périmètre d'inventaire ou de gestion du patrimoine naturel ; 	

- Le site n'est pas situé dans une zone humide potentielle ou avérée ;
- Le secteur se localise à proximité de zones bâties ;
- Le secteur est actuellement non bâti et comporte majoritairement une végétation rase. L'est du secteur est concerné par une végétation arborée/arbustive.

Les incidences potentielles du projet sur les milieux naturels et la biodiversité sont jugées négatives, de niveau faible.

MESURES ERC ET INCIDENCES RESIDUELLES

Réduction : Afin de limiter les incidences sur la biodiversité, le règlement écrit fixe des règles de traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis, imposant qu'au minimum 20% de l'unité foncière soit laissée en espace libre et doit être aménagée et/ou traitée en jardin. Le règlement impose également que les plantations existantes soient conservées.

L'OAP impose également la préservation des haies présentes à l'ouest et au nord-ouest du secteur, permettant d'assurer un refuge pour la biodiversité. Ces haies, ainsi que celle localisée sur la bordure ouest, sont également protégées au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme car une prescription linéaire s'y applique.

Les incidences résiduelles du projet sur les milieux naturels et la biodiversité sont jugées négatives, de niveau faible à très faible.

GESTION DES RESSOURCES

INCIDENCES POTENTIELLES

- Le site est desservi par un réseau d'assainissement collectif ;
- L'imperméabilisation de nouvelles surfaces pourrait impacter la gestion des eaux pluviales ;
- La construction de nouvelles constructions pourrait augmenter la quantité de déchets.

Les incidences potentielles du projet sur la ressource en eau sont jugées négatives, de niveau faible à modéré.

MESURES ERC ET INCIDENCES RESIDUELLES

Evitement : La station d'assainissement collectif de la commune de Saint-Lieux-lès-Lavaur aura la capacité de couvrir les besoins supplémentaires engendrés par la mise en place des nouveaux logements (cf. partie II.3.b). De plus, l'OAP oblige le raccordement à la station d'assainissement collectif.

Réduction : Le règlement écrit impose le raccordement de toute construction ou installation nouvelle au réseau public d'assainissement. L'autorisation d'urbanisme est délivrée sous réserve de l'avis de l'autorité compétente en matière de service public de l'assainissement collectif (mairie). Le règlement écrit interdit également l'évacuation des eaux usées non traitées et le rejet des eaux usées dans les fossés, caniveaux ou réseau pluvial.

Ensuite, le règlement impose que toute construction ou installation nouvelle ne devra pas avoir pour conséquence (à minima) d'accroître les débits d'eaux pluviales par rapport à la situation résultant de l'état actuel d'imperméabilisation des terrains. En cas d'impossibilité avérée de restituer les eaux pluviales au milieu naturel, les aménagements réalisés sur le terrain devront permettre l'écoulement des eaux pluviales dans le réseau collectif d'évacuation des eaux pluviales.

Enfin, l'OAP et les prescriptions graphiques prévoient la préservation des haies localisées à l'est, au nord-ouest et à l'ouest du site, permettant de favoriser l'infiltration des eaux pluviales.

Les incidences résiduelles du projet sur la ressource en eau sont jugées négatives de niveau faible (augmentation de la consommation d'eau potable).

RISQUES, NUISANCES ET POLLUTION

INCIDENCES POTENTIELLES

- Le secteur est intégralement concerné par un aléa retrait gonflement des argiles moyen ;

- Le site n'est pas exposé à des risques technologiques.

Les incidences potentielles du projet sur les risques et nuisances sont jugées négatives, de niveau très faible à faible, du fait de l'aléa retrait gonflement des argiles moyen.

MESURES ERC ET INCIDENCES RESIDUELLES

Réduction : La commune de Saint-Lieux-lès-Lavaur est concernée par un PPR départemental de retrait gonflement des argiles, permettant de limiter la vulnérabilité des populations au risque de retrait gonflement des argiles. Toutes les nouvelles constructions ou installations doivent répondre aux prescriptions déclinées par ce PPR. Également, le règlement de la zone 1AU impose que sur chaque unité foncière privative, au minimum 20% des espaces libres doivent être aménagés et/ou traités en jardin.

Les incidences résiduelles du projet sur les risques et nuisances sont jugées négatives, de niveau très faible.

ENERGIES ET CLIMAT

INCIDENCES POTENTIELLES

- La construction de nouveaux logements pourrait induire une augmentation des consommations énergétiques.
- Le secteur est localisé en extension directe du tissu urbain, limitant les travaux de raccordement en électricité des futures constructions.

Les incidences potentielles du projet sur la consommation et la production d'énergie sont jugées négatives de niveau faible.

MESURES ERC ET INCIDENCES RESIDUELLES

Réduction : Ce site est localisé en extension directe du tissu urbain, permettant de réduire les besoins en déplacement des habitants du secteur.

La préservation d'espaces de nature permet également de lutter contre le phénomène d'îlot de chaleur urbain.

Les incidences résiduelles du projet sur la consommation et la production d'énergie sont jugées négatives de niveau très faible.

f - La Tuilerie



Figure 12 : Le secteur de développement de Tuilerie. / Source : Even et Citadia Conseil

Tableau 10 : Analyse des incidences sur l'environnement et la séquence ERC mise en place sur le secteur de Tuilerie.

LECTURE PAYSAGERE ET ECOLOGIQUE	
INCIDENCES POTENTIELLES	
<ul style="list-style-type: none"> Le secteur est localisé en densification du centre-bourg, à proximité immédiate de l'école ; Le secteur comporte majoritairement une végétation rase. Des haies sont présentes sur les limites nord, sud et ouest du site. Le secteur n'est pas bâti. 	
Les incidences potentielles du projet sur le paysage et le patrimoine, sont jugées négatives, de niveau faible.	
MESURES ERC ET INCIDENCES RESIDUELLES	
<p>Réduction : Afin de réduire les incidences sur le paysage, l'OAP prévoit la conservation des haies présentes au nord et au sud du site, permettant de faire des barrières visuelles et de réduire les perceptions depuis les voies sur ce site. L'OAP prévoit également la création d'une haie à l'est du secteur. De plus, l'OAP impose que les futures constructions soient des habitats pavillonnaires individuels et prévoit des densités maximales, ici de 13 logements, permettant une bonne intégration des futures formes urbaines avec celles existantes à proximité.</p> <p>De plus, le règlement écrit pour les zones AU fixe des règles dans l'article II « Caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère », permettant d'encadrer les hauteurs, l'implantation par rapport aux limites, les façades, les clôtures et le traitement des espaces libres.</p> <p>Les haies présentes au nord, à l'ouest et au sud du secteur sont également protégées au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme : des prescriptions linéaires s'y appliquent.</p>	
Les incidences résiduelles du projet sur le paysage et le patrimoine, sont jugées négatives de niveau très faible.	
ENJEUX ECOLOGIQUES	
INCIDENCES POTENTIELLES	
<ul style="list-style-type: none"> Le site n'est concerné par aucune servitude liée à la protection du patrimoine naturel ; Le secteur se localise à proximité de zones bâties ; 	

- Le secteur est concerné par la présence d'une zone humide potentielle, identifiée au sein de l'inventaire départemental du Tarn ;
- Le secteur est actuellement non bâti et comporte majoritairement une végétation rase. Des haies sont présentes au nord, au sud et à l'ouest du secteur.

Les incidences potentielles du projet sur les milieux naturels et la biodiversité sont jugées négatives, de niveau fort.

MESURES ERC ET INCIDENCES RESIDUELLES

Réduction : Afin de limiter les incidences sur la biodiversité, le règlement écrit fixe des règles de traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis, imposant qu'au minimum 20% de l'unité foncière soit laissée en espace libre et doit être aménagée et/ou traitée en jardin. Le règlement impose également que les plantations existantes soient conservées.

L'OAP impose également la préservation des haies présentes au nord, au sud, et prévoit la création d'une haie sur la bordure sud-est, permettant d'assurer un refuge pour la biodiversité. Ces haies, ainsi que celle localisée sur la bordure ouest, sont également protégées au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme car une prescription linéaire s'y applique.

Le secteur de projet est localisé sur une zone humide d'une superficie de 0,1ha. De ce fait, d'après le 3.3.1.0 de l'article R214-1 du code de l'environnement, l'assèchement, la mise en eau, l'imperméabilisation, le remblai de zones humide supérieure à 0,1ha doit faire l'objet d'une déclaration loi sur l'eau. La déclaration doit obligatoirement joindre une étude d'incidence et une évaluation des incidences Natura 2000, permettant de soulever les incidences sur l'environnement de la destruction de la zone humide. À la suite du dépôt du dossier, le préfet dispose d'un délai de 2 mois à partir de la date de réception du dossier complet pour s'opposer à l'opération projetée. En ce sens, la déclaration loi sur l'eau permet de réduire les incidences sur l'environnement car il permet de refuser le projet en cas d'incompatibilité de celui-ci avec le code de l'environnement ou le SDAGE Adour-Garonne.

Compensation : Au-delà de la déclaration loi sur l'eau au titre du 3.3.1.0, des surfaces de compensations devront être définies conformément aux mesures fixées par le SDAGE et le SAGE. La prescription D41 du SDAGE Adour-Garonne 2022-2027 indique qu'une compensation devra être effectuée à minima à hauteur de 150% de la surface perdue.

Le SAGE Agout impose également des surfaces de compensation ou des mesures correctrices sur tous les projets impactant des zones humides. Les surfaces de compensations définies par la SAGE dépendent du lieu où la compensation se fait, et du type de compensation. La compensation sera d'à minima 1,5 fois à 5 fois la surface du projet.

Les incidences résiduelles du projet sur les milieux naturels et la biodiversité sont jugées négatives, de niveau fort

GESTION DES RESSOURCES

INCIDENCES POTENTIELLES

- Le site est desservi par un réseau d'assainissement collectif ;
- L'imperméabilisation de nouvelles surfaces pourrait impacter la gestion des eaux pluviales ;
- La construction de nouvelles constructions pourrait augmenter la quantité de déchets.

Les incidences potentielles du projet sur la ressource en eau sont jugées négatives, de niveau faible à modéré.

MESURES ERC ET INCIDENCES RESIDUELLES

Evitement : La station d'assainissement collectif de la commune de Saint-Lieux-lès-Lavaux aura la capacité de couvrir les besoins supplémentaires engendrés par la mise en place des nouveaux logements (cf. partie II.3.b). De plus, l'OAP oblige le raccordement à la station d'assainissement collectif.

Réduction : Le règlement écrit impose le raccordement de toute construction ou installation nouvelle au réseau public d'assainissement. L'autorisation d'urbanisme est délivrée sous réserve de l'avis de l'autorité compétente

en matière de service public de l'assainissement collectif (mairie). Le règlement écrit interdit également l'évacuation des eaux usées non traitées et le rejet des eaux usées dans les fossés, caniveaux ou réseau pluvial.

Ensuite, le règlement impose que toute construction ou installation nouvelle ne devra pas avoir pour conséquence (à minima) d'accroître les débits d'eaux pluviales par rapport à la situation résultant de l'état actuel d'imperméabilisation des terrains. En cas d'impossibilité avérée de restituer les eaux pluviales au milieu naturel, les aménagements réalisés sur le terrain devront permettre l'écoulement des eaux pluviales dans le réseau collectif d'évacuation des eaux pluviales.

Enfin, l'OAP et les prescriptions graphiques prévoient la préservation des haies localisées au nord et au sud, et prévoit la création d'une haie à l'est, permettant de favoriser l'infiltration des eaux pluviales.

Les incidences résiduelles du projet sur la ressource en eau sont jugées négatives de niveau faible (augmentation de la consommation d'eau potable).

RISQUES, NUISANCES ET POLLUTION

INCIDENCES POTENTIELLES

- Le secteur est intégralement concerné par un aléa retrait gonflement des argiles moyen ;
- Le site n'est pas exposé à des risques technologiques.

Les incidences potentielles du projet sur les risques et nuisances sont jugées négatives, de niveau très faible à faible, du fait de l'aléa retrait gonflement des argiles moyen.

MESURES ERC ET INCIDENCES RESIDUELLES

Réduction : La commune de Saint-Lieux-lès-Lavaux est concernée par un PPR départemental de retrait gonflement des argiles, permettant de limiter la vulnérabilité des populations au risque de retrait gonflement des argiles. Toutes les nouvelles constructions ou installations doivent répondre aux prescriptions déclinées par ce PPR. Également, le règlement de la zone 1AU impose que sur chaque unité foncière privative, au minimum 20% des espaces libres doivent être aménagés et/ou traités en jardin

Les incidences résiduelles du projet sur les risques et nuisances sont jugées négatives, de niveau très faible.

ENERGIES ET CLIMAT

INCIDENCES POTENTIELLES

- La construction de nouveaux logements pourrait induire une augmentation des consommations énergétiques.
- Le secteur est localisé en densification du centre-bourg, limitant les travaux de raccordement en électricité des futures constructions.

Les incidences potentielles du projet sur la consommation et la production d'énergie sont jugées négatives de niveau faible.

MESURES ERC ET INCIDENCES RESIDUELLES

Réduction : Ce site est localisé en densification du centre-bourg, permettant de réduire les besoins en déplacement des habitants du secteur. La préservation d'espaces de nature permet également de lutter contre le phénomène d'îlot de chaleur urbain.

Les incidences résiduelles du projet sur la consommation et la production d'énergie sont jugées négatives de niveau très faible.

g - Pradinas

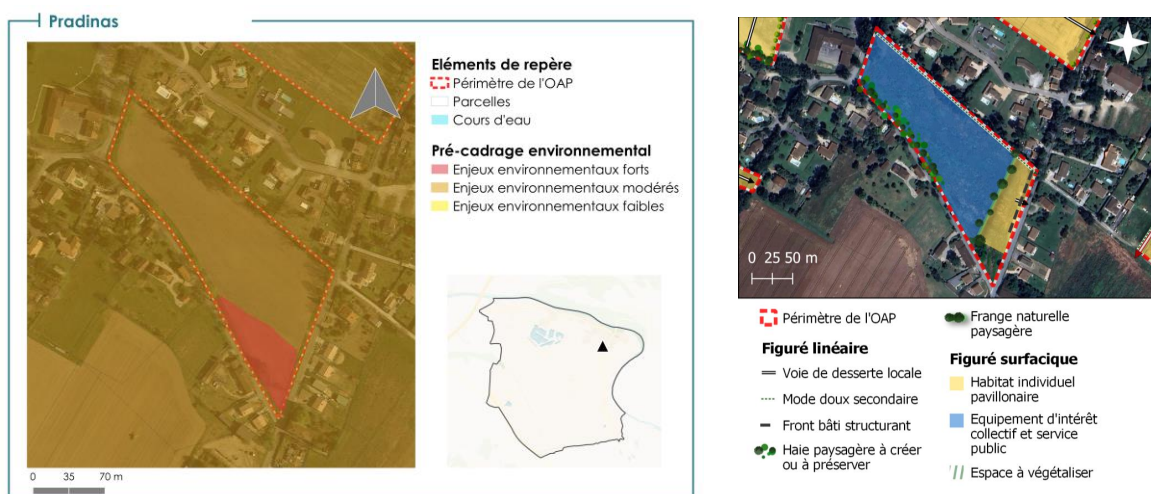


Figure 13 : Le secteur de développement de Pradinas. / Sources : Even et Citadia Conseil.

Tableau 11 : Analyse des incidences sur l'environnement et la séquence ERC mise en place sur l'OAP Pradinas

LECTURE PAYSAGERE ET ECOLOGIQUE	
INCIDENCES POTENTIELLES	
<ul style="list-style-type: none"> Le secteur est localisé en densification du centre-bourg, à proximité immédiate de l'école ; Le secteur est actuellement non bâti ; Le secteur comporte majoritairement une végétation rase. Une haie est présente sur la limite nord du secteur et un alignement d'arbres est présent. D'après le RPG 2022, le secteur est concerné par du blé tendre d'hiver. 	
<p>Les incidences potentielles du projet sur le paysage et le patrimoine, sont jugées négatives, de niveau faible.</p>	
MESURES ERC ET INCIDENCES RESIDUELLES	
<p>Réduction : Afin de réduire les incidences sur le paysage, l'OAP prévoit la conservation de l'alignements d'arbres présent au sud du secteur, permettant de faire une barrière visuelle et de réduire les perceptions depuis la rue de Pradinas. L'OAP prévoit également la création d'un alignement d'arbres entre les deux différents sous-secteurs de l'OAP. Le règlement écrit du PLU de Saint-Lieux-lès-Lavaur interdit l'usage de plantes allergènes ou envahissantes. De plus, l'OAP impose que les futures constructions à l'est soient des habitats pavillonnaires individuels et prévoit des densités maximales, ici de 10 logements, permettant une bonne intégration des futures formes urbaines avec celles existantes à proximité. La partie à l'ouest se localise à proximité de l'école et est dédié à la mise en place d'équipements publics (équipement sportif).</p> <p>De plus, le règlement écrit pour les zones AU fixe des règles dans l'article II « Caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère », permettant d'encadrer les hauteurs, l'implantation par rapport aux limites, les façades, les clôtures et le traitement des espaces libres.</p> <p>Les prescriptions graphiques permettent de protéger les haies et alignements d'arbres présents au nord et au sud du site, au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme.</p>	
<p>Les incidences résiduelles du projet sur le paysage et le patrimoine, sont jugées négatives de niveau très faible.</p>	
ENJEUX ECOLOGIQUES	
INCIDENCES POTENTIELLES	
<ul style="list-style-type: none"> Le site n'est concerné par aucun périmètre d'inventaire ou de gestion du patrimoine naturel ; 	

- Le secteur se localise à proximité de zones bâties ;
- Une zone humide identifiée au sein de l'inventaire départemental du Tarn est présente au sud du secteur ;
- Le secteur est actuellement non bâti et comporte majoritairement une végétation rase. Des haies sont présentes au nord et au sud du secteur.

Les incidences potentielles du projet sur les milieux naturels et la biodiversité sont jugées négatives, de niveau fort.

MESURES ERC ET INCIDENCES RESIDUELLES

Réduction : Afin de limiter les incidences sur la biodiversité, le règlement écrit fixe des règles de traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis, imposant qu'au minimum 20% de l'unité foncière soit laissée en espace libre et doit être aménagée et/ou traitée en jardin. Le règlement impose également que les plantations existantes soient conservées.

L'OAP impose également la préservation de l'alignement d'arbres au sud, et prévoit la création d'une haie entre le secteur dédié à l'équipement public et le secteur dédié à l'habitat pavillonnaire. Les prescriptions linéaires permettent également de protéger la haie présente au nord.

Le secteur de projet est localisé sur une zone humide d'une superficie de 0,3ha. De ce fait, d'après le 3.3.1.0 de l'article R214-1 du code de l'environnement, l'assèchement, la mise en eau, l'imperméabilisation, le remblai de zones humide supérieure à 0,1ha doit faire l'objet d'une déclaration loi sur l'eau. La déclaration doit obligatoirement joindre une étude d'incidence et une évaluation des incidences Natura 2000, permettant de soulever les incidences sur l'environnement de la destruction de la zone humide. À la suite du dépôt du dossier, le préfet dispose d'un délai de 2 mois à partir de la date de réception du dossier complet pour s'opposer à l'opération projetée. En ce sens, la déclaration loi sur l'eau permet de réduire les incidences sur l'environnement car il permet de refuser le projet en cas d'incompatibilité de celui-ci avec le code de l'environnement ou le SDAGE Adour-Garonne.

Compensation : Au-delà de la déclaration loi sur l'eau au titre du 3.3.1.0, des surfaces de compensations devront être définies conformément aux mesures fixées par le SDAGE et le SAGE. La prescription D41 du SDAGE Adour-Garonne 2022-2027 indique qu'une compensation devra être effectuée à minima à hauteur de 150% de la surface perdue.

Le SAGE Agout impose également des surfaces de compensation ou des mesures correctrices sur tous les projets impactant des zones humides. Les surfaces de compensations définies par la SAGE dépendent du lieu où la compensation se fait, et du type de compensation. La compensation sera d'à minima 1,5 fois à 5 fois la surface du projet.

Les incidences résiduelles du projet sur les milieux naturels et la biodiversité sont jugées négatives, de niveau fort

GESTION DES RESSOURCES

INCIDENCES POTENTIELLES

- Le site est desservi par un réseau d'assainissement collectif ;
- L'imperméabilisation de nouvelles surfaces pourrait impacter la gestion des eaux pluviales ;
- La construction de nouvelles constructions pourrait augmenter la quantité de déchets.

Les incidences potentielles du projet sur la ressource en eau sont jugées négatives, de niveau faible à modéré.

MESURES ERC ET INCIDENCES RESIDUELLES

Evitement : La station d'assainissement collectif de la commune de Saint-Lieux-lès-Lavaur aura la capacité de couvrir les besoins supplémentaires engendrés par la mise en place des nouveaux logements (cf. partie II.3.b). De plus, l'OAP oblige le raccordement à la station d'assainissement collectif.

Réduction : Le règlement écrit impose le raccordement de toute construction ou installation nouvelle au réseau public d'assainissement. L'autorisation d'urbanisme est délivrée sous réserve de l'avis de l'autorité compétente

en matière de service public de l'assainissement collectif (mairie). Le règlement écrit interdit également l'évacuation des eaux usées non traitées et le rejet des eaux usées dans les fossés, caniveaux ou réseau pluvial.

Ensuite, le règlement impose que toute construction ou installation nouvelle ne devra pas avoir pour conséquence (à minima) d'accroître les débits d'eaux pluviales par rapport à la situation résultant de l'état actuel d'imperméabilisation des terrains. En cas d'impossibilité avérée de restituer les eaux pluviales au milieu naturel, les aménagements réalisés sur le terrain devront permettre l'écoulement des eaux pluviales dans le réseau collectif d'évacuation des eaux pluviales.

Enfin, l'OAP et les prescriptions graphiques prévoient la préservation des haies localisées au nord et au sud, et prévoit la création d'une haie à l'est, entre le secteur dédié aux équipements publics, et le secteur dédié à l'habitat pavillonnaire, permettant de favoriser l'infiltration des eaux pluviales.

Les incidences résiduelles du projet sur la ressource en eau sont jugées négatives de niveau faible (augmentation de la consommation d'eau potable).

RISQUES, NUISANCES ET POLLUTION

INCIDENCES POTENTIELLES

- Le secteur est intégralement concerné par un aléa retrait gonflement des argiles moyen ;
- Le site n'est pas exposé à des risques technologiques.

Les incidences potentielles du projet sur les risques et nuisances sont jugées négatives, de niveau très faible à faible, du fait de l'aléa retrait gonflement des argiles moyen.

MESURES ERC ET INCIDENCES RESIDUELLES

Réduction : La commune de Saint-Lieux-lès-Lavaur est concernée par un PPR départemental de retrait gonflement des argiles, permettant de limiter la vulnérabilité des populations au risque de retrait gonflement des argiles. Toutes les nouvelles constructions ou installations doivent répondre aux prescriptions déclinées par ce PPR. Également, le règlement de la zone 1AU impose que sur chaque unité foncière privative, au minimum 20% des espaces libres doivent être aménagés et/ou traités en jardin

Les incidences résiduelles du projet sur les risques et nuisances sont jugées négatives, de niveau très faible.

ENERGIES ET CLIMAT

INCIDENCES POTENTIELLES

- La construction de nouveaux logements pourrait induire une augmentation des consommations énergétiques.
- Le secteur est localisé en densification du centre-bourg, limitant les travaux de raccordement en électricité des futures constructions.

Les incidences potentielles du projet sur la consommation et la production d'énergie sont jugées négatives de niveau faible.

MESURES ERC ET INCIDENCES RESIDUELLES

Réduction : Ce site est localisé en densification du centre-bourg, permettant de réduire les besoins en déplacement des habitants du secteur. La préservation d'espaces de nature permet également de lutter contre le phénomène d'îlot de chaleur urbain. Également, un cheminement doux est prévu au nord du secteur de développement.

Les incidences résiduelles du projet sur la consommation et la production d'énergie sont jugées négatives de niveau très faible.

h - Village

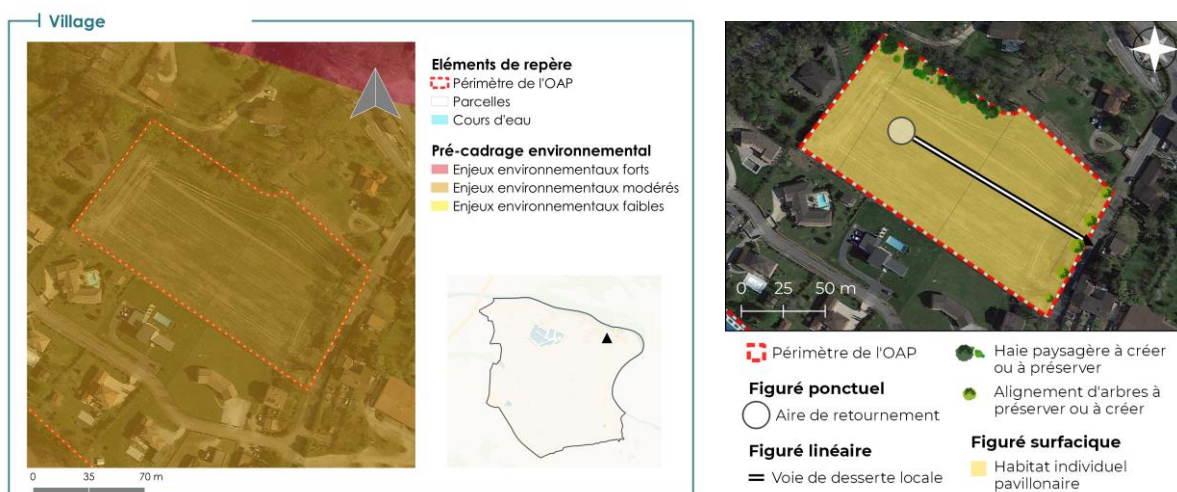


Figure 14 : Le secteur de développement village. / Sources : Even et Citadia Conseil

Tableau 12 : Analyse des incidences sur l'environnement et des mesures ERC mises en place sur le secteur Village

LECTURE PAYSAGERE ET ECOLOGIQUE	
INCIDENCES POTENTIELLES	
<ul style="list-style-type: none"> Le secteur est localisé en densification du centre-bourg, à proximité immédiate des équipements ; Le secteur est actuellement non bâti mais se trouve à proximité d'espaces bâtis ; Le secteur est concerné par une végétation rase. Des haies sont présentes sur les limites nord-ouest, et est. <p>Les incidences potentielles du projet sur le paysage et le patrimoine, sont jugées négatives, de niveau faible.</p>	
MESURES ERC ET INCIDENCES RESIDUELLES	
<p>Réduction : Afin de réduire les incidences sur le paysage, l'OAP prévoit la conservation des haies présentes au nord-ouest et à l'est, permettant de créer une barrière visuelle sur le secteur. De plus, l'OAP impose que les futures constructions soient des habitats pavillonnaires individuels et prévoit des densités maximales, ici de 10 logements, permettant une bonne intégration des futures formes urbaines avec celles existantes à proximité.</p> <p>De plus, le règlement écrit pour les zones AU fixe des règles dans l'article II « Caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère », permettant d'encadrer les hauteurs, l'implantation par rapport aux limites, les façades, les clôtures et le traitement des espaces libres.</p> <p>Les incidences résiduelles du projet sur le paysage et le patrimoine, sont jugées négatives de niveau très faible.</p>	
ENJEUX ECOLOGIQUES	
INCIDENCES POTENTIELLES	
<ul style="list-style-type: none"> Le site n'est concerné par aucun périmètre d'inventaire ou de gestion du patrimoine naturel ; Le site n'est pas situé dans une zone humide potentielle ou avérée ; Le secteur se localise à proximité de zones bâties ; Le secteur est actuellement non bâti et présente une végétation rase sur la quasi-totalité du secteur. Des haies sont présentes sur les limites nord-ouest et est. 	

Les incidences potentielles du projet sur les milieux naturels et la biodiversité sont jugées négatives, de niveau faible.

MESURES ERC ET INCIDENCES RESIDUELLES

Réduction : Afin de limiter les incidences sur la biodiversité, le règlement écrit fixe des règles de traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis, imposant qu'au minimum 20% de l'unité foncière soit laissée en espace libre et doit être aménagée et/ou traitée en jardin. Le règlement impose également que les plantations existantes soient conservées.

L'OAP impose également la préservation des haies présentes sur les bordures sud-ouest et est, permettant d'assurer un refuge pour la biodiversité. Ces haies sont également protégées au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme car une prescription linéaire s'y applique.

Les incidences résiduelles du projet sur les milieux naturels et la biodiversité sont jugées négatives, de niveau faible à très faible.

GESTION DES RESSOURCES

INCIDENCES POTENTIELLES

- Le site est desservi par un réseau d'assainissement collectif ;
- L'imperméabilisation de nouvelles surfaces pourrait impacter la gestion des eaux pluviales ;
- La construction de nouvelles constructions pourrait augmenter la quantité de déchets.

Les incidences potentielles du projet sur la ressource en eau sont jugées négatives, de niveau faible à modéré.

MESURES ERC ET INCIDENCES RESIDUELLES

Evitement : La station d'assainissement collectif de la commune de Saint-Lieux-lès-Lavaur aura la capacité de couvrir les besoins supplémentaires engendrés par la mise en place des nouveaux logements (cf. partie II.3.b). De plus, l'OAP oblige le raccordement à la station d'assainissement collectif.

Réduction : Le règlement écrit impose le raccordement de toute construction ou installation nouvelle au réseau public d'assainissement. L'autorisation d'urbanisme est délivrée sous réserve de l'avis de l'autorité compétente en matière de service public de l'assainissement collectif (mairie). Le règlement écrit interdit également l'évacuation des eaux usées non traitées et le rejet des eaux usées dans les fossés, caniveaux ou réseau pluvial.

Ensuite, le règlement impose que toute construction ou installation nouvelle ne devra pas avoir pour conséquence (à minima) d'accroître les débits d'eaux pluviales par rapport à la situation résultant de l'état actuel d'imperméabilisation des terrains. En cas d'impossibilité avérée de restituer les eaux pluviales au milieu naturel, les aménagements réalisés sur le terrain devront permettre l'écoulement des eaux pluviales dans le réseau collectif d'évacuation des eaux pluviales.

Enfin, l'OAP et les prescriptions graphiques prévoient la préservation des haies localisées sur les bordures nord-ouest et est, permettant de favoriser l'infiltration des eaux pluviales.

Les incidences résiduelles du projet sur la ressource en eau sont jugées négatives de niveau faible (augmentation de la consommation d'eau potable).

RISQUES, NUISANCES ET POLLUTION

INCIDENCES POTENTIELLES

- Le secteur est intégralement concerné par un aléa retrait gonflement des argiles moyen ;
- Le site n'est pas exposé à des risques technologiques.

Les incidences potentielles du projet sur les risques et nuisances sont jugées négatives, de niveau très faible à faible, du fait de l'aléa retrait gonflement des argiles moyen.

MESURES ERC ET INCIDENCES RESIDUELLES

Réduction : La commune de Saint-Lieux-lès-Lavaur est concernée par un PPR départemental de retrait gonflement des argiles, permettant de limiter la vulnérabilité des populations au risque de retrait gonflement des argiles. Toutes les nouvelles constructions ou installations doivent répondre aux prescriptions déclinées par ce PPR. Également, le règlement de la zone IAU impose que sur chaque unité foncière privative, au minimum 20% des espaces libres doivent être aménagés et/ou traités en jardin

Les incidences résiduelles du projet sur les risques et nuisances sont jugées négatives, de niveau très faible.

ENERGIES ET CLIMAT

INCIDENCES POTENTIELLES

- La construction de nouveaux logements pourrait induire une augmentation des consommations énergétiques.
- Le secteur est localisé en extension directe du tissu urbain, limitant les travaux de raccordement en électricité des futures constructions.

Les incidences potentielles du projet sur la consommation et la production d'énergie sont jugées négatives de niveau faible.

MESURES ERC ET INCIDENCES RESIDUELLES

Réduction : Ce site est localisé en extension directe du tissu urbain, permettant de réduire les besoins en déplacement des habitants du secteur.

La préservation d'espaces de nature permet également de lutter contre le phénomène d'îlot de chaleur urbain.

Les incidences résiduelles du projet sur la consommation et la production d'énergie sont jugées négatives de niveau faible à modéré.

i - Rue du Port



Figure 15 : Le secteur de développement rue du Port. / Sources : Even et Citadia Conseil

Tableau 13 : Analyse des incidences sur l'environnement et des mesures ERC mises en place sur le secteur rue du Port.

LECTURE PAYSAGERE ET ECOLOGIQUE	
INCIDENCES POTENTIELLES	
<ul style="list-style-type: none"> Le secteur est localisé en extension immédiate de l'urbanisation existante ; Le secteur est actuellement non bâti mais se trouve à proximité d'espaces bâtis ; Le secteur est concerné par une végétation rase. L'est du secteur est concerné par du maïs, d'après le RPG 2022. 	
Les incidences potentielles du projet sur le paysage et le patrimoine, sont jugées négatives, de niveau faible à modéré.	
MESURES ERC ET INCIDENCES RESIDUELLES	
<p>Réduction : Afin de réduire les incidences sur le paysage, l'OAP prévoit la création d'une haie ou d'une trame boisée sur la bordure est, permettant de créer un espace de transition avec l'espace agricole. Le règlement écrit indique que les essences végétales doivent être locales, non allergènes et non envahissantes. De plus, l'OAP impose que les futures constructions soient des habitats pavillonnaires individuels et prévoit des densités maximales, ici de 15 logements, permettant une bonne intégration des futures formes urbaines avec celles existantes à proximité.</p> <p>De plus, le règlement écrit pour les zones AU fixe des règles dans l'article II « Caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère », permettant d'encadrer les hauteurs, l'implantation par rapport aux limites, les façades, les clôtures et le traitement des espaces libres.</p>	
Les incidences résiduelles du projet sur le paysage et le patrimoine, sont jugées négatives de niveau faible.	
ENJEUX ECOLOGIQUES	
INCIDENCES POTENTIELLES	
<ul style="list-style-type: none"> Le site n'est concerné par aucun périmètre d'inventaire et de gestion du patrimoine naturel ; Le site n'est pas situé dans une zone humide potentielle ou avérée ; Le secteur se localise à proximité de zones bâties ; 	

- Le secteur est actuellement non bâti et présente une végétation rase

Les incidences potentielles du projet sur les milieux naturels et la biodiversité sont jugées négatives, de niveau faible.

MESURES ERC ET INCIDENCES RESIDUELLES

Réduction : Afin de limiter les incidences sur la biodiversité, le règlement écrit fixe des règles de traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis, imposant qu'au minimum 20% de l'unité foncière soit laissée en espace libre et doit être aménagée et/ou traitée en jardin. Le règlement impose également que les plantations existantes soient conservées.

L'OAP impose également la création d'une haie sur la bordure est, permettant d'assurer un refuge pour la biodiversité.

Les incidences résiduelles du projet sur les milieux naturels et la biodiversité sont jugées négatives, de niveau faible à très faible.

GESTION DES RESSOURCES

INCIDENCES POTENTIELLES

- Le site est desservi par un réseau d'assainissement collectif ;
- L'imperméabilisation de nouvelles surfaces pourrait impacter la gestion des eaux pluviales ;
- La construction de nouvelles constructions pourrait augmenter la quantité de déchets.

Les incidences potentielles du projet sur la ressource en eau sont jugées négatives, de niveau faible à modéré.

MESURES ERC ET INCIDENCES RESIDUELLES

Evitement : La station d'assainissement collectif de la commune de Saint-Lieux-lès-Lavaux aura la capacité de couvrir les besoins supplémentaires engendrés par la mise en place des nouveaux logements (cf. partie II.3.b). De plus, l'OAP oblige le raccordement à la station d'assainissement collectif.

Réduction : Le règlement écrit impose le raccordement de toute construction ou installation nouvelle au réseau public d'assainissement. L'autorisation d'urbanisme est délivrée sous réserve de l'avis de l'autorité compétente en matière de service public de l'assainissement collectif (mairie). Le règlement écrit interdit également l'évacuation des eaux usées non traitées et le rejet des eaux usées dans les fossés, caniveaux ou réseau pluvial.

Ensuite, le règlement impose que toute construction ou installation nouvelle ne devra pas avoir pour conséquence (à minima) d'accroître les débits d'eaux pluviales par rapport à la situation résultant de l'état actuel d'imperméabilisation des terrains. En cas d'impossibilité avérée de restituer les eaux pluviales au milieu naturel, les aménagements réalisés sur le terrain devront permettre l'écoulement des eaux pluviales dans le réseau collectif d'évacuation des eaux pluviales.

Enfin, l'OAP prévoit la création d'une haie sur la bordure est, permettant de favoriser l'infiltration des eaux pluviales.

Les incidences résiduelles du projet sur la ressource en eau sont jugées négatives de niveau faible (augmentation de la consommation d'eau potable).

RISQUES, NUISANCES ET POLLUTION

INCIDENCES POTENTIELLES

- Le secteur est intégralement concerné par un aléa retrait gonflement des argiles moyen ;
- Le site n'est pas exposé à des risques technologiques.

Les incidences potentielles du projet sur les risques et nuisances sont jugées négatives, de niveau très faible à faible, du fait de l'aléa retrait gonflement des argiles moyen.

MESURES ERC ET INCIDENCES RESIDUELLES

Réduction : La commune de Saint-Lieux-lès-Lavaur est concernée par un PPR départemental de retrait gonflement des argiles, permettant de limiter la vulnérabilité des populations au risque de retrait gonflement des argiles. Toutes les nouvelles constructions ou installations doivent répondre aux prescriptions déclinées par ce PPR. Également, le règlement de la zone 1AU impose que sur chaque unité foncière privative, au minimum 20% des espaces libres doivent être aménagés et/ou traités en jardin

Les incidences résiduelles du projet sur les risques et nuisances sont jugées négatives, de niveau très faible.

ENERGIES ET CLIMAT

INCIDENCES POTENTIELLES

- La construction de nouveaux logements pourrait induire une augmentation des consommations énergétiques.
- Le secteur est localisé en extension directe du tissu urbain, limitant les travaux de raccordement en électricité des futures constructions.

Les incidences potentielles du projet sur la consommation et la production d'énergie sont jugées négatives de niveau faible.

MESURES ERC ET INCIDENCES RESIDUELLES

Réduction : Ce site est localisé en extension directe du tissu urbain, permettant de réduire les besoins en déplacement des habitants du secteur. L'OAP prévoit la création d'une voie centrale qui intégrera des circulations piétonnes.

La création de haies permet de lutter contre le phénomène d'îlot de chaleur urbain.

Les incidences résiduelles du projet sur la consommation et la production d'énergie sont jugées négatives de niveau très faible.

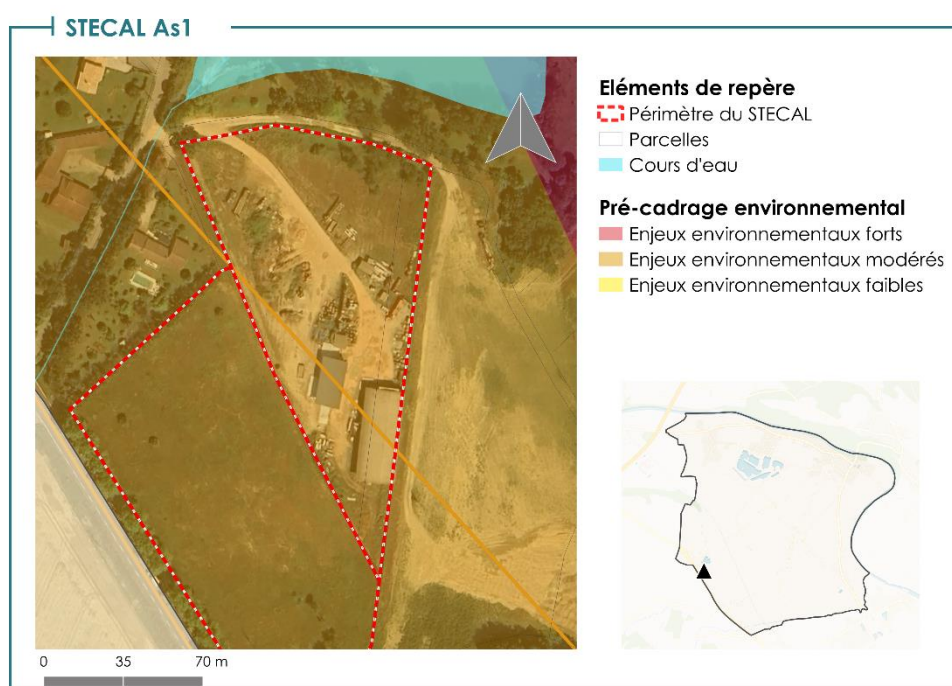
III.2 - Incidences potentielles induites par les STECAL

Au sein des zones agricoles et naturelles, ont été définis des sous-secteurs A indicés correspondant à des **Secteurs de Taille et de Capacité d'Accueil Limitées**, dits STECAL. Ces STECAL sont régis par l'article L 151-13 du Code de l'urbanisme. Ils correspondent à des **espaces isolés** au sein des **espaces agricoles** ou **naturels** sur lesquels **certaines activités** peuvent bénéficier d'un **développement mesuré**. Le règlement du PLU précise les conditions de **hauteur**, d'**implantation** et de **densité** des constructions, permettant d'assurer leur **insertion dans l'environnement** et leur **compatibilité avec le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier** de ces secteurs.

La surface totale des STECAL comptabilise 4,8 ha.

a - STECAL AS1 à vocation artisanale

Le STECAL AS1 a pour vocation l'agrandissement d'une activité déjà présente sur le secteur. Le projet prévoit la création d'un bâtiment de stockage d'environ 800 m² et d'un bâtiment d'accueil d'environ 60m².



Carte 13 : Enjeux environnementaux sur le STECAL AS1 pour l'extension d'une entreprise.

Tableau 14 : Analyse des incidences sur l'environnement et de la séquence ERC mise en place sur le STECAL à vocation artisanale.

LECTURE PAYSAGERE ET ECOLOGIQUE	
INCIDENCES POTENTIELLES	
●	Le secteur se localise à une centaine de mètres de la RD630 et celui-ci est visible depuis la voie de circulation ;
●	Le secteur se localise à proximité du hameau de la Pivrane ;
●	Le secteur est en partie urbanisé car deux bâtiments s'y trouvent. De plus, le site est en fonctionnement ;
●	Le secteur se localise à proximité d'un plan d'eau ;
●	Le secteur se localise à l'interfaces de milieux ouverts.

Les incidences potentielles du projet sur le paysage et le patrimoine, sont jugées négatives, de niveau modéré.

MESURES ERC ET INCIDENCES RESIDUELLES

Réduction : Afin de réduire les incidences sur les paysages de la mise en place de ce STECAL, le règlement écrit régit la qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère des nouvelles constructions. En effet, les nouvelles constructions devront s'intégrer de manière harmonieuse dans le paysage naturel et urbain dans lequel elles se situent. Cependant, le règlement écrit n'encadre pas la volumétrie et l'implantation des constructions. Bien que le secteur soit déjà construit, la construction d'un nouveau bâtiment pourrait impacter la co-visibilité depuis la RD931.

Les incidences résiduelles du projet sur le paysage et le patrimoine, sont jugées négatives de niveau faible à modéré.

ENJEUX ECOLOGIQUES

INCIDENCES POTENTIELLES

- Le site n'est concerné par aucun périmètre d'inventaire ou de gestion du patrimoine naturel ;
- Le site n'est pas situé dans une zone humide potentielle ou avérée ;
- Le secteur se localise à proximité du hameau de la Pivrane ;
- Le secteur est déjà en partie bâti.
- Le secteur se localise en bordure de milieux ouverts de grande culture ou actuellement non exploité, d'après le RPG 2022.

Les incidences potentielles du projet sur les milieux naturels et la biodiversité sont jugées négatives, de niveau très faible car le site est déjà construit et en fonctionnement.

MESURES ERC ET INCIDENCES RESIDUELLES

Les incidences résiduelles du projet sur les milieux naturels et la biodiversité sont jugées négatives, de niveau très faible.

GESTION DES RESSOURCES

INCIDENCES POTENTIELLES

- La mise en place d'un STECAL pourrait avoir comme incidence l'augmentation des consommations d'eau potable et des besoins en assainissement ;
- L'imperméabilisation de nouvelles surfaces pourrait impacter la gestion des eaux pluviales ;
- La construction de nouvelles constructions pourrait augmenter la quantité de déchets ;
- Le secteur est déjà occupé par une entreprise en fonctionnement.

Les incidences potentielles du projet sur la ressource en eau sont jugées négatives, de niveau faible.

MESURES ERC ET INCIDENCES RESIDUELLES

Réduction : Le règlement écrit met en place, dans son article III-2, des mesures obligeant chaque construction et installation qui le nécessite, le raccordement au réseau public d'eau potable. De plus, les constructions doivent obligatoirement être raccordées au réseau public d'assainissement, s'il existe, et sinon celles-ci doivent être dotées d'un système d'assainissement non collectif, conforme au schéma directeur d'assainissement communal. Enfin, le règlement encadre le traitement des eaux pluviales, en imposant que les constructions et installations nouvelles ne doivent pas accroître les débits d'eaux pluviales. L'infiltration des eaux pluviales sur le terrain et/ou le stockage et la réutilisation des eaux pluviales doivent être privilégiés.

Les incidences résiduelles du projet sur la ressource en eau sont jugées négatives de niveau très faible.

RISQUES, NUISANCES ET POLLUTION

INCIDENCES POTENTIELLES

- Le secteur est intégralement concerné par un aléa retrait gonflement des argiles moyen ;
- Le secteur est traversé par une canalisation de gaz ;
- Le site n'est pas exposé à des risques technologiques.

Les incidences potentielles du projet sur les risques et nuisances sont jugées négatives, de niveau très faible.

MESURES ERC ET INCIDENCES RESIDUELLES

Réduction : La commune de Saint-Lieux-lès-Lavaur est concernée par un PPR départemental de retrait gonflement des argiles, permettant de limiter la vulnérabilité des populations au risque de retrait gonflement des argiles. Toutes les nouvelles constructions ou installations doivent répondre aux prescriptions déclinées par ce PPR.

Également, la canalisation de gaz traversant le STECAL fait l'objet d'une servitude d'utilité publique par arrêté du 11 avril 2008, permettant d'encadrer les constructions à proximité. Un projet de déplacement de cette canalisation est en cours.

Les incidences résiduelles du projet sur les risques et nuisances sont jugées négatives, de niveau nul à très faible.

ENERGIES ET CLIMAT

INCIDENCES POTENTIELLES

- L'extension de cette activité artisanale pourrait induire une augmentation des besoins énergétiques.

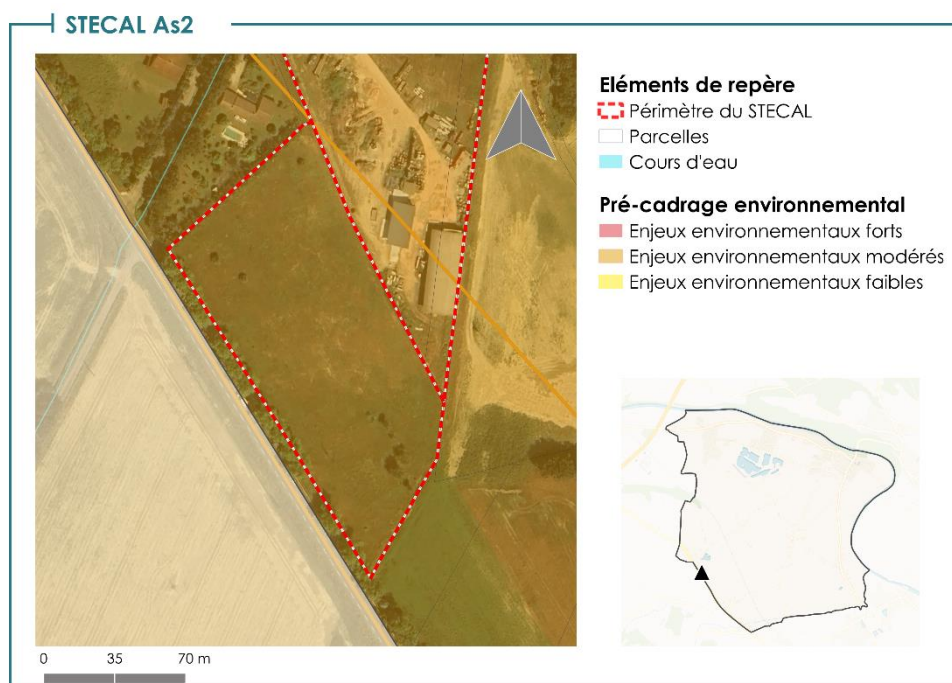
Les incidences potentielles du projet sur la consommation et la production d'énergie sont jugées négatives de niveau très faible.

MESURES ERC ET INCIDENCES RESIDUELLES

Les incidences résiduelles du projet sur la consommation et la production d'énergie sont jugées négatives de niveau faible.

b - STECAL AS2 à vocation de loisirs

Ce STECAL a pour objectif la création d'un équipement sportif comprenant 9 terrains de padel, des terrains de pétanque, un city foot, un terrain de basket, une aier de jeux pour enfants, une guinguette, des containers permettant de réaliser des vestiaires, des rangements et un sanck et enfin, un parking.



Carte 14 : Enjeux environnementaux s'appliquant sur le STECAL AS2 dédié à la création d'un équipement sportif.

Tableau 15 : Analyse des incidences sur l'environnement et de la séquence ERC mise en place sur le STECAL à vocation de loisirs.

LECTURE PAYSAGERE ET ECOLOGIQUE

INCIDENCES POTENTIELLES

- Le secteur se localise en bordure de la RD630 et celui-ci est visible depuis la voie de circulation ;
- Le secteur se localise à proximité du hameau de la Pivrane ;
- Le secteur est actuellement non bâti ;
- Le secteur se localise à l'interfaces de milieux ouverts agricoles.

Les incidences potentielles du projet sur le paysage et le patrimoine, sont jugées négatives, de niveau modéré.

MESURES ERC ET INCIDENCES RESIDUELLES

Réduction : Afin de réduire les incidences sur les paysages de la mise en place de ce STECAL, le règlement écrit régit la qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère des nouvelles constructions. En effet, les nouvelles constructions devront s'intégrer de manière harmonieuse dans le paysage naturel et urbain dans lequel elles se situent. Cependant, le règlement écrit n'encadre pas la volumétrie et l'implantation des constructions. De plus, ce STECAL s'applique sur un site en partie construit.

Les incidences résiduelles du projet sur le paysage et le patrimoine, sont jugées négatives de niveau modéré à faible.

ENJEUX ECOLOGIQUES

INCIDENCES POTENTIELLES

- Le site n'est concerné par aucun périmètre d'inventaire et de gestion du patrimoine naturel ;
- Le site n'est pas situé dans une zone humide potentielle ou avérée ;
- Le secteur se localise à proximité du hameau de la Pivrane ;
- Le secteur est actuellement non bâti ;
- Le secteur se localise en bordure de parcelle de blé tendre d'hiver, d'après le RPG 2022.

Les incidences potentielles du projet sur les milieux naturels et la biodiversité sont jugées négatives, de niveau faible.

MESURES ERC ET INCIDENCES RESIDUELLES

Les incidences résiduelles du projet sur les milieux naturels et la biodiversité sont jugées négatives, de niveau faible.

GESTION DES RESSOURCES

INCIDENCES POTENTIELLES

- La mise en place d'un STECAL pourrait avoir comme incidence l'augmentation des consommations d'eau potable et des besoins en assainissement ;
- L'imperméabilisation de nouvelles surfaces pourrait impacter la gestion des eaux pluviales ;
- La construction de nouvelles constructions pourrait augmenter la quantité de déchets ;
- Le secteur est déjà occupé par une entreprise en fonctionnement.

Les incidences potentielles du projet sur la ressource en eau sont jugées négatives, de niveau faible.

MESURES ERC ET INCIDENCES RESIDUELLES

Réduction : Le règlement écrit met en place, dans son article III-2, des mesures obligeant chaque construction et installation qui le nécessite, le raccordement au réseau public d'eau potable. De plus, les constructions doivent obligatoirement être raccordées au réseau public d'assainissement, s'il existe, et sinon celles-ci doivent être dotées d'un système d'assainissement non collectif, conforme au schéma directeur d'assainissement communal. Le site étant excentré du tissu urbain, un système d'assainissement autonome devra être mis en place. Enfin, le règlement encadre le traitement des eaux pluviales, en imposant que les constructions et installations nouvelles ne doivent pas accroître les débits d'eaux pluviales. L'infiltration des eaux pluviales sur le terrain et/ou le stockage et la réutilisation des eaux pluviales doivent être privilégiés.

Les incidences résiduelles du projet sur la ressource en eau sont jugées négatives de niveau très faible.

RISQUES, NUISANCES ET POLLUTION

INCIDENCES POTENTIELLES

- Le secteur est intégralement concerné par un aléa retrait gonflement des argiles moyen ;
- Le secteur pourrait être exposé à des nuisances sonores en lien avec sa localisation à proximité de la RD630 ;
- Une canalisation de gaz est présente sur la bordure nord du site ;
- Le site n'est pas exposé à des risques technologiques.

Les incidences potentielles du projet sur les risques et nuisances sont jugées négatives, de niveau faible.

MESURES ERC ET INCIDENCES RESIDUELLES

Réduction : La commune de Saint-Lieux-lès-Lavaux est concernée par un PPR départemental de retrait gonflement des argiles, permettant de limiter la vulnérabilité des populations au risque de retrait gonflement des

argiles. Toutes les nouvelles constructions ou installations doivent répondre aux prescriptions déclinées par ce PPR.

Également, la canalisation de gaz localisée au nord du STECAL fait l'objet d'une servitude d'utilité publique par arrêté du 11 avril 2008, s'appliquant sur le secteur, permettant d'encadrer les constructions à proximité. Un projet de déplacement de cette canalisation est en cours.

Les incidences résiduelles du projet sur les risques et nuisances sont jugées négatives, de niveau faible.

ENERGIES ET CLIMAT

INCIDENCES POTENTIELLES

- La création d'une activité de loisir pourrait induire une augmentation des besoins énergétiques. De plus, le secteur étant localisé en discontinuité du tissu urbain, l'accès à ce complexe sportif pourrait augmenter les consommations énergétiques du secteur des transports.

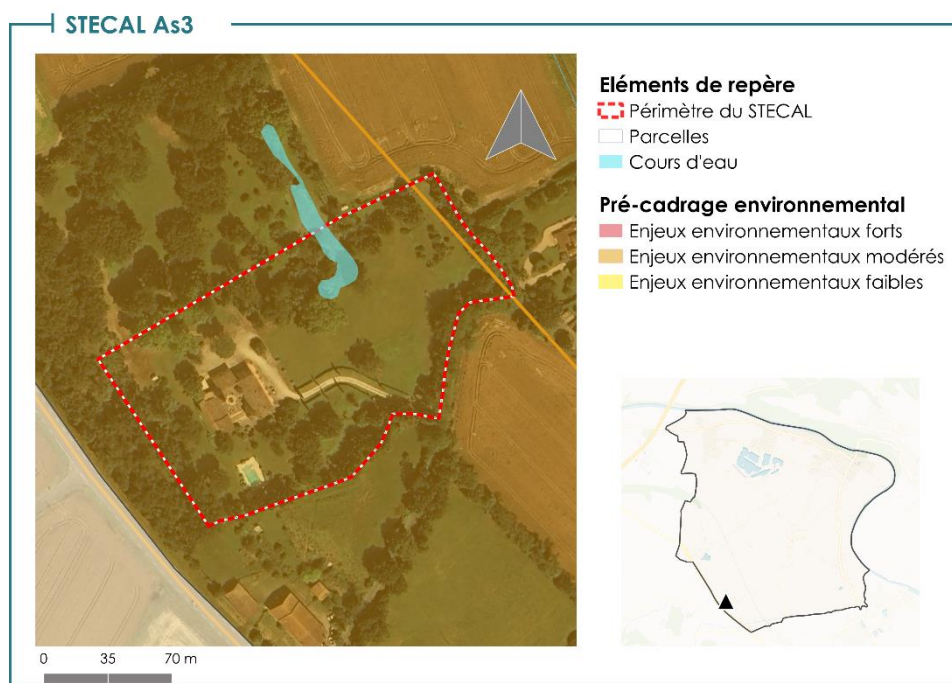
Les incidences potentielles du projet sur la consommation et la production d'énergie sont jugées négatives de niveau faible.

MESURES ERC ET INCIDENCES RESIDUELLES

Les incidences résiduelles du projet sur la consommation et la production d'énergie sont jugées négatives de niveau modéré.

c - STECAL AS3 à vocation de tourisme loisirs

Ce STECAL a pour objectif le développement d'un complexe touristique. Ce projet prévoit une extension de 30 m² du château, la construction de 3 annexes (2 de 40m² et une de 30 m²) et l'installation de 2 abris légers en bois de 20 m² et



Carte 15 : Les enjeux environnementaux présents sur le STECAL AS3 dédié au développement d'un complexe touristique.

Tableau 16 : Analyse des incidences sur l'environnement et de la séquence ERC mise en place sur le STECAL à vocation de tourisme loisirs.

LECTURE PAYSAGERE ET ECOLOGIQUE	
INCIDENCES POTENTIELLES	
●	Le secteur se localise à une trentaine de mètres de la RD630 et celui-ci est visible depuis la voie de circulation ;
●	Le secteur se localise à proximité du hameau des Cambards ;
●	Le secteur est en partie construit : le STECAL correspond au domaine du château de Cambards.
Les incidences potentielles du projet sur le paysage et le patrimoine, sont jugées négatives, de niveau faible.	
MESURES ERC ET INCIDENCES RESIDUELLES	
Evitement :	Initialement, l'emprise du projet de STECAL était plus importante et comprenait les abords de la RD630. Afin de réduire l'impact paysager de la mise en place de ce projet, le secteur de ce STECAL a été réduite afin de préserver une bande de 30 mètres inconstructible. Cette bande inconstructible et boisée, permettant de réduire la co-visibilité depuis la RD630.
Réduction :	Afin de réduire les incidences sur les paysages de la mise en place de ce STECAL, le règlement écrit réglemente la qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère des nouvelles constructions. En effet, les nouvelles constructions devront s'intégrer de manière harmonieuse dans le paysage naturel et urbain dans lequel elles se situent. Également, les alignements d'arbres présents sur les bordures nord-est, sud-est sont protégés au titre de l'article L.151-19 du code de l'urbanisme. Cependant, le règlement écrit n'encadre pas la volumétrie et l'implantation des constructions. De plus, ce STECAL s'applique sur un site en partie construit.

La mise en place de ce STECAL peut représenter une opportunité de valorisation de ce château et de sa demeure.

Les incidences résiduelles du projet sur le paysage et le patrimoine, sont jugées négatives de niveau faible à très faible.

ENJEUX ECOLOGIQUES

INCIDENCES POTENTIELLES

- Le site n'est concerné par aucun périmètre d'inventaire ou de gestion patrimoine naturel ;
- Le site n'est pas situé dans une zone humide potentielle ou avérée ;
- Le secteur se localise à proximité du hameau des Cambards ;
- Le secteur est en partie bâti ;
- Le secteur est en grande partie boisé, notamment sur les bordures et au sud-ouest.

Les incidences potentielles du projet sur les milieux naturels et la biodiversité sont jugées négatives, de niveau faible à modéré.

MESURES ERC ET INCIDENCES RESIDUELLES

Réduction : Le règlement écrit de la zone AS3 autorise uniquement l'extension des bâtiments existants, dans la limite de 50 m², les annexes, dans la limite de 300 m² au total et l'installation d'abris pour animaux, dans la limite de 100 m². Également, les annexes devront être localisées à 50 mètres maximum du bâtiment principal, permettant de concentrer les futurs bâtiments à proximité du secteur déjà bâti. Ces mesures permettent de limiter l'impact de la mise en place de ce STECAL sur la biodiversité.

Les incidences résiduelles du projet sur les milieux naturels et la biodiversité sont jugées négatives, de niveau faible.

GESTION DES RESSOURCES

INCIDENCES POTENTIELLES

- La mise en place d'un STECAL pourrait avoir comme incidence l'augmentation des consommations d'eau potable et des besoins en assainissement ;
- L'imperméabilisation de nouvelles surfaces pourrait impacter la gestion des eaux pluviales ;
- La construction de nouvelles constructions pourrait augmenter la quantité de déchets ;
- Le secteur est déjà en partie occupé par le château des Cambards.

Les incidences potentielles du projet sur la ressource en eau sont jugées négatives, de niveau faible.

MESURES ERC ET INCIDENCES RESIDUELLES

Réduction : Le règlement écrit met en place, dans son article III-2, des mesures obligeant chaque construction et installation qui le nécessite, le raccordement au réseau public d'eau potable. De plus, les constructions doivent obligatoirement être raccordées au réseau public d'assainissement, s'il existe, et sinon celles-ci doivent être dotées d'un système d'assainissement non collectif, conforme au schéma directeur d'assainissement communal. Enfin, le règlement encadre le traitement des eaux pluviales, en imposant que les constructions et installations nouvelles ne doivent pas accroître les débits d'eaux pluviales. L'infiltration des eaux pluviales sur le terrain et/ou le stockage et la réutilisation des eaux pluviales doivent être privilégiés.

Les incidences résiduelles du projet sur la ressource en eau sont jugées négatives de niveau très faible.

RISQUES, NUISANCES ET POLLUTION

INCIDENCES POTENTIELLES

- Le secteur est intégralement concerné par un aléa retrait gonflement des argiles moyen ;
- Le secteur pourrait être exposé à des nuisances sonores en lien avec sa localisation à proximité de la RD630. En effet, le bâtiment principal se localise à 70 mètres de la RD630 ;
- Une canalisation de gaz passe sur le nord du secteur ;
- Le site n'est pas exposé à des risques technologiques.

Les incidences potentielles du projet sur les risques et nuisances sont jugées négatives, de niveau faible.

MESURES ERC ET INCIDENCES RESIDUELLES

Réduction : La commune de Saint-Lieux-lès-Lavaur est concernée par un PPR départemental de retrait gonflement des argiles, permettant de limiter la vulnérabilité des populations au risque de retrait gonflement des argiles. Toutes les nouvelles constructions ou installations doivent répondre aux prescriptions déclinées par ce PPR.

Également, la canalisation de gaz traversant le STECAL fait l'objet d'une servitude d'utilité publique par arrêté du 11 avril 2008, permettant d'encadrer les constructions à proximité. Un projet de déplacement de cette canalisation est en cours.

Les incidences résiduelles du projet sur les risques et nuisances sont jugées négatives, de niveau faible.

ENERGIES ET CLIMAT

INCIDENCES POTENTIELLES

- La création d'une activité de tourisme pourrait induire une augmentation des besoins énergétiques. De plus, le secteur étant localisé en discontinuité du tissu urbain, l'accès à ce complexe sportif pourrait augmenter les consommations énergétiques du secteur des transports.

Les incidences potentielles du projet sur la consommation et la production d'énergie sont jugées négatives de niveau faible.

MESURES ERC ET INCIDENCES RESIDUELLES

Les incidences résiduelles du projet sur la consommation et la production d'énergie sont jugées négatives de niveau modéré.

III.3 - Incidences induites par les emplacements réservés

En application de l'article L 151-41 du Code de l'Urbanisme, peuvent être définis dans les PLU des emplacements réservés :

- Aux voies et ouvrages publics ;
- Aux installations d'intérêt général à créer ou à modifier ;
- Aux espaces verts à créer ou modifier ou aux espaces nécessaires aux continuités écologiques ;
- À la réalisation, dans les zones urbaines et à urbaniser et dans le respect des objectifs de mixité sociale, de programmes de logements ;
- À des servitudes interdisant, dans les zones urbaines et à urbaniser, sous réserve d'une justification particulière, pour une durée au plus de cinq ans dans l'attente de l'approbation par la commune d'un projet d'aménagement global, les constructions ou installations d'une superficie supérieure à un seuil défini par le règlement.

La commune de Saint-Lieux-lès-Lavaur a défini **2 emplacements réservés** sur le document graphique, de manière à anticiper la réalisation d'équipements et installations d'intérêt général.

L'emplacement réservé n°1 est localisé à l'interception entre la route Pradinas et en Barreau et a pour but l'aménagement du carrefour. Cet emplacement réservé se localise en bordure d'une zone humide et pourra donc impacter la fonctionnalité de celle-ci.

Les incidences de la mise en place de l'emplacement réservé sur l'environnement sont négatives, de niveau modéré.

Le deuxième emplacement réservé longe la RD38 et a pour objectif la **création d'une voie de cheminement doux**, permettant de relier la commune de Saint-Lieux-lès-Lavaur à la commune de Saint-Sulpice-la Pointe. De ce fait, la mise en place de cet emplacement réservé aura des incidences positives sur les consommations énergétiques car il permettra de favoriser l'usage des modes doux. Cet emplacement réservé se localise en grande partie en zone agricole pouvant donc augmenter la consommation d'espaces agricoles et l'imperméabilisation du sol. Les matériaux utilisés devront donc être perméables afin de permettre l'infiltration des eaux.

Les incidences de la mise en place de l'emplacement réservé sur l'environnement sont négatives, de niveau faible.

IV. INCIDENCES DU PLU SUR LES ZONES NATURA 2000

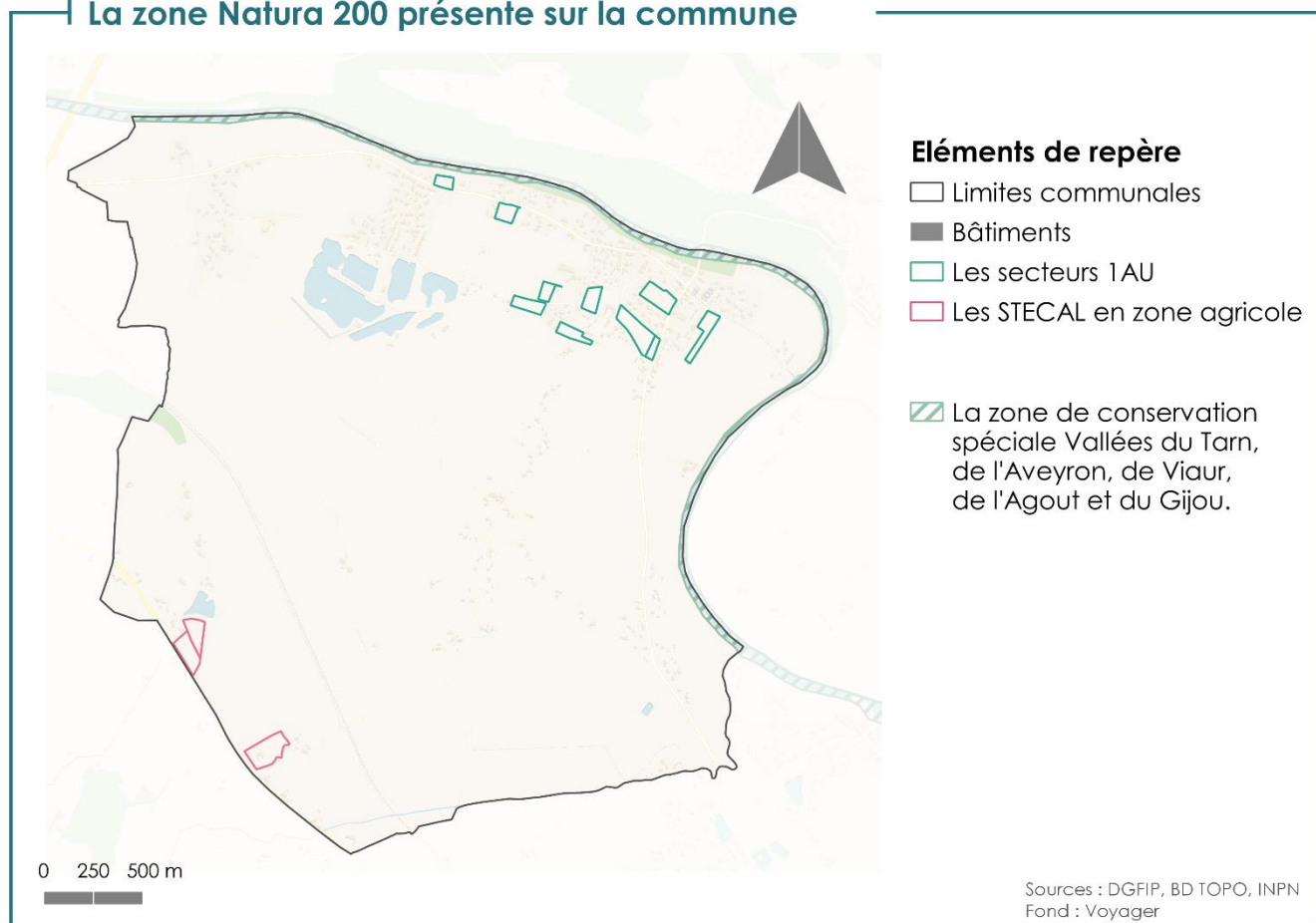
IV.1 - Sites Natura 2000 susceptibles d'être touchés de manière notable par la procédure de révision

a - Sites Natura 2000 susceptibles d'être touchés de manière notable par la procédure d'élaboration du PLU

La commune de Saint-Lieux-lès-Lavaur est concerné par une Zone Spéciale de Conservation, Vallées du Tarn, de l'Aveyron, du Viaur, de l'Agout et du Gijou (FR7301631). Aucune autre zone Natura 2000 est localisée sans un rayon de 10 km.

CODE	DIRECTIVE	NOM
FR7301631	ZSC	Vallées du Tarn, de l'Aveyron, du Viaur, de l'Agout et du Gijou

La zone Natura 200 présente sur la commune



Carte 16 : La zone Natura 2000 présente sur la commune de saint-Lieux-lès-Lavaur.

b - Caractéristiques de la ZSC Vallées du Tarn, de l'Aveyron, du Viaur, de l'Agout et du Gijou

D'une superficie de 17 180 ha, le site Natura 2000 « FR7301631 - Vallées du Tarn, de l'Aveyron, du Viaur, de l'Agout et du Gijou » est composé de 3 vallées encaissées sur granite et schiste. Ces trois parties comportent de nombreux affleurements rocheux, des ripisylves, boisements (chênaies avec hêtre, châtaigneraies et reboisements artificiels en résineux), landes, prairies et cultures. Les cours linéaires sont retenus pour leurs potentialités pour les poissons migrateurs (restauration en cours). Le site est localisé sur 2 domaines biogéographiques : 63 % pour le domaine atlantique et 37 % pour le domaine continental.

Ce site Natura 2000 vise 17 types d'habitats dont 4 identifiés comme prioritaires qui sont :

- Formations herbeuses à *Nardus*, riches en espèces, sur substrats siliceux des zones montagnardes ;
- Tourbières hautes actives
- Sources pétrifiantes avec formation de tuf ;
- Forêts alluviales à *Alnus glutinosa* et *Fraxinus excelsior*

Le site Natura 2000 vise également plusieurs espèces dont :

- 6 espèces de poissons comme la Sofie ou la Bouvière ;
- 10 espèces de mammifères dont 9 espèces de chauves-souris comme le grand murin ou la Barbastelle d'Europe, et la Loutre d'Europe ;
- 9 espèces d'invertébrés dont 1 papillons, 1 moule et autres bivalves d'eau douce, 4 libellules et demoiselles (comme l'Agrion de Mercure), 2 coccinelles, scarabées et autres coléoptères et 1 crustacé d'eau douce.

Qualité et importance : Très grande diversité d'habitats et d'espèces dans ce vaste réseau de cours d'eau et de gorges. Intérêts majeurs pour *Lutra lutra*, *Margaritifera margaritifera* (Agout, Gijou). Station la plus orientale du chêne Tauzin, présence de très beaux vieux vergers traditionnels de châtaigniers (Viaur). Frayères potentielles de *Salmo salar* (restauration en cours) (Tarn, Aveyron surtout).



Photo 1 : Photographie de la loutre d'Europe. / Source : INPN



Photo 2 : Photographie de l'Agrion de Mercure. / Source : INPN

Vulnérabilité : Remplacement des habitats forestiers d'origine par des résineux exotiques, qualité de l'eau à surveiller.

IV.2 - Incidences potentiellement induites par la révision du PLU sur le site Natura 2000

Le site Natura 2000 est classé en totalité en **zone Ntvb** (zone naturelle réservoir de biodiversité de la trame verte). La zone Ntvb inclut les boisements de la ripisylve de l'Agout, et couvre donc une superficie plus large que la zone Natura 2000, permettant de préserver de l'urbanisation ces secteurs que l'on peut qualifier de relais pour la biodiversité inféodée aux sites Natura 2000.

Dans les zones Ntvb, l'objectif poursuivi par le règlement écrit est de **réglementer les usages et affectations du sol, constructions et activités, préserver les paysages et secteurs de biodiversité riches**. La zone Ntvb concourt à la **préservation de la Trame Verte et Bleue** en protégeant les **réservoirs de biodiversité** que constitue l'Agout. Elle correspond aux zones naturelles les plus sensibles en termes de protection des milieux naturels, des paysages, de prévention des risques (zones d'expansion des crues) et de protection de la ressource en eau.

Le règlement écrit associé à la zone Ntvb autorise uniquement **l'évolution des bâtiments d'exploitation**, nécessaire à une activité agricole, pastorale ou forestière, ou au prolongement de l'acte de production, existants à la date d'approbation du PLU, sous réserve de ne pas **entraver la fonctionnalité écologique du milieu** et permettent le passage de la faune à proximité immédiate. De plus, très peu de bâtiment sont présents dans la zone NTVB ou en bordure, limitant donc très fortement les possibilités d'extension de ceux-ci. Concernant les logements, sont admis les extensions des logements existants à la date d'approbation du PLU à la condition que la surface de plancher totale des extensions n'excède pas 30% de la surface de plancher de la construction initiale à la date d'approbation du PLU.

La construction d'une ou plusieurs annexes aux logements neufs ou existants est également autorisée sous réserve que l'emprise au sol totale de ces annexes sur l'unité foncière ne dépasse pas 50 m² et d'être implantées à une distance maximale de 20 m à compter de tout point de la construction principale.

Enfin le règlement autorise :

- Les **extensions limitées des équipements collectifs** sous réserve de démontrer qu'elles ne soient pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière du terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages.
- Les **constructions ou installations nécessaires à la gestion du risque d'inondation** ;
- Les interventions d'entretien de la ripisylve, permettant bon fonctionnement physique et écologique d'un cours d'eau.

Enfin, **aucun secteur de développement n'intercepte le site Natura 2000**, ni **aucun emplacement réservé**.

Enfin, le site Natura 2000 est concerné par plusieurs menaces et pression pouvant avoir des incidences négatives sur le secteur. Le tableau ci-dessous récence ces menaces.

Tableau 17 : Les menaces et pressions s'appliquant sur le site Natura 2000 et moyens dont le PLU permet de limiter ces pressions.

MENACES ET PRESSION	IMPORTANCE	INTERIEUR/EXTERIEUR	MESURES PRISE PAR LE PLU
Abandon/absence de fauche	Faible	Intérieur	Le PLU ne permet pas de réduire cette pression.
Elimination des haies et bosquets ou des broussailles	Faible	Intérieur et extérieur	Le PLU de Saint-Lieux-lès-Lavaur permet de préserver les haies du territoire au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme.

			Également, le PLU définit des Espaces boisés Classés, qui seront préservés.
Elimination des arbres morts ou dépérissant	Faible	Intérieur et extérieur	Le PLU ne permet pas de réduire cette pression.
Modification des pratiques culturelles	Moyenne	Extérieur	Le PLU ne permet pas de réduire cette pression.
Pâturage intensif	Moyenne	Intérieur	Le PLU ne permet pas de réduire cette pression.
Utilisation de biocides	Moyenne	Intérieur et extérieur	Le PLU ne permet pas de réduire cette pression.
Fertilisation	Moyenne	Intérieur et extérieur	Le PLU ne permet pas de réduire cette pression.
Sports nautiques	Moyenne	Intérieur	Le zonage en NTVb de ce site Natura 2000 ne permet pas le développement d'une activité de sport nautique.
Alpinisme, escalade, spéléologie	Moyenne	Extérieur	Le PLU ne permet pas de réduire cette pression.
Piétinement sur fréquentation	Moyenne	Intérieur et extérieur	Le PLU de Saint-Lieux-lès-Lavaur ne prévoit pas la création de cheminement doux ou d'activités pouvant augmenter la fréquentation à proximité de l'Agout.
Fermeture des grottes ou de galeries	Moyenne	Extérieur	La commune de Saint-Lieux-lès-Lavaur n'est pas concernée par la présence de grottes et cavités.
Mort ou blessure d'animaux par collision	Moyenne	Extérieur	Aucune voie routière n'est directement présente dans le site Natura 2000. Cependant la RD 38 se localise à proximité du site Natura 2000 et représente un axe principal d'accès à la commune. La mise en place de secteurs de développement le long de cette voie pourrait augmenter le trafic routier et augmenter le risque de collision. Cependant, ces secteurs ont été défini en continuité du tissu urbain, permettant de réduire les besoins en déplacement.
Pollution des eaux de surface par des installations industrielles	Moyenne	Intérieur et extérieur	Aucune installation industrielle n'est présente dans la commune de Saint-Lieux-lès-Lavaur. Également, le règlement écrit interdit l'implantation d'activités industrielles sur la commune.
Pollution diffuse des eaux de surface due aux activités agricoles ou forestières	Moyenne	Intérieur et extérieur	Afin de limiter les risques de pollution de la ressource en eau par ces activités, le zonage NTVb autorise uniquement le développement des activités déjà présentes. Également, une bande tampon de 10 mètres s'applique aux abords des cours d'eau.
Pollution lumineuse	Moyenne	Intérieur et extérieur	Le PLU ne permet pas de réduire cette pression.

Espèces exotiques envahissante	Moyenne	Intérieur	Le PLU interdit l'usage de plantes allergènes et envahissante
Modifications du fonctionnement hydrographique	Moyenne	Intérieur	Le PLU reconnaît les différents cours d'eau et maintient leur caractère naturel.
Autres changements des conditions hydrauliques induits pas l'homme	Moyenne	Intérieur	Le PLU ne permet pas de réduire cette pression.
Erosion	Moyenne	Intérieur et extérieur	Afin de limiter l'érosion des berges de l'Agout, le PLU de Saint-Lieux-lès-Lavaux classe l'Agout et ses berges en zone Ntvb permettant de protéger ce secteur de l'urbanisation. L'interdiction de la construction de nouveaux bâtiments permet de lutter contre l'érosion des sols. Également, les espaces boisés et plantations présentes sont protégés car leur coupes et abatage sont soumis à autorisation. Des EBC et des prescriptions linéaires permettent aussi de préserver cette végétation, jouant un rôle majeur dans la lutte contre l'érosion.
Envasement	Moyenne	Intérieur	Le PLU ne permet pas de réduire cette pression.

Ainsi la mise en œuvre du PLU n'aura pas de conséquences majeures sur la conservation des habitats et des espèces ciblés lors de la désignation du site Natura 2000 FR7301631 « ZSC Vallées du Tarn, de l'Aveyron, du Viaur, de l'Agout et du Gijou ».

V. COMPATIBILITE DE LA PROCEDURE D'ELABORATION AVEC LES PLANS ET PROGRAMMES D'ORDRE SUPERIEUR

D'après l'article L.131-1 et suivants du code de l'urbanisme, les Plans Locaux d'Urbanisme doivent respecter des principes de compatibilité avec des plans et programme de rang supérieur.

La commune de Saint-Lieux-lès-Lavaur doit notamment être compatible avec le SCoT du Vaurais, approuvé le 12 décembre 2016. Cependant, un certain nombre de documents ont été approuvé après le SCoT : le PLU devra être compatible avec ces documents. Le tableau ci-dessous recense les documents avec lesquels le PLU doit être compatible.

Tableau 18 : Plans et programmes avec lesquels le PLU de Saint-Lieux-lès-Lavaur doit être compatible.

PLANS ET PROGRAMMES DE RANG SUPERIEUR	DATE D'APPROBATION
Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) du Vaurais	Approuvé le 12 décembre 2016
Les règles générales du fascicule du Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) de la région Occitanie	Adopté le 30 juin 2022
Le Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) de la CC Tarn-Agout	Approuvé le 15 mars 2023
Les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par les Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux	Approuvé le 10 mars 2022
Les objectifs de gestion des risques d'inondation définis par le Plan de Gestion des Risques d'Inondation (PGRI) Adour-Garonne 2022-2027, ainsi qu'avec ses orientations fondamentales et ses dispositions	Approuvé le 10 mars 2022
Les objectifs de protection définis par le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux Agout	En cours de révision

V.1 - Le SCoT du Vaurais

PRESCRIPTION/RECOMMANDATION DU SCOT	DECLINAISON DANS LE PLU DE LAVAU
CHAPITRE 1. : UNE ARMATURE URBAINE SOLIDAIRE ET EQUILIBREE	
1.1 UNE PRODUCTION DE LOGEMENTS DONNANT CORPS AUX CAPACITES D'ACCUEIL COMMUNALES	
1.1.1 Favoriser le renouvellement/réinvestissement urbain	
P. 1 : Avant toute urbanisation en extension, l'ensemble des communes doit identifier les surfaces susceptibles de faire l'objet de réinvestissement et de renouvellement urbain. Les documents d'urbanisme, doivent par conséquent analyser le potentiel foncier disponible et comporter un échéancier prévisionnel favorisant l'utilisation de ce potentiel urbanisable avant toute nouvelle ouverture à l'urbanisation.	<p>Une analyse du potentiel de densification a été réalisée avant de prévoir les sites d'extension de l'urbanisation.</p> <p>Un échéancier d'ouverture à l'urbanisation a été prévu de manière à favoriser en priorité la densification du tissu existant, sans pour autant mettre en péril les possibilités de développement de la commune. Un équilibre a donc été trouvé entre densification des zones U et ouverture à l'urbanisation des zones AU.</p>
P. 2 : En la matière, les pôles urbains centraux et les pôles relais doivent permettre la mutation de leur tissu bâti dans les secteurs identifiés, à travers des emplacements réservés de manière ponctuelle et surtout à travers des Orientations d'Aménagement et de Programmation. Les pôles urbains de Lavar et de Saint-Sulpice devront accueillir au moins 20% de leurs nouveaux logements en réinvestissement urbain. Les pôles relais devront accueillir au moins 10% de leurs nouveaux logements en réinvestissement urbain.	
P. 3 : Les communes rurales doivent permettre la densification et le renouvellement urbain des secteurs situés à proximité du centre, sans que cela soit de nature à déstructurer l'organisation urbaine et villageoise. Si le SCoT n'impose pas de pourcentage minimum en réinvestissement pour les communes rurales, il n'empêche que cela doit rester un objectif.	Non concerné.
P. 4 : Afin de favoriser le renouvellement urbain sur le long terme, les communes doivent identifier les secteurs ayant une faible densité et pouvant faire l'objet d'une opération de renouvellement urbain à proximité des équipements et services.	Aucun secteur de faible densité propice au renouvellement urbain n'a pu être identifié à Saint-Lieux-lès-Lavar.
P. 5 : Dans cet esprit, les PADD des PLU doivent concourir à l'élaboration d'un véritable projet urbain visant à appréhender de façon opérationnelle : -la conception de différentes échelles d'espaces publics, -les relations fonctionnelles et les liaisons inter quartiers, -le phasage dans le temps du développement urbain, une approche de l'habitat intégrant de nouvelles typologies urbaines en relation avec la morphologie historique du bourg (plan d'épannelage, composition du linéaire bâti, volumétrie dominante, coupe architecturale...).	<p>Le projet de PLU a été conçu dans l'optique de préserver l'ambiance du village. Ainsi, l'ensemble des zones à urbaniser a été pensée de manière à faire le lien avec le centre-bourg et les équipements existants ou à venir.</p> <p>Les liaisons douces existantes ou à créer ont été prises en compte dans le projet de développement.</p> <p>Aucune forme urbaine n'a été imposée dans les OAP afin de permettre de varier les formes et les densités.</p>

Les futurs secteurs à dominante résidentielle ne doivent plus faire appel à la seule typologie de la maison individuelle mais pourrons proposer un mix entre individuel, semi-collectif et collectif afin de répondre à la demande des ménages mais aussi afin de développer des modes d'habiter plus vertueux sur le plan environnemental et énergétique.	
P. 6 : Le DOO précise que la mobilisation de foncier économique en zone urbaine constituée (zone U des documents d'urbanisme locaux), pour participer à la dynamique résidentielle, doit être étudiée de façon à ne pas dévitaliser le dynamisme économique de la commune ou du secteur associé.	Le règlement de la zone U permet l'accueil d'activités économiques, à conditions qu'elles ne créent pas de nuisance avec le voisinage immédiat.
1.1.2 Maîtriser l'extension urbaine résidentielle	
P. 7 : Les secteurs d'extensions urbaines doivent se situer en continuité des centres bourgs, centres villes, pôles de quartier, en recherchant la proximité des équipements, des commerces, des services et des transports collectifs et, en excluant les activités présentant des nuisances avérées pour le voisinage (notamment les installations classées pour la protection de l'environnement	Les 9 secteurs 1AU définis dans le PLU de Saint-Lieux-lès-Lavaur sont tous localisés soit en extension directe du tissu urbain, soit en dent creuse. De plus, aucun de ces secteurs n'est localisé à proximité des activités présentant des nuisances pour le voisinage car aucun des secteurs de développement n'est localisé à proximité d'une ICPE.
P. 8 : Les extensions urbaines destinées à l'habitat, autorisées par le SCoT feront l'objet d'orientations d'aménagement et de programmation au sein des PLU. Le SCoT prescrit que ces pièces règlementaires doivent faire l'objet de plans de composition, intégrant les notions et les concepts suivants : la greffe urbaine : relier le quartier nouveau aux tissus bâtis existants, mais aussi aux espaces non bâtis (agricoles et environnementaux). Cette liaison doit être à la fois visuelle (alignements d'arbres, trame bâtie insérée dans les lignes de force du paysage existant) et fonctionnelle (cheminements vers les lieux de vie, équipements, commerces). Les projets devront proposer des volumes (hauteur) et un ordonnancement des constructions (implantation des constructions) qui soient adaptés aux morphologies bâties environnantes, et à la topographie du terrain. De même, l'aspect extérieur de constructions devra entrer en cohérence avec le tissu urbain traditionnel. Le maillage viaire : le plan de composition doit mettre en mouvement le projet, au travers d'une trame viaire maillée et hiérarchisée. Elle devra s'insérer dans le réseau viaire de la commune de manière adaptée et sécurisée, s'inscrivant dans son fonctionnement. Elle doit être adaptée aux flux générés par le programme d'aménagement, et anticiper les besoins futurs en vue d'une évolution éventuelle du secteur. Par ailleurs, la réflexion relative au maillage viaire doit être conjointe avec le développement d'un réseau de cheminements doux, et prévoir les emprises nécessaires pour une	<p>Tout d'abord, le PLU de Saint-Lieux-lès-Lavaur permet de préserver les alignements d'arbre et les haies du territoire, notamment celles et ceux présentes dans le tissu urbain et aux abords des secteurs de développement, permettant de contribuer à la mise en place de continuités visuelles. De plus, les OAP permettent de renforcer cette végétalisation en imposant pour certains secteurs la création d'alignements d'arbres.</p> <p>Ensuite, le PLU de Saint-Lieux-lès-Lavaur permet de développer les modes doux, en renforçant et en réalisant une extension du cheminement déjà présent (cf. partie III.5), permettant de renforcer la continuité fonctionnelle entre ces secteurs et le tissu urbain.</p>

desserte en transports en commun à l'échelle communale et intercommunale.	
P. 9 : Le SCoT prescrit que le développement des Communes et l'accueil des habitants est conditionné à la réalisation des équipements nécessaires à cet accueil. Le SCoT sera attentif à la corrélation entre ces éléments afin de respecter les principes de développement du projet du territoire.	La commune de Saint-Lieux-lès-Lavaur possède d'ores et déjà les équipements nécessaires à l'accueil de population envisagé : école, assainissement collectif, commerces de proximité, loisirs, etc.
1.1.3 Des enveloppes de consommation foncière adaptées	
P. 10 : Cette démarche qualitative dans la composition urbaine des nouveaux quartiers doit respecter les exigences de densités prescrites dans l'orientation 1.1.3.	
<p>P. 11 : Ces densités moyennes, se rapportent à l'espace résidentiel cessible des opérations d'aménagement (superficie des espaces dédiés à l'habitat y compris les espaces privatifs et les espaces communs). Les documents d'urbanisme devront par conséquent définir leur développement en tenant compte des objectifs de densité moyenne définis ci-après, densité moyenne exprimée à l'échelle communale hors renouvellement / réinvestissement urbain.</p> <p>Niveau 1- les communes rurales :</p> <p>-8 logements moyens par hectares pour Bannières, Belcastel, Garrigues, Lacougotte-Cadoul, Marzens, Massac-Séran, Montcabrier, Roquevidal, St Agnan, Veilhes, Villeneuve les Lavaur, Viviers les Lavaur</p> <p>-10 logements moyens par hectare pour Azas, Lugan, St Jean de Rives, Teulat.</p> <p>Niveau 2 - les pôles relais :</p> <p>-13 logements moyens par hectare pour Ambres et St Lieux les Lavaur,</p> <p>-15 logements moyens par hectare pour Buzet-sur-Tarn et Labastide St Georges ;</p> <p>Niveau 3 - les pôles urbains centraux :</p> <p>-20 logements moyens par hectare pour Lavaur,</p> <p>-25 logements moyens par hectare pour St Sulpice.</p>	La densité moyenne du SCoT a été prise en compte dans l'élaboration des OAP, et adapté en fonction des secteurs (proximité du centre-bourg et des équipements, localisation, topographie, etc.).
P. 12 : Les objectifs de densification doivent privilégier des formes d'habitat mixtes moins consommatrices d'espace tout en répondant aux souhaits d'habitat en milieu urbain, périurbain ou rural en veillant à panacher les formes urbaines au travers d'un habitat individuel groupé dense, petit collectif et collectif et en limitant le développement d'une offre mono-spécifique en habitat individuel non groupé.	Les OAP n'imposent pas de formes urbaines, mais une densité moyenne par opération afin de permettre la diversité des formes urbaines.
P. 13 : Au sein des pôles urbains centraux et des pôles relais, la production de logements collectifs et semi-collectifs doit permettre de diversifier le parc existant et de répondre aux exigences de réduction de la consommation foncière. À cet effet, les documents d'urbanisme locaux doivent prévoir dans leur projet de développement les caractéristiques adéquates pour favoriser cette diversification des typologies d'habitat.	Les OAP n'imposent pas de formes urbaines, mais une densité moyenne par opération afin de permettre la diversité des formes urbaines.

P. 14 : Pour les pôles relais et les pôles urbains centraux, la densité minimale par opération d'aménagement d'ensemble est de 8 logements / hectare. Dans un délai de trois ans après l'approbation du SCoT, un premier bilan permettra de savoir si cette densité minimale par opération ne met pas en échec les objectifs de densités moyennes pour les pôles relais et les pôles urbains centraux.	/
P. 15 : À l'occasion de l'approbation du SCoT, comme pour sa future évaluation à 6 ans, l'atteinte des objectifs s'appréciera par commune, au vu des opérations d'habitat réalisées. Le calcul de la densité se fera en rapportant le nombre de logements construits à la superficie totale des opérations d'aménagement exprimée en hectare (y compris l'emprise de la voirie et des espaces publics, ex : bassins d'orage, réserve incendie, etc.). Est considérée comme opération d'aménagement, toute procédure d'urbanisme opérationnel à savoir : ZAC, permis d'aménager,	/
P. 16 : Dans les opérations mixtes (logements + bureaux / commerces/ services), la densité de logements à l'hectare ne s'applique pas aux les espaces dédiés aux équipements publics structurants pour lesquels une surface spécifique est identifiée. Hors équipement public, le calcul de la densité se fera, comme pour une opération d'habitat, en rapportant le nombre de logements construits à la superficie totale de l'opération exprimée en hectare.	/
P. 17 : Les secteurs urbains situés autour des gares de Lavar centre et de Saint- Sulpice ou d'une station de transport collectif en milieu urbain (10 à 15 mn à pied), existante ou à venir doivent faire l'objet d'une intensité urbaine majorée dans les documents d'urbanisme locaux	Le PLU de Saint-Lieux-lès-Lavaur n'est pas concerné par cette prescription.
P. 18 : La prise en compte de la consommation foncière entre en considération à partir de l'approbation du SCoT. Ainsi, à la date de révision du document d'urbanisme local, la consommation foncière effective depuis l'approbation du SCoT sera prise en compte.	L'analyse de la consommation d'espace a été réalisée sur la période 2011-2021, comme demandé par la loi Climat Résilience
P. 19 : L'accueil des nouveaux habitants, la production de logements et la consommation foncière, associés à la réalisation du projet « Les Portes du Tarn » sont conditionnés à la réalisation du projet conformément à ce qui est prévu en date d'approbation du SCoT. Dans la mesure où ce projet serait remis en question dans sa programmation, les surfaces associées devraient être modifiées.	/

<p>P. 20 : Le SCoT prévoit des surfaces d'urbanisation complémentaires dédiées à l'implantation d'équipements publics structurants (équipement scolaire, équipements sportifs...). Dans ce cas, les PLU doivent justifier toute mobilisation de ces surfaces complémentaires. Ces dernières devront notamment permettre une greffe optimale du secteur concerné au centre « fonctionnel » de la commune.</p>	<p>Aucun équipement public structurant n'est prévu sur la commune de Saint-Lieux-lès-Lavaur.</p>
<p>P. 21 : Les équipements portés par la Région, le Département et l'Intercommunalité seront compris dans ces surfaces d'urbanisation complémentaire. À titre d'exemple, le projet de salle multisports peut entrer dans ces équipements, de même que les équipements scolaires de type collège ou lycée. Les équipements qui présentent un intérêt au-delà des limites de la Commune, sous réserve d'être justifiés peuvent également être pris en compte dans cette identification. Ainsi, un stade peut être intégré à condition que les communes limitrophes ne disposent pas d'un tel équipement et que celui-ci soit mutualisé. Les documents d'urbanisme locaux doivent localiser et délimiter ces secteurs par un zonage dédié indicé « e » et les justifier.</p>	<p>Aucun équipement de ce type n'est prévu sur la commune de Saint-Lieux-lès-Lavaur.</p>
<p>P. 22 : Toute zone d'urbanisation future acquise ou en cours d'acquisition dans les divers documents d'urbanisme locaux, doit être mobilisée prioritairement, quand cela est possible, dans les secteurs desservis par les transports collectifs pour assurer une accessibilité au plus grand nombre.</p>	<p>Les secteurs d'urbanisation future sont tous situés à proximité du centre-bourg, ou à proximité d'une liaison douce permettant de rejoindre le centre-bourg.</p>
<p>1.2 UNE REPARTITION GEOGRAPHIQUE EQUILIBREE DU PARC RESIDENTIEL SOCIAL</p>	
<p>P. 23 : Le SCoT anticipe les besoins futurs en logements sociaux et détermine le nombre de logements à construire sur la base :</p> <ul style="list-style-type: none"> -d'un objectif volontaire d'une programmation afin de tendre vers une production de 20% de logements sociaux parmi la production nouvelle. La programmation de cette production de logements concerne uniquement les pôles du territoire (pôles urbains centraux et pôles relais), disposant des services et équipements de proximité nécessaires ; -d'une approche tenant compte de la volonté de développer l'offre sur le territoire. 	<p>Aucun logement social n'est imposé dans les OAP en raison de la taille des opérations souvent trop petite pour attirer un bailleur.</p>
<p>P. 24 : La programmation de ces objectifs de production de logements sociaux identifiés dans le Programme Local de l'Habitat (PLH) en cours d'élaboration constituera une première phase de production de logements sociaux. Ses révisions successives assureront la programmation de ces objectifs à moyen et longs termes.</p>	<p>/</p>
<p>P. 25 : Les documents d'urbanisme locaux devront dès lors, afin de guider la démarche réglementaire, préciser un niveau de production de logements sociaux en lien avec le futur PLH approuvé.</p>	<p>/</p>

<p>P. 26 : De façon générale, afin d'optimiser l'accès aux transports publics, les nouvelles opérations réalisées à proximité de pôles d'échanges et gares doivent prévoir une majoration de la programmation de logements sociaux.</p>	<p>/</p>
<p>CHAPITRE 2 : ADAPTER L'ATTRACTIVITE AUX CONTEXTES GEOGRAPHIQUES ET ENVIRONNEMENTAUX</p>	
<p>1. ELEMENTS CONSTITUTIFS DE LA TVB : LES CŒURS DE BIODIVERSITE</p>	
<p>1. Identifier les cœurs de biodiversité</p>	
<p>P. 27 : Les cœurs de biodiversité sont identifiés par les ensembles suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> -la ZNIEFF de type 1 de la forêt de Buzet ; -la ZNIEFF de type 1 du Bois des Costes des Graves et Grand Bois ; -la zone Natura 2000 de la vallée du Tarn, de l'Aveyron, du Viaur, de l'Agout et du Gijou ; -les zones humides dont la délimitation précise sera à affiner dans le cadre de l'élaboration des documents d'urbanisme locaux ; -l'ensemble des ZNIEFF et secteurs Natura 2000, de nouvelle génération. 	<p>Le PLU de Saint-Lieux-lès-Lavaur prend en compte la Trame Verte et Bleue dans son zonage en identifiant la zone Natura 2000 de la vallée du Tarn, de l'Aveyron et du Gijou en zone Ntvb, permettant de restreindre les constructions autorisées. En effet, uniquement les extensions et annexes d'exploitations agricoles, naturelle et forestières ainsi que les extensions et annexes de logements existants sont autorisées.</p> <p>Les zones humides identifiées dans l'inventaire des zones humides du Tarn sont également préservées au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme. Elles sont identifiées par une prescription graphique, permettent de les préserver des affouillement et exhaussement.</p> <p>Cependant, 2 zones humides recensées dans l'inventaire départemental ne sont pas protégées au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme et des secteurs de développement interceptent ces zones humides. Ces zones humides ayant une superficie supérieure à 0,1ha, l'aménagement des secteurs devra faire l'objet d'une déclaration loi sur l'eau. De plus, le SDAGE Adour Garonne et le SAGE Agout identifient des surfaces de compensations en cas de destruction de zone humide.</p>
<p>2. Réglementer les cœurs de biodiversité</p>	
<p>P. 28 : Au sein des documents d'urbanisme locaux, il est prescrit la mise en œuvre d'un zonage de type NTVB garantissant l'inconstructibilité de ces milieux (hors bâtiments strictement liés à l'usage, à la bonne gestion de ces milieux à l'exploitation du milieu et de la ressource et hors des bâtiments patrimoniaux existants répertoriés sur ces zones par un zonage N et un règlement adapté).</p>	<p>Le PLU de Saint-Lieux-lès-Lavaur met bien en œuvre un zonage Ntvb sur l'Agout et ses berges, permettant de préserver les richesses écologiques de la zone. Sont autorisées dans cette zone les extensions et annexes des bâtiments d'exploitation agricole, forestières et pastorale déjà existante à l'approbation du document.</p> <p>Les extensions de logements existants sont également autorisées.</p>
<p>P. 29 : Est prescrite au titre de la préservation, du maintien et de la remise en bon état des continuités écologiques, la protection des boisements pour les espaces identifiés dans le SCoT (cf. carte des cœurs de biodiversité).</p>	<p>Le PLU de Saint-Lieux-lès-Lavaur identifie des petits boisements à préserver au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme ainsi que des alignements</p>

	d'arbres et de haies. Ces prescriptions permettent de protéger ces boisements.
P. 30 : L'identification de zones N à règlement adapté pour autoriser certains équipements publics d'intérêt général ou des actions liées à l'exploitation des carrières, en justifiant le besoin, sont autorisées.	Le PLU identifie une zone agricole le long du ruisseau de Sezy au sud de la commune, permettant de préserver la ripisylve de ce cours d'eau. Le territoire de Saint-Lieux-lès-Lavaur étant majoritairement agricole, peu de zone N sont identifiées. Le règlement associé à ces zones naturelles autorisé les équipements publics d'intérêt général.
<p>P. 31 : Au sein des cœurs de biodiversité de la TVB (identifiés dans le diagnostic territorial), le SCoT prescrit :</p> <ul style="list-style-type: none"> -la protection des boisements significatifs et la valorisation et la protection du ou des paysages, -les protections des ripisylves des cours d'eau, -la protection des zones humides identifiées à l'échelle communale et intercommunale en pérennisant leur fonctionnement (protection des zones d'alimentation, mise en place de zones tampons...), -La préservation des cours d'eau en interdisant les nouvelles constructions et annexes dans une bande de 10 mètres de part et d'autre du haut de la berge du cours d'eau, -le SCoT prescrit l'interdiction d'urbanisation linéaire ou circulaire autour des réservoirs de biodiversité pour assurer le maintien des échanges avec les milieux limitrophes, -Le SCoT rappelle qu'au sein des sites Natura 2000 du territoire, les aménagements doivent être compatibles avec les documents d'objectifs respectifs des sites et faire l'objet, conformément au code de l'Environnement, d'une étude d'incidences. <p>Le classement devra être compatible avec l'existence d'ouvrage d'intérêt général et de services publics en veillant, à déclasser, le cas échéant, des bandes d'une largeur suffisante par rapport à l'implantation de ces ouvrages.</p>	Le PLU identifie les abords de l'Agout en zone Ntvb, afin de protéger ce réservoir de biodiversité et ma zone Natura 2000 de l'artificialisation. En effet, le règlement de la zone Ntvb permet de restreindre les constructions autorisées car uniquement les extensions et les annexes des exploitations existantes ou des logements existants sont autorisées. De plus, des prescriptions graphiques se superposent, permettant de protéger au titre de l'article L.151-23 les petits boisements, les zones humides et les alignements d'arbres et haies.
<p>P. 32 : Les continuités écologiques identifiées sur la cartographie ci-dessus devront se traduire dans les documents d'urbanisme locaux :</p> <p>Le schéma ci-contre montre la structuration générale des continuités écologiques de la trame verte sur le territoire du SCoT. Il revient aux documents d'urbanisme locaux de zoner et de réglementer la réalité de ces continuités écologiques afin d'en assurer la préservation et le fonctionnement.</p>	
P. 33 : La TVB communale doit prendre en compte les continuités d'échelle communale ou intercommunale à préserver, valoriser ou créer. Les boisements de plus d'1ha peuvent constituer des supports privilégiés pour l'identification de ces continuités.	La commune de Saint-Lieux-lès-Lavaur possède un secteur à enjeu pour la biodiversité, correspondant aux abords de l'Agout. Afin de préserver cette zone, le PLU la zone en Ntvb, permettant d'y réglementer strictement les constructions autorisées, et donc de

<p>P. 34 : Les continuités écologiques représentent des secteurs qui doivent être protégés afin de préserver les paysages, les points de vue, notamment les lignes de crêtes. Les documents d'urbanisme locaux doivent traduire dans leurs règlements et leurs pièces graphiques les conditions d'une extension compatible avec la préservation des continuités écologiques.</p>	<p>limiter l'artificialisation des sols. Le PLU préserve aussi au titre de l'article L.151-23 les petits boisements, support de biodiversité.</p>
<p>P. 35 : Au sein des secteurs de continuités écologiques, le SCoT prescrit la mise en œuvre d'un zonage garantissant l'inconstructibilité de ces milieux (hors bâtiments strictement liés à l'usage, à la bonne gestion de ces milieux, à l'exploitation du milieu ou de la ressource et hors bâtiments existants répertoriés sur ces zones). Pour les cœurs de bourgs et hameaux constitués situés au sein des continuités écologiques, seule la densification, le renouvellement/réinvestissement sera autorisé. Au sein des documents d'urbanisme locaux, le zonage sera de type NTVB (qui n'empêche pas l'exploitation du secteur agricole ou forestière) ou ATVB.</p>	<p>Le PLU de Saint-Lieux-lès-Lavaur comporte une zone Ntvb correspondant à la déclinaison de la Trame Verte et Bleue dans le document d'urbanisme. Des prescriptions permettent également de protéger des éléments relais de la trame verte et bleue.</p>
<p>P. 36 : Les principaux cours d'eau et zones humides identifiés sur la carte ci-contre constituent les principales continuités écologiques de la trame bleue. L'ensemble de ces cours d'eaux devra être retranscrit au sein des documents d'urbanisme locaux et des mesures de protection adaptées doivent être prévues dans le règlement.</p>	<p>Afin de préserver la Trame Bleue, le PLU de Saint-Lieux-lès-Lavaur zone l'Agout et ses abords en zone Ntvb, permettant d'y réglementer fortement les constructions. De plus, les cours d'eau du territoire sont protégés au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme, à l'aide d'une prescription linéaire permettant des préserver les abords des cours d'eau de construction. Les zones humides sont également protégées par une prescription graphique, à l'exception de 2 zones humides, qui sont concernées par des projets de développement.</p>
<p>P. 37 : Les documents d'urbanisme locaux doivent effectuer un inventaire des cours d'eau et des zones humides afin de les intégrer à la trame bleue de la commune.</p>	<p>Le PLU de Saint-Lieux-lès-Lavaur s'est appuyé sur les inventaires réalisés par le département pour les zones humides et par l'inventaire réalisé pour la donnée BD Topage pour les cours d'eau. Cependant, un inventaire n'a pas été réalisé spécifiquement lors de la révision du PLU.</p>
<p>P. 38 : Le SCoT prescrit la préservation des cours d'eau en interdisant les constructions et annexes dans une bande de 10 mètres de part et d'autre du bord haut des berges en dehors des zones NTVB et ATVB.</p>	<p>Le PLU de Saint-Lieux-lès-Lavaur permet de protéger les corridors écologiques au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme. Cette prescription permet de rendre inconstructible sur 10m de part et d'autre des berges les cours d'eau et fossés concernés.</p>
<p>P. 39 : En compatibilité avec le SDAGE Adour-Garonne 2016-2021, le SCoT prescrit que pour tout projet dont la réalisation entraînerait la disparition argumentée d'une surface de zones humides, des mesures compensatoires sont à prévoir. Elles doivent correspondre à une contribution équivalente, en termes de biodiversité et de fonctionnalités à</p>	<p>Le PLU de Saint-Lieux-lès-Lavaur prévoit la destruction de 2 zones humides mais ne localise pas de surfaces de compensation.</p>

la zone humide détruite. En l'absence de démonstration que la compensation proposée apporte, pour une surface équivalente supérieure ou inférieure à la zone humide détruite, une contribution équivalente la compensation sera effectuée à hauteur de 150% de la surface perdue (taux fixé par le SDAGE). La compensation sera localisée, en priorité dans le bassin versant de la masse d'eau impactée ou son unité hydrographique de référence.	
P. 40 : Au sein des documents d'urbanisme locaux, le zonage de ces secteurs sera de type NTVB ou ATVB, les règlements doivent préciser les dispositions règlementaires favorisant la préservation des continuités écologiques de la trame bleue en cohérence avec les activités agricoles existantes sur ces secteurs. L'identification de bandes de protection de part et d'autre des cours d'eau ne devra pas porter atteinte ou constituer une contrainte vis-à-vis de l'activité agricole existante.	Le PLU de Saint-Lieux-lès-Lavaur identifie une zone Ntvb le long de l'Agout, permettant de préserver les richesses écologiques de la zone, tout en permettant aux exploitations agricoles, forestières et pastorales de se développer.
P. 41 : Les équipements nécessitant une proximité avec l'eau, telle la réalisation d'une infrastructure de production hydroélectrique, station de pompage, tout comme les aménagements des berges, devront respecter les réglementations en vigueur et faire l'objet d'une intégration paysagère soignée.	Le règlement écrit du PLU de Saint-Lieux-lès-Lavaur détient un zonage NTVB correspondant à la déclinaison de la Trame Verte et Bleue dans le document d'urbanisme. L'inconstructibilité des secteurs est affirmée dans le cadre du règlement écrit. Seules l'évolution des exploitations forestière existante et des logements existants sont autorisés sous conditions.
P. 42 : Les secteurs déjà urbanisés ne sont pas concernés par une inconstructibilité mais devront s'attacher à une attention particulière quant au rejet des eaux de ruissellement. Des espaces végétalisés seront privilégiés en continuité immédiate des berges, afin de lier les continuités écologiques aux secteurs urbanisés	Les secteurs déjà urbanisés sont classés en zone urbaine U dans laquelle le règlement fixe des règles dans l'article III-2 concernant la gestion des eaux pluviales. En effet, il est indiqué que les nouvelles opérations ne devront pas accroître les débits d'eaux pluviales par rapport à la situation résultant de l'état actuel d'imperméabilisation des terrains. L'infiltration et le stockage et la réutilisation des eaux pluviales devront être privilégiés.
P. 43 : Conditionner les développements urbains à une capacité communale de traitement des eaux usées nouvelles induites par cet accroissement de population. Ce critère constitue un des critères déterminants de la capacité d'accueil des communes en termes d'habitants en cohérence avec les équipements nécessaires à leur accueil.	La commune de Saint-Lieux-lès-Lavaur possède une station de traitement des eaux usées dimensionnée afin de prendre en compte les futures opérations de développement. De ce fait, la totalité des secteurs de développement devront être raccordés à la STEU de la commune et la capacité de la station permettra de traiter cette augmentation de charge.
P. 44 : Conditionner, en lien avec les syndicats des eaux potables du territoire les développements urbains à une capacité communale des nouveaux besoins en alimentation en eau potable induits par cet accroissement de population. Les documents d'urbanisme locaux devront justifier le projet démographique au regard de ces capacités.	Le règlement écrit impose que toute construction soit raccordée au réseau public de distribution d'eau potable. Afin de faciliter le raccordement des nouvelles constructions au réseau d'eau potable, le PLU positionne les zones de développement en

	extension directe permettant de limiter les travaux sur les réseaux et donc de limiter les pertes sur la ressource.
P. 45 : Limiter l'étalement urbain et répondre ainsi à l'optimisation des réseaux d'assainissement et d'alimentation en eau potable en termes de fonctionnement et d'investissement.	Le PLU de Saint-Lieux-lès-Lavaur permet de limiter l'étalement urbain car la totalité des secteurs de développement sont définis dans des dents creuses ou en extension directe de l'urbanisation, permettant l'optimisation des réseaux d'assainissement et d'alimentation en eau potable.
P 47 : Limiter l'imperméabilisation des sols, en particulier en cas d'opération d'aménagement urbain. Dans ce cadre, les PLU devront permettre dans leurs règlements (notamment en permettant de définir des coefficients d'emprise au sol) la mise en œuvre de techniques adaptées à cet objectif (revêtements poreux sur chaussées et parkings, toitures végétalisées ...).	Le PLU permet de limiter l'imperméabilisation des sols car celui-ci définit dans l'article « traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis des abords des constructions » la conservation d'espaces libres de pleine terre, à hauteur de 15% dans la zone Ua et de 20% en zone Ub et Uc.
P 48 : Favoriser la récupération des eaux de pluie dans les projets d'aménagement.	L'article III-2 « Desserte par les réseaux » indiqué que les constructions ou installations nouvelles ne devront pas avoir pour conséquence d'accroître les débits d'eaux pluviales et que doit être privilégié le stockage et la réutilisation des eaux pluviales dites propres des toitures pour des usages domestiques, ou alors l'infiltration de eaux.
P. 50 : Les secteurs agricoles faisant partie de la trame verte et bleue sont considérés comme espaces agricoles d'« intérêt écologique » et s'identifient par un zonage ATVB. Au sein de ces espaces, le SCoT prescrit que seuls la création, le développement et l'évolution des bâtiments agricoles (liées et nécessaires à l'activité agricole) y sont autorisés, sous réserve qu'ils n'entravent pas la fonctionnalité écologique du milieu et qu'ils permettent le passage de la faune à proximité immédiate.	Le PLU n'identifie pas de zonage Atvb mais uniquement un zonage Ntvb permettant de préserver les richesses écologiques de ces secteurs.
P. 51 : Concernant les constructions annexes et les extensions limitées des constructions, les Plans Locaux d'Urbanisme doivent préciser les dispositions réglementaires applicables.	Les règles de la zone A définissent des dispositions réglementant et fixant des conditions pour les constructions annexes et les extensions limitées.
P. 52 : Au sein des autres espaces agricoles le SCoT prescrit, dans le cadre des documents d'urbanisme locaux, la mise en œuvre d'un zonage garantissant la destination agricole des espaces. Cette traduction devra tenir compte du positionnement des sièges et bâtiments des exploitations agricoles, de l'intégrité du parcellaire agricole et du maintien d'un accès aux terres exploités.	Le PLU zone les espaces agricoles en zone agricole A dans laquelle sont autorisées les constructions nécessaires à l'usage agricole (logements, bâtiments d'exploitation) tout en y limitant les surfaces autorisées. Les installations agricoles sont favorisées dans cette zone.
P. 53 : Le SCoT prescrit que les PLU doivent identifier les terres agricoles et les pratiques associées, exploitées ou potentiellement exploitables (y compris sous-bois, landes et parcours) pour classer en zone agricole (A)	L'ensemble des terres agricoles sont inscrites dans la zone agricole. Le travail élaboré avec les

l'ensemble des terres qui, en dehors de la trame verte et bleue, font l'objet d'une pratique agricole et sur lesquels il n'y a pas de projet d'urbanisation.	différentes ressources (Registre Parcellaire Graphique) ont permis une analyse fine et précise.
<p>P. 54 : Afin de définir ces espaces agricoles, le SCOT prescrit de travailler avec les acteurs agricoles, afin d'avoir une vision partagée de l'avenir de l'agriculture communale et des principaux secteurs à enjeux. À ce titre et conformément aux obligations en vigueur toute élaboration ou révision d'un document d'urbanisme local doit faire l'objet d'un Diagnostic Territorial Agricole. Il intègre à minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Le potentiel agronomique des terres (type de culture, équipements, AOC, AOP, ...) -La surface des tènements et les menaces de morcellement, -Les cultures à plus-value paysagère ou environnementale, -La localisation des sièges d'exploitation, des bâtiments agricoles et les conflits d'usages potentiels, -Les secteurs potentiels d'extension ou de création de sièges, -La question des filières et des outils coopératifs, agro-industriels... 	Le PLU zone les espaces agricoles en zone agricole A dans laquelle sont autorisées les constructions nécessaires à l'usage agricole (logements, bâtiments d'exploitation) tout en y limitant les surfaces autorisées. Les installations agricoles sont favorisées dans cette zone.
P. 55 : Les réhabilitations et les changements de destination des bâtiments patrimoniaux agricoles sont autorisés, sous réserve que les bâtiments concernés soient identifiés et que cela soit justifié dans les documents d'urbanisme locaux, dans le respect de la réglementation en vigueur et sans nuire aux exploitations voisines.	Le PLU de Saint-Lieux-lès-Lavaur autorise les changements de destination et les identifie dans les prescriptions graphiques, permettant de les encadrer. Le PLU identifie 20 changements de destinations, qui seront autorisés sous réserve qu'ils ne compromettent pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site, que les réseaux soient suffisants pour desservir la nouvelle destination et que la nouvelle destination du bâtiment ne soit pas affectée à l'industrie.
P. 56 : Toute zone agricole protégée (ZAP) créée par arrêté préfectoral doit être localisée dans le SCoT et les documents d'urbanisme locaux et être justifiée (caractéristiques de la ZAP, secteur concerné, objectifs...).	Non concerné
P. 57 : Dans le cadre de l'élaboration de leurs documents d'urbanisme, les communes doivent prendre en compte le potentiel agricole communal dans leurs projets de développement hors de l'enveloppe urbaine afin de ne pas compromettre ce potentiel en termes d'activités, de fonctionnalité, et de qualité agronomique.	Le zonage A permet de préserver le potentiel agricole. Des secteurs de développement AU sont intégrés au sein de l'enveloppe urbaine et les extensions ne représentent qu'une faible superficie.
P. 58 : La carte ci-dessus identifie les principales lignes de crête du territoire à préserver, une traduction locale devra être effectuée dans les documents d'urbanisme pour garantir la non-constructibilité et le maintien des visibilitées depuis ces points de vue.	La commune de Saint-Lieux-lès-Lavaur n'est pas concernée par la présence de ligne de crête.
P. 59 : Le SCoT prescrit que les zones humides en ZNIEFF soient préservées et protégées. Les constructions n'y sont pas autorisées. Les constructions	Le PLU de Saint-Lieux-lès-Lavaur permet de protéger la ZNIEFF de type II en le zonage en très grande majorité en zone Ntvb dans laquelle les constructions sont très fortement réglementées. Les zones

<p>environnantes doivent respecter des principes d'intégration paysagère.</p>	<p>humides sont quant à elles protégées par la prescription L.153-23 permettant d'y interdire les affouillements et exhaussements.</p> <p>Cependant, 2 zones humides ne sont pas protégées par cette prescription et sont concernées par la présence de secteur de développement</p>
<p>P. 60 : le SCoT prescrit la prise en compte de la nature en ville dans le cadre de l'élaboration des documents d'urbanisme. Villes et villages sont ou peuvent devenir des secteurs particulièrement riches en biodiversité. Ainsi la valorisation de la trame verte et bleue a toute sa place en ville tant d'un point de vue écologique que d'un point de vue relatif au cadre de vie : berges des rivières, les mails plantés, les parcs et places arborés...sont autant d'éléments qui peuvent être constitutifs de la TVB tout en étant des espaces publics de grande qualité (cf. EIE). Dans tous les cas, les développements urbains et villageois ainsi que les aménagements, doivent intégrer l'importance de la nature en ville. S'ils sont partie prenante de la trame verte et bleue, ces aménagements doivent assurer de la continuité de cette trame et contribuer à l'enrichir.</p>	<p>Afin de prendre en compte la nature en ville, le PLU souhait préserver les haies, alignements d'arbres et petits boisements présents au sein du tissu urbain. De plus, celui-ci souhaite renforcer la végétalisation au sein des tissus urbains, en imposant un pourcentage de pleine terre de 15 ou 20% en fonction de la typologie des zones urbaines.</p>
<p>P. 61 : Dans l'élaboration des PLU, le paysage doit être un facteur de composition à part entière. Limite urbaine, ouverture visuelle, jeux d'échelles, mais aussi nature des matériaux doivent faire référence au paysage comme élément cadre.</p>	<p>Le PLU prend en compte le paysage, notamment dans le PADD ou celui-ci indique :</p> <p>Axe 1 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Préserver l'ouverture des paysages • Protéger les massifs boisés de qualité <p>Axe 2 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Limiter les conflits d'usage entre zone agricole et zone urbaine <p>Axe 3 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Prendre en compte l'enjeu d'équilibre entre les espaces agricoles et les espaces bâtis • Lutter contre l'étalement urbain en limitant l'urbanisation des hameaux <p>L'ensemble des ambitions permettent la préservation des paysages, et cela se retranscrit à travers le choix des secteurs de développement et le règlement écrit, qui prescrit un traitement environnemental et paysager pour chaque zone définie.</p>
<p>P. 62 : le SCoT prescrit la mobilisation des énergie renouvelables sur le territoire du Vaurais. Cette mobilisation pourra s'effectuer dans toutes les directions sans exclusive comme : -le solaire et l'éolien dans la mesure où ces sources d'énergies n'altèrent pas les qualités patrimoniales et</p>	<p>Le règlement du PLU autorise la production d'énergie renouvelables que ce soit au sol ou en toiture, sauf dans la zone Ntvb à cause des enjeux écologiques ou paysagers présents dans ce secteur.</p>

<p>paysagères des villes et villages. Si l'installation de panneaux solaires est proscrit sur les terres arables, des gisements pourront être autorisés pourvus qu'ils n'altèrent pas le capital foncier agricole, le capital environnemental ainsi que les qualités paysagères du territoire,</p> <ul style="list-style-type: none"> -l'énergie hydroélectrique, -la méthanisation, source énergétique potentielle sur un territoire où l'agriculture représente une part importante de l'économie du SCoT du territoire du SCoT. 	<p>Le PLU imposé cependant une intégration paysagère de ces dispositifs.</p>
<p>P 63 : le Scot prescrit un urbanisme participant à la lutte contre le changement climatique. Qualité des plans de masse, morphologie de l'habitat, place du végétal et de l'eau, sont des éléments à mobiliser pour tous projets de développement des villes et villages du SCoT du Vaurais.</p>	<p>De façon générale, la préservation d'espaces de nature, d'éléments végétales et de l'eau permet également de lutter contre le phénomène d'îlot de chaleur urbain.</p>
<p>P. 64 : Les documents d'urbanisme locaux doivent clairement délimiter les formes urbaines existantes sur leur territoire et afficher des objectifs de répartition de la population entre les centres villes ou bourgs, les villages et les hameaux.</p>	<p>Les zones du règlement délimitent les différentes parties de la trame urbaine existante. Le zonage et les différents sous-secteurs du U, en lien avec des règles et dispositions spécifiques, identifient les différentes formes urbaines (Ua, Ub, Uc, et Ul)</p>
<p>P. 65 : Les documents d'urbanisme locaux doivent prioriser le développement des centres villes et bourgs en premier lieu. Ces structures doivent constituer la majeure partie de l'accueil démographique, de la constructibilité et de la consommation foncière. Au sein de chaque structure urbaine, les principes de réinvestissement et de renouvellement urbain devront être priorités aux principes d'extension urbaine.</p>	<p>Le PLU de Saint-Lieux-lès-Lavaur concentre plus de la moitié de sa production de logements en densification de l'enveloppe urbaine par du réinvestissement urbain (comblement de dents creuses et divisions parcellaires) ou en extension directe du tissu urbain. L'enveloppe urbaine correspondant au centre-ville et les extensions pavillonnaires alentours ainsi que leur continuité immédiate concentre l'ensemble de la consommation foncière résidentielle prévue sur la commune.</p>
<p>P. 66 : Le SCoT prescrit les possibilités de développement suivantes liées à cette typologie urbaine : Le Centre-Ville et son Bourg associé peut être : -densifié dans les limites de son enveloppe foncière ; -étendu selon un principe de continuité du bâti strictement respecté et ne conduisant pas à un développement linéaire de l'urbanisation.</p>	<p>Les zones U ont été déterminées au plus près du bâti existant, permettant une densification mais pas d'extensions de l'enveloppe urbaine existante.</p> <p>Les possibilités d'urbanisation linéaire ont été écartées du projet de PLU.</p>
<p>P. 67: Le SCoT prescrit que les centres villes et les bourgs et les villages (défini ci-après) et leurs extensions doivent concentrer à minima 90% de la consommation foncière de la commune.</p>	<p>La consommation foncière de la commune se concentre dans les grandes dents creuses du centre-bourg et en extension immédiate du tissu existant.</p>
<p>P. 68 : le SCoT prescrit que la taille minimale du village est fixée à 20 constructions d'habitation. Dans le cas où une école publique serait présente, une valeur inférieure sera acceptée et devra être justifiée dans le SCoT et les documents d'urbanisme locaux -Forme urbaine associée à un village : ensemble bâti structuré par sa trame viaire et ses espaces publics. Cette structuration</p>	<p>Plusieurs villages ont été identifiés dans le PLU. Ces espaces ne sont pas voués à s'étendre, mais seulement à se densifier modérément.</p>

<p>témoigne d'une organisation sociale collective actuelle ou passée. Un ou plusieurs éléments patrimoniaux peuvent rendre compte de cette organisation sociale.</p> <p>-Fonction associée à un village : Le village est ou a été un lieu où l'on trouve des commerces, des services et/ou des équipements de proximité ainsi que des activités économiques structurantes à l'échelle locale ayant conservé son organisation structurée autour du bâti.</p>	
<p>P. 69 : Le SCoT prescrit que le village privilégie le réinvestissement et le renouvellement urbain dans la structuration de son développement.</p>	<p>Plusieurs villages ont été identifiés dans le PLU. Ces espaces ne sont pas voués à s'étendre, mais seulement à se densifier modérément.</p>
<p>P. 70: Le SCoT prescrit les possibilités de développement suivantes liées à cette typologie urbaine : Le village peut être :</p> <ul style="list-style-type: none"> -densifié dans les limites de son enveloppe foncière ; -étendu selon un principe de continuité du bâti strictement respecté et ne conduisant pas à un développement linéaire de l'urbanisation. <p>Le schéma suivant a une valeur prescriptive quant aux principes évoqués précédemment.</p>	<p>Plusieurs villages ont été identifiés dans le PLU. Ces espaces ne sont pas voués à s'étendre, mais seulement à se densifier modérément.</p>
<p>P. 71 : Le SCoT prescrit que les centres villes et bourgs et les villages (définis ci-dessus) doivent concentrer à minima 90% de la consommation foncière de la commune.</p>	<p>La consommation foncière de la commune se concentre dans les grandes dents creuses du centre-bourg et en extension immédiate du tissu existant.</p>
<p>P. 72 : Le SCoT prescrit que la taille minimale du hameau est fixée à : 5 constructions d'habitations non contiguës.</p> <p>Forme urbaine associée à un hameau : ensemble bâti structuré par sa trame viaire. Cette structuration témoigne d'une organisation sociale collective actuelle ou passée. Un ou plusieurs éléments patrimoniaux peuvent rendre compte de cette organisation sociale.</p> <p>Possibilités de développement liées à cette typologie urbaine :</p> <p>Le hameau ne peut être densifié que dans les limites de son enveloppe foncière et selon les dispositions réglementaires définies dans les documents d'urbanisme locaux au regard de la présence et des capacités des réseaux existants.</p>	<p>Aucun hameau n'a été identifié dans les zones U du PLU.</p>
<p>P. 73: Dans les limites de l'enveloppe foncière existante, la densification et non l'extension des hameaux est autorisée et doit correspondre à maxima à 10% de la consommation foncière de la commune.</p>	<p>Aucun hameau n'a été identifié dans les zones U du PLU.</p>
<p>P. 74 : le SCoT prescrit les possibilités de développement suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Les nouvelles constructions ne sont pas admises. -Les documents d'urbanisme locaux pourront cependant autoriser l'extension limitée des constructions existantes et les annexes. -Les réhabilitations et réfections d'habitation existantes 	<p>Aucun hameau n'a été identifié dans les zones U du PLU.</p>

sont autorisées sous réserve d'être identifiées et justifiées dans les documents d'urbanisme locaux.	
<p>P. 74 : Les PLU doivent justifier d'un phasage des zones à urbaniser en adéquation avec celui du SCoT approuvé.</p> <p>Dans la mesure du possible, le développement des communes doit se faire de manière régulière afin de ne pas « consommer » à court terme le potentiel de développement affecté à chaque commune et obérer ainsi l'avenir.</p>	Le PLU de Saint-Lieux-lès-Lavaur phase l'ouverture des zones AU en 2 temps, notamment pour répondre à l'urgence de raccordement des habitations au réseau d'assainissement collectif.
<p>P. 75 : le SCoT prescrit d'intégrer dans les OAP des documents d'urbanisme locaux spécifiques aux nouvelles zones ouvertes à l'urbanisation, que soit prévue la pose de fourreaux permettant le passage de la fibre optique.</p>	/
<p>P. 76 : Pour les voiries existantes, le DOO rappelle pour les opérations d'une certaine importance (cf. article L 49 du code des Postes et Télécommunications) de coordonner la pose des fourreaux ou des supports aériens dédiés aux communications électroniques à très haut débit lors de travaux sur les voiries publiques ou les différents réseaux qui les occupent.</p>	
<p>P. 77 : Pour réduire l'exposition des biens et des personnes au risque d'inondation, concernant l'ensemble du réseau hydrographique, le SCoT entend prendre en compte les dispositifs des Plans de Prévention du Risque Inondation suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> -PPR inondation du bassin versant Tarn Aval approuvé par l'arrêté préfectoral du 18 août 2015, -PPR inondation de l'Agout aval approuvé le approuvé par l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2002 -PPR inondation du Dadou, approuvé par l'arrêté préfectoral du 30 mars 2012. 	Les PPRi ont bien été pris en compte dans l'élaboration du PLU et ont été annexés au PLU et a été intégré comme SUP.
<p>P. 78 : En l'absence de plan de prévention des risques, il faut intégrer le risque d'inondation dans les stratégies de développement urbain. Dans l'attente de l'approbation d'un PPRI, les documents d'urbanisme ne doivent pas ouvrir de nouvelles zones à l'urbanisation (zones U et AU) dans les zones inondables.</p>	
<p>P. 79 : Le SCoT prescrit :</p> <ul style="list-style-type: none"> -de limiter l'imperméabilisation des sols, en particulier en cas d'opération d'aménagement urbain en évaluant la sensibilité des sites au regard de l'augmentation du ruissellement et de la pollution des eaux. Dans ce cadre, les documents d'urbanisme locaux doivent permettre dans leur règlement, la mise en œuvre de techniques adaptées à cet objectif (revêtements poreux sur chaussées et parkings, toitures végétalisées, pourcentage d'espaces verts...). -De prévoir les solutions de stockage ou de gestion des ruissellements dans toute opération de construction, d'aménagement urbain, agricole ou de loisirs et 	Le PLU permet de limiter l'imperméabilisation des sols notamment en fixant dans le règlement écrit un pourcentage minimum des espaces libres qui doit être aménagé ou traité en jardin : 15% en zone Ua et 20% en Ub et Uc.

favoriser des solutions alternatives de gestion des eaux pluviales (noues). Les PLU déterminent des règles d'urbanisme permettant de limiter l'importance et la continuité des espaces imperméabilisés. Lorsque cela sera possible, les PLU pourront imposer un stockage à la parcelle des eaux pluviales et définir des débits de fuite à ne pas dépasser.	
P. 80 : Dans les secteurs ayant des risques inondables avérés, le SCoT prescrit que les documents d'urbanisme locaux doivent s'assurer de la perméabilité des clôtures (grillage, haie végétale, ...) de façon à laisser circuler les eaux et les espèces librement	Le règlement écrit impose que dans les zones inondables, les clôtures doivent être hydrauliquement transparentes.
P. 81 : Le SCoT prescrit que la constructibilité à proximité des installations industrielles à risques doit être limitée par la création de zones tampons. De plus, il importe de prévoir les espaces nécessaires à l'accueil d'entreprises à risques en tenant compte notamment des besoins de relocalisation d'entreprises enclavées dans le tissu urbain. Ces sites doivent : -être suffisamment éloignés des zones résidentielles ; -prévoir un traitement soigné des abords.	Le PLU règlemente l'installation des constructions nouvelles avec des schémas de principe (OAP). Aucun secteur de développement n'est localisé à proximité d'installation industrielle.
P. 82 : les Communes doivent disposer d'un schéma communal d'assainissement collectif. Les documents d'urbanisme locaux doivent traiter de ce risque et définir les dispositions réglementaires favorables au développement d'un assainissement collectif au regard des objectifs de développement de chaque Commune. Le phasage de développement et celui de la réalisation de l'équipement doivent garantir une cohérence pour permettre l'accueil des nouveaux habitants.	L'ensemble des zones de projet sont régis par l'assainissement collectif.
P. 83 : Le SCoT préconise la prise en compte des orientations des PPR retraits gonflement des argiles et effondrement des berges pour les Communes du territoire concerné (documents annexés aux documents d'urbanisme locaux). De plus, le SCoT préconise que les documents d'urbanisme locaux, lors de leur élaboration et/ou révision, doivent tenir compte dans la définition du projet et des secteurs à urbaniser des contraintes et des risques liés à ces risques.	Le PPRi s'appliquant sur la commune de Saint-Lieux-lès-Lavaur a été annexé au PLU.
P. 84 : Sur les sites identifiés comme abritant des sols pollués, le SCoT prescrit la mise en place de servitudes encadrant les occupations des sols autorisées afin de limiter les risques pour la santé et l'environnement. Ainsi, un diagnostic de pollution des sols sera inclus dans le projet d'aménagement.	L'enjeu de la pollution des sols a été intégré dans le cadre de l'état initial de l'environnement, et aucun secteur de développement n'a été identifié à proximité d'un site ou sol pollué.
CHAPITRE 3. : DES DEPLACEMENTS VECTEURS D'UNE POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT TERRITORIAL	
3.1 Développer une structure urbaine et villageoise optimisant le développement des transports publics	

P. 85 : Afin de garantir la mise en place et la pérennité de cette armature territoriale, le SCoT prescrit une corrélation entre la capacité d'accueil des deux pôles structurants et la qualité de leur desserte en transport public.	/
P. 86 : Au sein des documents d'urbanisme locaux, les nouveaux équipements publics des polarités de l'armature territoriale doivent être réalisés en cohérence avec les secteurs potentiels ou effectifs des transports collectifs. Dans le cas d'une impossibilité à assurer cette cohérence, l'emplacement retenu doit être justifié.	Aucun nouvel équipement public n'est prévu sur la commune de Saint-Lieux-lès-Lavaur
P. 87 : Au sein des polarités de l'armature territoriale, dans le cadre de la révision des documents d'urbanisme locaux, les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) des principales zones d'extension doivent analyser la possibilité de créer des emplacements pouvant faire l'objet d'une desserte en transports collectifs.	L'accès potentiel à des lieux de desserte par les transports collectif a été étudié dans la détermination des OAP.
P. 88 : Ces emplacements peuvent se traduire soit par l'aménagement d'un stationnement dédié dans le cas d'une desserte programmée à court terme, soit par l'aménagement de stationnement de voitures facilement « ré aménageables » ou d'espaces publics non bâtis.	/
P. 89 : Les secteurs des gares urbaines (Lavaur centre et St-Sulpice) devront faire l'objet d'une majoration des densités urbaines. Ces secteurs devront être accessibles en mode doux à partir du bourg et prévoir la possibilité de desserte par les transports collectifs, le stationnement de vélos et de voitures. Les aires de covoiturage et les bornes de recharge électrique doivent également être associées à ces plateformes multimodales.	/
3.2 ANTICIPER LA MONTEE EN PUISSANCE DES RELATIONS AVEC LES TERRITOIRES VOISINS	

<p>P. 90 : Le SCoT du Vaurais prend toute la mesure de cet axe en :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Anticipant la réalisation d'un échangeur au niveau du parc d'activités « Les Portes du Tarn ». Au niveau de cet échangeur, un aménagement ad hoc sera prévu pour en faire un véritable pôle multimodal avec notamment : une aire de covoiturage, l'articulation avec une trame viaire menant vers le cœur de la Zone d'Activités Économiques « Les Portes du Tarn ». -Au niveau de l'échangeur avec la D630, le SCoT a d'ores et déjà pris toute sa mesure stratégique avec le développement de la zone d'activités de Cadaux/Gabor. Le Conseil Départemental du Tarn et la CCTA ont réalisé l'aire de co-voiturage de Gabor et son extension. Le Conseil Départemental du Tarn a aménagé une desserte en bus associant le réseau Tarn Bus et la desserte des aires de co-voiturage situées le long de l'A68. 	<p>Non concerné</p>
<p>3.3 GARANTIR LA POSSIBILITE D'UN DEVELOPPEMENT MULTIMODAL DANS LES SECTEURS DE LA GARE DE LAVAU ET DE SAINT-SULPICE</p>	
<p>P. 91 : Les secteurs périphériques aux gares de Lavar et de Saint-Sulpice sont considérés comme stratégiques. Il convient dès lors :</p> <ul style="list-style-type: none"> -de garantir durablement le développement de pôles multimodaux performants ; -d'optimiser le foncier pour assurer cette fonction multimodale, mais aussi pour développer la mixité urbaine associant économie, habitat et équipements. Il revient aux PLU de définir avec précision des périmètres stratégiques afin que ces différentes fonctions puissent s'organiser. 	<p>La commune de Saint-Lieux-lès-Lavar n'est pas concerné par cette prescription.</p>
<p>P. 92 : La halte TER des Cauquillous à Lavar et celle de Roquesérière-Buzet à Buzet sur Tarn, sont des arrêts ayant une desserte très localisée, dont pour les Cauquillous la desserte d'une importante zone d'activités. Aussi, à la différence des gares de Saint-Sulpice et de Lavar centre, ces haltes TER ne doivent pas cristalliser un quelconque développement urbain.</p>	<p>La commune de Saint-Lieux-lès-Lavar n'est pas concerné par cette prescription.</p>
<p>3.4 MIEUX CIRCULER ENTRE L'ESPACE RURAL ET LES POLES STRUCTURANTS DU SCOT DU VAURAI</p>	
<p>3.4.1 Développer un système de desserte efficace entre le maillage villageois et les pôles de développement multimodaux du SCoT du Vaurais</p>	
<p>3.4.2 Aménager dans les villages des haltes attractives pour les transports publics</p>	
<p>3.5 DEVELOPPER UNE VILLE DES COURTES DISTANCES EN FAVORISANT LES MODES DE DEPLACEMENTS DOUX PRIORITAIREMENT AU SEIN DES TERRITOIRES POLARISES.</p>	
<p>P. 93 : De manière prioritaire, pour renforcer le fonctionnement des territoires polarisés, la pratique des modes doux devra être encouragée par des aménagements ad hoc sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Le territoire polarisé de Saint-Sulpice : Buzet-sur-Tarn / Saint-Sulpice / Saint- Lieux-lès-Lavar, en se connectant sur les éléments de projet du parc d'activités « Les 	<p>Un emplacement réservé à été prévu pour relier le cheminement doux existant à la commune de Saint-Sulpice-la-Pointe.</p>

Portes du Tarn ». -Le territoire polarisé de Lavar / Labastide-Saint-Georges / Ambres.	
P. 94 : Les opérations de développement urbain doivent favoriser l'usage des modes doux et permettre l'interconnexion entre les quartiers et/ou les secteurs de développement.	L'ensemble des OAP prévoit la création de circulations douces de manière à rejoindre le réseau existant.
3.6 IDENTIFIER DES COUPURES D'URBANISATION	
P. 95 : Les coupures d'urbanisation identifiées sur les extraits cartographiques ci-après doivent se traduire, au sein des documents d'urbanisme locaux des communes concernées, par des secteurs dans lesquels les nouvelles constructions sont interdites, notamment de part et d'autre de la D630, de la RN988/888, de la route de St Lieux et de la route de Gaillac entre les panneaux d'agglomération de Lavar et Ambres. Ces coupures d'urbanisation, dont l'objectif est avant tout paysager pour éviter tout développement linéaire de l'urbanisation, devront également avoir d'autres fonctions pour asseoir leur pérennité : fonction écologique en étant partie prenante de la TVB, fonction agricole en participant à la pérennisation du foncier et à son exploitation. Au sein de ces coupures, les nouvelles constructions sont interdites à l'exception de celles nécessaires à l'activité agricole.	Les coupures d'urbanisation ont été prises en compte dans le projet, notamment dans la détermination des STECAL au sud de la commune.
3.7 VALORISER LA TRAME VERTE ET BLEUE PAR UNE PRATIQUE DES MODES DOUX COMPATIBLE AVEC LA QUALITE DE L'ENVIRONNEMENT	
3.8 FAVORISER DES PRINCIPES URBAINS ET PAYSAGERS	
P. 96 : Les liaisons entre les pôles centraux et les pôles relais sont essentielles à la structuration de l'armature urbaine du territoire. Afin de les identifier clairement et d'assurer une lisibilité et une accessibilité cohérente avec les développements urbains du territoire, les documents d'urbanisme locaux doivent préciser les principes d'aménagements urbains et paysagers de ces axes en utilisant les outils mis à leur disposition (notamment les orientations d'aménagement et de programmation, les règles d'alignement, les principes d'urbanisme végétal, la mobilisation de la TVB et de la trame agricole pour donner corps aux coupures vertes afin d'éviter tout continuum bâti entre les pôles centraux et les pôles relais.	Le PLU de Saint-Lieux-lès-Lavar permet de protéger les différents alignements d'arbres et les haies présents sur le territoire, notamment celles et ceux présentes aux abords de la RD630 permettant de relier Saint-Sulpice-la-Pointe à Lavar. Le PLU permet également de préserver la trame agricole, en identifiant les parcelles agricoles en zone A agricole, où la constructibilité y est fortement contrainte. Cependant, le PLU de Saint-Lieux-lès-Lavar définit 2 STECAL localisés au bord de la RD630, à proximité d'une coupure d'urbanisation.
CHAPITRE 4. : CONFORTER L'ARMATURE URBAINE PAR LA STRUCTURATION DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	
4.1 CALIBRER ET PHASER LES PROJETS ECONOMIQUES D'ORDRE SUPERIEUR SUR DES SECTEURS STRATEGIQUES	
4.1.1 Le parc d'activités « Les Portes du Tarn » sur les communes de Saint-Sulpice et Buzet-sur-Tarn.	

<p>P. 97 : La règlementation du Plan Local d'Urbanisme de Saint-Sulpice permet la densification du secteur reliant le parc d'activités « Les Portes du Tarn » et le centre de la commune. La révision du PLU engagée fin 2015 doit intégrer des principes urbains et paysagers permettant de caractériser la liaison entre ce futur parc et le cœur de ville située à moins de 3 km et d'en définir la composition urbaine. Cela se traduira notamment par une structuration du tissu urbain, par une densification et des principes d'effet rue (alignement, mitoyenneté...).</p>	
<p>P. 98 : Afin d'être cohérent avec le phasage de développement du territoire et l'attribution prévisionnelle de consommation foncière pour l'accueil des nouvelles populations, le SCoT prescrit que : Les PLU des Communes concernées par le développement du parc d'activités doivent intégrer le phasage de développement et de consommation foncière à échéance 10 ans dans leur scénario de développement. La consommation foncière des Communes impactées directement par la réalisation de ce parc d'activités doit être phasée en cohérence avec les aires de fonctionnement définies dans le PADD du SCoT (page 14).</p>	
<p>P. 99 : Le SCoT prescrit que les Communes doivent prioritairement mobiliser la part de foncier dédiée à la croissance démographique du territoire. La part de foncier liée à la commercialisation de la zone Les Portes du Tarn et à l'implantation des entreprises dans le parc d'activités doit être mobilisée au prorata des permis de construire déposés par les entreprises. Notons que les processus d'implantation des entreprises restants confidentiels, il est difficile d'anticiper la consommation foncière économique. C'est pourquoi le SCoT s'engage sur la mobilisation des seules ZAE existantes et sur le projet des Portes du Tarn, et exclu tout nouvelles zones d'activités qui impacteraient les objectifs de consommation foncière.</p>	
<p>4.1.2. La zone d'activités « Cadaux / Gabor » à proximité de l'échangeur de Saint-Sulpice le long de l'A68.</p>	
<p>P. 100 : Le SCoT prescrit l'identification de zones tampons permettant de contenir l'urbanisation vers les secteurs actuellement constitués afin de limiter les nuisances induites par la zone dont la commercialisation n'est pas achevée.</p>	

4.2 FAVORISER UN AMENAGEMENT QUALITATIF ET ECONOMIE EN FONCIER DES ZONES D'ACTIVITES	
Le SCoT ne prévoit pas de création de nouvelle zone d'activités sur le territoire, hormis le parc d'activités « Les Portes du Tarn » pour lequel les travaux d'aménagement ont débuté à l'été 2015.	/
P. 101 : Le SCoT préconise que les zones d'activités existantes disposant de foncier résiduel ont vocation à accueillir prioritairement les nouvelles entreprises dans les limites qui sont les leurs et selon leurs vocations respectives (activités artisanales, commerciales, industrielles...).	/
P. 101 : Les zones d'activités existantes disposant de foncier libre sont : -pour la commune de Saint-Sulpice les zones d'activités des Cadaux et des Terres Noires ; -pour la commune de Lavarur les zones d'activités de Sagne- route de Gaillac et du Rouch; -pour la commune de Buzet-sur-Tarn la zone d'activités Al Cros,	
4.2.1 Optimisation foncière	
P. 102 : Le SCoT prescrit que le développement des zones d'activités est autorisé dans les limites qui sont les leurs. Les extensions de ces zones sont envisageables sous réserve de justification dans les documents d'urbanisme locaux. Le foncier consommé dans le cadre de ces extensions sera obligatoirement déduit de l'enveloppe foncière dédiée à l'accueil des habitants de la commune concernée.	Aucune zone d'activité n'est prévue sur la commune de Saint-Lieux-lès-Lavarur
P. 103 : Le SCoT prescrit qu'aucune enveloppe foncière supplémentaire ne sera accordée pour l'extension des zones d'activités existantes et en cours de réalisation.	Aucune zone d'activité n'est prévue sur la commune de Saint-Lieux-lès-Lavarur
4.2.2 Déplacements	
P. 104 : le SCoT demande que le réseau viaire interne aux zones soit hiérarchisé et connecté avec les voiries existantes. La hiérarchisation du réseau est primordiale, afin d'adapter le gabarit des voies aux usages (Poids Lourds/véhicules légers, employés/visiteurs...) et pour assurer la sécurité des accès piétons et cycles. Aussi, le SCoT demande que l'aménagement des zones d'activités prévoit les emprises nécessaires à la desserte en transports collectifs	Chaque OAP prévoit des voies de circulation adaptées au nombre de logements à produire.
4.2.3 Intégration paysagère du site	

P. 105 : Le SCoT prescrit que les OAP des documents d'urbanisme locaux analysent la végétation existante, afin d'intégrer la structure végétale présente dans la réflexion et de proposer un aménagement économe en plantations nouvelles.	Les 9 OAP définies dans le PLU de Siant-Lieux-lès-Lavaur intègrent la végétation présente sur les secteurs, et souhaite la préserver. Lorsque cela est nécessaire pour une meilleure intégration paysagère des secteurs, alors les OAP définissent la création de nouvelle plantation.
P. 106 : En complément, le SCoT prescrit de veiller à l'intégration paysagère des bâtiments, en termes de volume bâti, de hauteur, d'orientation des bâtiments, d'aspect extérieur des constructions et des enseignes.	Le PLU de Saint-Lieux-lès-Lavaur permet de veiller à l'intégration paysagère des nouveaux bâtiments grâce à l'article II, définissant les caractéristiques urbaines, architecturales, environnementales et paysagères.
4.2.4 Gestion environnementale du site	
P. 107 : Il prescrit que la gestion des zones, en termes de tri des déchets, d'éclairage extérieur, de gestion de l'eau, soit réfléchi dans une optique d'économie d'énergie et de respect des ressources naturelles.	La gestion des eaux de pluies ainsi que la gestion des déchets ont été anticipées dans le règlement des nouvelles zones à urbaniser.
4.2.5 Offre de services	
4.3 FAVORISER LE MAINTIEN ET LE DEVELOPPEMENT DES ACTIVITES ECONOMIQUES LIEES À L'AGRICULTURE	
P. 108 : Réduire la consommation foncière pour limiter la perte des terres agricoles, qu'elles soient exploitées ou qu'elles représentent un potentiel exploitable.	Le projet de PLU permet une réduction de la consommation d'espace d'environ 50%
P. 109 : Mettre en œuvre un projet de territoire répondant à des principes d'urbanisation structurée et en continuité de l'existant, de manière à éviter le mitage des terres agricoles et donc d'en faciliter l'exploitation.	Les zones à urbaniser sont concentrées dans les grandes dents creuses du centre-bourg et à proximité immédiate de l'urbanisation existante.
P. 110 : Prendre en compte le contexte agricole et la pérennité des exploitations existantes lors de la mise en place des projets communaux.	Les zones à urbaniser ont été déterminées en cohérence avec l'activité agricole présente.
P. 111 : Afin de garantir une protection pérenne des sièges et des sites d'exploitations agricoles, les collectivités doivent veiller à s'assurer que le changement de destination d'un bâtiment à proximité d'une exploitation agricole ne met pas en péril l'unité d'exploitation concernée, à court, moyen termes.	Les changements de destination ont été déterminés afin de permettre la mutation de bâti agricole de qualité, sans mise en péril des exploitations existantes.
P. 112 : Le SCoT prescrit que les documents d'urbanisme locaux doivent identifier les zones potentielles de conflit d'usage dans le diagnostic territorial.	Aucune zone potentielle de conflit d'usage n'a été identifiée sur la commune.
4.4 LA GESTION DES ZONES ARTISANALES DE PROXIMITE	
P. 113 : Le SCoT prescrit qu'aucune nouvelle zone artisanale n'est autorisée sur le territoire, au regard des disponibilités foncières résiduelles et de l'objectif de réduction de la consommation foncière du SCoT du Vaurais. Le SCoT prescrit d'avoir une approche mutualisée des zones artisanales de proximité afin de rationaliser l'offre et éviter toute consommation foncière excessive et	Aucune nouvelle zone artisanale n'est prévue sur la commune. Il est seulement prévu un STECAL pour l'extension d'un bâtiment d'activité existant.

<p>inutile.</p> <p>Les extensions justifiées dans les documents d'urbanisme locaux doivent être localisées prioritairement en continuité des secteurs urbanisés existants. Les extensions de ces zones sont envisageables sous réserve de justification dans les documents d'urbanisme locaux. Le foncier consommé dans le cadre de ces extensions sera obligatoirement déduit de l'enveloppe foncière dédiée à l'accueil des habitants de la commune concernée.</p>	
<p>P. 114 : La localisation des zones artisanales de proximité ne doit pas affecter l'économie agricole par l'enclavement d'exploitations ou par le morcellement significatif du foncier agricole. Toutes les zones artisanales de proximité doivent être aménagées dans un souci de qualité paysagère, architecturale, et environnementale afin de garantir une relation durable dans la proximité avec les villages. Les documents d'urbanisme locaux doivent prévoir les dispositions réglementaires permettant de traduire ces éléments.</p>	
<p>P. 115 : Le SCoT prescrit l'interdiction, dans les règlements des documents d'urbanisme locaux, de la construction de logements au sein des parcs de proximité, afin d'éviter les changements progressifs de destination des parcs. Lorsque la stricte nécessité du logement pour l'activité est prouvée, le document d'urbanisme pourra les autoriser dans son règlement, à condition qu'il cadre les deux critères suivants : -imposer que le logement soit intégré au bâtiment d'activités principal ; -fixer une superficie maximale de surface de plancher de l'habitation.</p>	
4.5 ASSURER UN DEVELOPPEMENT COMMERCIAL COHERENT A L'ECHELLE DU TERRITOIRE DU VAURAIS	
4.5.1 Conforter la réponse aux besoins des habitants actuels et futurs, afin de limiter les déplacements contraints.	
4.5.2 Assurer un aménagement commercial équilibré du territoire, motivé par le renforcement des centralités.	

V.2 - Le SRADET Occitanie

REGLES	COMPATIBILITE
VISER LE REEQUILIBRAGE REGIONAL POUR L'EGALITE DES TERRITOIRES	
Des solutions de mobilité pour tous	
Règle 1 : Pôles d'échanges multimodaux (PEM) stratégiques	La commune de Saint-Lieux-lès-Lavaur n'est pas desservie par les réseaux de transport en commun départementaux ou régionaux. Cependant, la commune a développé un réseau de cheminements doux qui est pris dans le compte dans le projet de développement de l'urbanisation. Chaque OAP devra permettre la continuité avec le réseau existant, et un emplacement réservé a été prévu pour une éventuelle liaison avec la commune voisine de Saint-Sulpice-la-Pointe.
Règle 2 : Réseaux de transport collectif	
Règle 3 : Services de mobilité	
Des services disponibles sur tous les territoires	
Règle 4 : Centralités	La commune de Saint-Lieux-lès-Lavaur n'est pas identifiée comme une centralité à l'échelle de la Région, mais constitue un pôle relais du SCoT. A ce titre, le développement communal permet l'installation de commerces et services dans le centre-bourg, au regard de ses capacités. Le développement de l'urbanisation est prévu au maximum en dent creuse de l'urbanisation existante afin de favoriser les déplacements doux.
Règle 5 : Logistique des derniers kilomètres	
Règle 6 : Commerces	
Des logements adaptés aux besoins des territoires	
Règle 7 : Logement	Le projet de PLU permet un développement de logements cohérent avec son rôle de pôle relais au sein du SCoT. Les OAP prévoit à la fois une diversité des formes urbaines mais également des types de logements. Des logements locatifs sont prévus sur l'ensemble de la commune afin de permettre un parcours résidentiel le plus complet possible sur la commune.
Un rééquilibrage du développement régional	

Règle 8 : Rééquilibrage régional	Le projet communal permet un accueil de population raisonnable, tenant compte des activités économiques déjà présentes sur la commune.
Règle 9 : Equilibre population - emploi	<p>Il n'est pas prévu de développement économique important sur la commune. Seuls 3 STECAL sont prévus pour permettre le développement d'activités économiques complémentaires et le développement d'activités existantes.</p> <p>Ce développement permet tout de même à la commune de ne pas devenir une commune uniquement dortoir.</p>
Des coopérations territoriales renforcées	
Règle 10 : Coopération territoriale	Le PLU de Saint-Lieux-lès-Lavaur s'inscrit pleinement dans les objectifs et orientations du SCoT du Vaurais.
UN NOUVEAU MODELE DE DEVELOPPEMENT POUR REpondre A L'URGENCE CLIMATIQUE	
Réussir le Zéro Artificialisation Nette à l'échelle régionale à horizon 2040	
Règle 11 : Sobriété foncière	<p>Le PLU permet une réduction de la consommation d'espace de 50%, conformément aux objectifs de la loi Climat Résilience.</p> <p>Le réinvestissement du tissu urbain existant est priorisé, même si les capacités de densification sont mineures.</p> <p>L'ensemble des zones à urbaniser sont situées en continuité immédiate du tissu existant, et majoritairement en dent creuse.</p>
Règle 12 : Qualité urbaine	Le règlement du PLU permet la préservation du cadre de vie, et l'insertion paysagère des nouvelles extensions urbaines.
Règle 13 : Agriculture	<p>La commune de Saint-Lieux-lès-Lavaur est couverte majoritairement par des espaces agricoles.</p> <p>Ces espaces sont protégés par un zonage adapté.</p> <p>Par ailleurs, des haies ont été prévues dans toutes les OAP en bordure de zone agricole afin de permettre la création d'une zone tampon et limiter les conflits d'usage.</p> <p>Les changements de destination ont été soigneusement identifiés pour ne pas créer de conflit entre</p>

	l'activité agricole et d'éventuelles nouvelles activités ou habitations.
Règle 14 : Zones d'activités économiques	La commune ne prévoit pas le développement de zone d'activités.
Règle 15 : Zones logistiques	La commune ne prévoit pas le développement de zones logistiques.
Atteindre la non-perte de biodiversité	
Règle 16 : Continuités écologiques	Dans son état initial de l'environnement, le PLU de Saint-Lieux-lès-Lavaur établit une Trame Verte et Bleue, en reprenant les éléments identifiés dans le SCoT et le SRCE. Les éléments de la TVB communale sont repris dans le zonage du PLU : les réservoirs de biodiversité sont identifiés en Ntvb tandis que les corridors écologiques sont traduits par des prescriptions réglementaires au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme. L'évaluation environnementale précise également quelles sont les sensibilités écologiques du site sur lequel elles s'implantent et quelles sont les mesures à appliquer afin de garantir une bonne cohérence écologique. La continuité de la TVB communale est également souhaitée par le PLU en contexte urbain car les boisements, alignements d'arbres et haies présents en milieux urbain sont préservés au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme.
Règle 17 : Séquence « Eviter-Réduire-Compenser »	
Règle 18 : Milieux aquatiques et espaces littoraux	
La première région à énergie positive	
Règle 19 : Consommation énergétique	A l'échelle de la communauté d'agglomération, les secteurs les plus consommateurs d'énergie sont le secteur des transports et du bâtiment. Le PLU a pour volonté de réduire les consommations énergétiques du secteur des transports en limitant l'extension urbaine permettant de limiter donc les besoins en déplacement. De plus, le PLU souhaite créer un ER dédié aux mobilités douces. De plus, le règlement indique dans l'article « Caractéristiques urbaines, architecturales, environnementales et paysagères » du règlement écrit prescrit : <ul style="list-style-type: none">Le recours aux technologies et matériaux nécessaires à l'utilisation ou à la production d'énergies renouvelables type panneaux
Règle 20 : Développement ENR	

	<p>solaires thermiques et photovoltaïques, blocs de pompes à chaleur, etc.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les dispositifs type serre, véranda, murs et toitures végétalisés, etc. étant nécessaires à la conception de constructions de qualité environnementale et respectant les principes du bioclimatique.
Un aménagement adapté aux risques et respectueux de la ressource en eau	
Règle 21 : Gestion de l'eau	<p>Une station d'épuration est présente sur la commune de Saint-Lieux-lès-Lavaur possédant une capacité nominale de 1 200 EH. Actuellement, cette dernière traite les eaux usées de 231 EH permettant donc à la commune d'assurer son développement.</p> <p>La commune est desservie en eau potable provenant du barrage des Cammazes et de la Galaube, protégés par DUP.</p> <p>Les secteurs de développement devront tous être raccordés à la station d'épuration et ils sont définis en extension ou en dent creuse, permettant de faciliter le raccordement aux réseaux.</p> <p>Dans l'article « Desserte par les réseaux », le règlement écrit précise notamment que tout bâtiment doit être raccordé au réseau collectif d'assainissement des eaux usées dans les conditions et selon les modalités définies par le gestionnaire du réseau et que l'évacuation directe des eaux usées dans les rivières, fossés ou égouts pluviaux est interdite.</p>
Règle 22 : Santé environnementale	<p>Le projet de révision du PLU de Saint-Lieux-lès-Lavaur prend en compte la thématique de santé-environnement dans ces choix de développement :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Développer la nature en ville • Redonner une place importante aux mobilités douces • Limiter l'exposition des nouvelles populations aux nuisances
Règle 23 : Risques	<p>La commune est particulièrement concernée par un risque inondation localisé sur l'Agout et ses affluents. Ce risque est connu et encadré par le PPRI Agout aval. La zone rouge du PPRI est majoritairement zoné en Ntvb permettant d'y limiter fortement les constructions. La trame réglementaire du PPRI est également annexée dans les pièces « Servitudes d'Utilité Publique ».</p> <p>La commune est également concernée par un risque de mouvements de terrain induit par le phénomène de retrait-gonflement des argiles. Ce risque est encadré par un PPR. Les risques industriels et technologiques restent très limités.</p>

Un littoral vitrine de la résilience (Ne concerne pas le territoire de Saint-Lieux-lès-Lavaur)

Réduire la production de déchets avant d'optimiser leur gestion

Règle 27 : Economie circulaire

Règle 28 : Capacité d'incinération et de stockage des déchets non dangereux

Règle 29 : Installations de stockage des déchets non-dangereux

Règle 30 : Zone de chalandise des installations

Règle 31 : Stockage des déchets dangereux

Règle 32 : Déchets produits en situation exceptionnelle

Le PLU de Saint-Lieux-lès-Lavaur n'est pas directement concerné par ces règles, ces réflexions ne pouvant pas être menées à l'échelle communale.

V.3 - Compatibilité avec le PCAET de la CC Tarn-Agout

REGLES	COMPATIBILITE
Maitrise de la consommation d'énergie	<p>Le PLU de Saint-Lieux-lès-Lavaur a pour volonté de réduire les consommations énergétiques du secteur des transports en limitant l'extension urbaine permettant de limiter donc les besoins en déplacement. De plus, le PLU souhaite créer un ER dédié aux mobilités douces.</p> <p>De plus, le règlement indique dans l'article « Caractéristiques urbaines, architecturales, environnementales et paysagères » du règlement écrit prescrit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le recours aux technologies et matériaux nécessaires à l'utilisation ou à la production d'énergies renouvelables type panneaux solaires thermiques et photovoltaïques, blocs de pompes à chaleur, etc. • Les dispositifs type serre, véranda, murs et toitures végétalisés, etc. étant nécessaires à la conception de constructions de qualité environnementale et respectant les principes du bioclimatique.
Production et consommation des énergies renouvelables, valorisation des potentiels d'énergies de récupération	Le règlement du PLU autorise la production d'énergie renouvelables que ce soit au sol ou en toiture, sauf dans la zone Ntvb à cause des enjeux écologiques ou paysagers présents dans ce secteur.
Livraison d'énergie renouvelable et de récupération par les réseaux de chaleur	Le PLU autorise également les dispositifs sur toiture sous réserve d'une réflexion sur leur intégration paysagère et sur la limitation des nuisances générées pour le voisinage.
Evolution des coordonnées des réseaux énergétiques	
Réduction des gaz à effet de serre	Tout d'abord le PADD souhaite dans le premier axe « Atténuer la production de gaz à effets de serres » en permettant de réduire les déplacements motorisés. Le projet de PLU permet bien de réduire les besoins en déplacements, tout d'abord en définissant des secteurs de développement en extension directe du tissu urbain ou alors en dent creuse. De plus, le PLU définit un emplacement réservé afin de prolonger la voie dédiée aux modes doux déjà présente dans la commune.
Renforcement du stockage de carbone sur le territoire, notamment dans la végétation, les sols et les bâtiments	Le PLU permet de préserver les éléments naturels comme les haies, les petits boisements, ou les zones humides, qui permettent de stocker le carbone. De

	plus, le PLU permet de préserver les sols naturels, en limitant l'artificialisation des sols.
Productions biosourcées à usages autres qu'alimentaires	Non concerné
Adaptation au changement climatique	Le PLU de Saint-Lieux-lès-Lavaur permet en partie de prendre en compte les effets du changement climatique en intégrant une réflexion sur la ressource en eau et notamment sur les risques d'inondation. En effet, celui-ci prend en compte le PPRI s'appliquant sur la commune, permettant de limiter l'exposition de biens et personnes à ce risque. Le PLU permet également de conserver des surfaces de pleines terres sur les nouvelles opérations d'aménagement et de conserver les alignements d'arbres et les haies présentes au sein du tissu urbain, permettant de favoriser l'infiltration des eaux pluviales. De plus, le règlement écrit, dans son article III-2 fixe des dispositions sur le traitement des eaux pluviales.
Réduction des émissions de polluants atmosphériques et de leur concentration	Le PLU de Saint-Lieux-lès-Lavaur souhaite développer les modes doux sur le territoire en renforçant les liaisons douces existantes et en étendant ce cheminement doux le long de la RD38. Le renforcement du réseau de mobilités douces permet de favoriser un report modal, limitant les émissions de polluants atmosphériques générées par l'usage de la voiture individuelle.

V.4 - Le SDAGE Adour Garonne

ORIENTATIONS FONDAMENTALES		COMPATIBILITE
ORIENTATION A : CRÉER LES CONDITIONS DE GOUVERNANCE FAVORABLES À L'ATTEINTE DES OBJECTIFS DU SDAGE		
Hors champ d'action direct du PLU.		
ORIENTATION B : REDUIRE LES POLLUTIONS		
Agir sur les rejets en macro-polluants et micropolluants		
B1 à B6 - Limiter durablement les pollutions par les rejets domestiques, par temps sec et temps de pluie	Le PLU permet de limiter les rejets domestiques. En effet, celui-ci impose le raccordement à l'assainissement collectif, permettant de limiter les pollutions des milieux récepteurs. De plus, le règlement écrit encadre aussi la gestion des eaux des eaux pluviales.	
B7 à B9 - Réduire les pollutions liées aux micropolluants	Afin de limiter les pollutions sur les milieux aquatiques, le PLU protège les cours d'eau au titre de l'article L151-23 rendant inconstructible 10 mètres de part et d'autre des berges.	
Réduire les pollutions d'origine agricole et assimilée		
Afin de réduire les pollutions d'origine agricole sur les cours d'eau, le règlement graphique fixe une prescription permettant de protéger au titre de l'article L151-23 ces cours d'eau en rendant inconstructible sur 10 mètres de part et d'autre les berges.		
Préserver et reconquérir la qualité de l'eau pour l'eau potable et les activités de loisirs liées à l'eau		
B24 à B28 – Des eaux brutes conformes pour la production d'eau potable. Une priorité : protéger les ressources superficielles et souterraines pour les besoins futurs	La commune de Saint-Lieux-lès-Lavaur n'est pas directement concerné par la présence d'un captage destiné à l'alimentation en eau potable. Cependant, une DUP s'applique sur la commune pour la protection d'un captage sur la commune de Buzet-sur-Tarn. Ce captage est protégé par une DUP et le zonage du PLU permet également de protéger ce captage, en le zonant en Ntvb.	
B29 à B30 – Améliorer la qualité des ouvrages qui captent les eaux souterraines et prévenir les risques de contamination	Hors champs direct du PLU.	
B31 à B34 - Une eau de qualité satisfaisante pour les loisirs nautiques, la pêche à pied et le thermalisme	Hors champs direct du PLU.	
B35 – Eaux de baignade et eaux destinées à l'eau potable : lutter contre la prolifération de cyanobactéries	Hors champ direct du PLU.	
Sur le littoral, préserver et reconquérir la qualité des eaux côtières, des estuaires et des lacs naturels		
La commune de Saint-Lieux-lès-Lavaur n'est pas concernée.		

ORIENTATIONS FONDAMENTALES		COMPATIBILITE
Gérer les macrodéchets		
Hors champs du PLU.		
ORIENTATION C : AGIR POUR ASSURER L'EQUILIBRE QUANTITATIF		
Mieux connaître et faire connaître pour mieux gérer		
C3 à C24 – Gérer durablement la ressource en eau en intégrant le changement climatique	Le PLU de Saint-Lieux-lès-Lavaur permet en partie de prendre en compte les effets du changement climatique en intégrant une réflexion sur la ressource en eau et notamment sur les risques d'inondation. En effet, celui-ci prend en compte le PPRi s'appliquant sur la commune, permettant de limiter l'exposition de biens et personnes à ce risque. Le PLU permet également de conserver des surfaces de pleines terres sur les nouvelles opérations d'aménagement et de conserver les alignements d'arbres et les haies présentes au sein du tissu urbain, permettant de favoriser l'infiltration des eaux pluviales. De plus, le règlement écrit, dans son article III-2 fixe des dispositions sur le traitement des eaux pluviales.	
C25 à C27 – Anticiper et gérer la crise		
ORIENTATION D : PRESERVER ET RESTAURER LES FONCTIONNALITES DES MILIEUX AQUATIQUES ET HUMIDES		
Réduire l'impact des aménagements et des activités sur les milieux aquatiques		
D1 à D4 – Concilier le développement de la production énergétique et les objectifs environnementaux du SDAGE	Le PLU de Saint-Lieux-lès-Lavaur permet de concilier le développement de la production énergétique et les objectifs environnementaux du SDAGE car celui-ci autorise le développement de dispositifs de production d'ENR dans les zones agricoles et naturelles, mais l'interdit dans la zone Ntvb, présente le long de l'Agout, concernée par un risque d'inondation et des richesses écologiques.	
D5 à D7 – Gérer et réguler les débits en aval des ouvrages	Ne concerne pas le PLU de Saint-Lieux-lès-Lavaur.	
D8 à D14 – Préserver et gérer les sédiments pour améliorer le fonctionnement des milieux aquatiques, assurer un transport suffisant des sédiments et limiter les impacts du stockage des sédiments dans les retenues	Ne concerne pas le PLU de Saint-Lieux-lès-Lavaur.	
D15 à D17 – Identifier les territoires concernés par une forte densité de petits plans d'eau, et réduire les impacts cumulés des plans d'eau	Ne concerne pas le PLU de Saint-Lieux-lès-Lavaur.	
Gérer, entretenir, et restaurer les cours d'eau, la continuité écologique et le littoral		

ORIENTATIONS FONDAMENTALES	COMPATIBILITE
D18 à D22 – Gérer durablement les cours d'eau en respectant la dynamique fluviale, les équilibres écologiques et les fonctions naturels	Le PLU de Saint-Lieux-lès-Lavaur protège les cours d'eau identifiés dans la donnée BDTopo, au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme, permettant de les protéger des constructions sur 10 mètres de part et d'autre des berges.
D23 – Préserver, restaurer la continuité écologiques	Afin de préserver et restaurer la continuité écologique du territoire, le PLU permet dans un premier temps la protection des abords de l'Agout grâce à un zonage Ntvb, permettant d'y restreindre fortement les constructions. De plus, celui-ci permet également la protection des boisements, car la majorité sont identifiés en EBC, et des différents alignements d'arbres, au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme.
D24 à D25 – Prendre en compte les têtes de bassins versants et préserver celles en bon état	Ne concerne pas le PLU de Saint-Lieux-lès-Lavaur.
D26 à D28 – Intégrer la gestion piscicole et halieutique dans la gestion globale des cours d'eau, des plans d'eau et des zones estuariennes	Ne concerne pas le PLU de Saint-Lieux-lès-Lavaur.
Préserver et restaurer les zones humides et la biodiversité liées à l'eau	
D29 à D32 – Les milieux aquatiques et humides à forts enjeux environnementaux du bassin Adour-Garonne	<p>Les zones humides identifiées dans l'inventaire des zones humides du Tarn sont également préservées au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme. Elles sont identifiées par une prescription graphique, permettent de les préserver des affouillement et exhaussement.</p> <p>Cependant, 2 zones humides recensées dans l'inventaire départemental ne sont pas protégées au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme et des secteurs de développement interceptent ces zones humides. Ces zones humides ayant une superficie supérieure à 0,1ha, l'aménagement des secteurs devra faire l'objet d'une déclaration loi sur l'eau. De plus, le SDAGE Adour Garonne et le SAGE Agout identifient des surfaces de compensations en cas de destruction de zone humide.</p>
D33 à D37 – Préserver et restaurer les poissons grands migrateurs amphihalins, leurs habitats fonctionnels et la continuité écologique	Afin de préserver et restaurer les continuités écologiques aquatiques, le PLU protège les abords de l'Agout grâce à un zone Ntvb y contraignant très fortement les nouvelles constructions. De plus, les autres cours d'eau du territoire sont protégées grâce à une prescription au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme, permettant d'interdire les constructions sur 10mètres de part et d'autres des cours d'eau.

ORIENTATIONS FONDAMENTALES	COMPATIBILITE
D38 à D44 – Stopper la dégradation anthropique des milieux et zones humides et intégrer leur préservation dans les politiques publiques	<p>Les zones humides identifiées dans l'inventaire des zones humides du Tarn sont également préservées au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme. Elles sont identifiées par une prescription graphique, permettent de les préserver des affouillement et exhaussement.</p> <p>Cependant, 2 zones humides recensées dans l'inventaire départemental ne sont pas protégées au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme et des secteurs de développement interceptent ces zones humides. Ces zones humides ayant une superficie supérieure à 0,1ha, l'aménagement des secteurs devra faire l'objet d'une déclaration loi sur l'eau. De plus, le SDAGE Adour Garonne et le SAGE Agout identifient des surfaces de compensations en cas de destruction de zone humide.</p>
D45 à D48 – Préservation des habitats fréquentés par les espèces remarquables menacées ou quasi-menacées du bassin	Le PLU de Saint-Lieux-lès-Lavaur protège les habitats remarquables et plus spécifiquement la zone Natura 2000 et la ZNIEFF grâce à un zonage Ntvb s'appliquant sur la grande majorité des secteurs.
Réduire la vulnérabilité face aux risques d'inondation, de submersion marine et l'érosion des sols	
D49 à D52 – Réduire la vulnérabilité et les aléas en combinant protection de l'existant et maîtrise de l'aménagement et de l'occupation des sols	Afin de réduire la vulnérabilité de l'aléa, le PLU de Saint-Lieux-lès-Lavaur prend en compte le risque d'inondation en intégrant le PPRi, qui sera annexé dans le document. Aucun secteur de développement n'est concerné par la présence d'un PPRi. De plus, le PLU permet de conserver des espaces de pleine terre dans les futures opérations d'aménagement, d'encadrer la gestion des eaux pluviales, et de préserver les éléments de nature (alignements d'arbres et haies, permettant de favoriser l'infiltration des eaux pluviales.

V.5 - PGRI Adour-Garonne

REGLES	COMPATIBILITE
Objectif stratégique n°0 : Veillez à la prise en compte des changements majeurs (changement climatique et évolutions démographiques)	Le PLU de Saint-Lieux-lès-Lavaur permet de prendre en compte les effets du changement climatique en intégrant une réflexion sur la ressource en eau et notamment sur les risques d'inondation. En effet, celui-ci prend en compte le PGRI s'appliquant sur la commune, permettant de limiter l'exposition de biens et personnes à ce risque. Le PLU permet également de conserver des surfaces de plaines terres sur les nouvelles opérations d'aménagement et de conserver les alignements d'arbres et les haies présentes au sein du tissu urbain, permettant de favoriser l'infiltration des eaux pluviales. De plus, le règlement écrit, dans son article III-2 fixe des dispositions sur le traitement des eaux pluviales.
Objectif stratégique n°1 : Poursuivre le développement des gouvernances à l'échelle territoriale adaptée, structurée et pérennes	Hors champ d'action direct du PLU.
Objectif stratégique n°2 : Poursuivre l'amélioration de la connaissance de la culture du risque inondation en mobilisant tous les outils et acteurs concernés	Hors champ d'action direct du PLU.
Objectif stratégique n°3 : Poursuivre l'amélioration de la préparation à la gestion de crise et veiller à raccourcir le délai de retour à la normale des territoires sinistrés	Hors champ d'action direct du PLU.
Objectif stratégique n°4 : Réduire la vulnérabilité via un aménagement durable des territoires	Afin de réduire la vulnérabilité au risque d'inondation, le PLU prend en compte le PGRI s'appliquant sur la commune, permettant de limiter l'exposition de biens et personnes à ce risque. Le PLU permet également de conserver des surfaces de plaines terres sur les nouvelles opérations d'aménagement et de conserver les alignements d'arbres et les haies présentes au sein du tissu urbain, permettant de favoriser l'infiltration des eaux pluviales. De plus, le règlement écrit, dans son article III-2 fixe des dispositions sur le traitement des eaux pluviales.
Objectif stratégique n°5 : Gérer les capacités d'écoulement et restaurer les zones d'expansion des crues pour ralentir les écoulements	Le PLU permet dans un premier temps la préservation de la ripisylve de l'Agout grâce au zone Ntvb s'appliquant aux abords. Les autres cours d'eau sont protégés au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme, rendant inconstructible sur 10 mètres de part et d'autre de leurs berges.
Objectif stratégique n°6 : Améliorer la gestion des ouvrages de protection contre les inondations ou les submersions	Hors champ d'action direct du PLU.

V.6 - Compatibilité avec le SAGE Agout

OBJECTIFS DU SAGE	COMPATIBILITÉ ENTRE LE PLU ET LE SAGE
ENJEU A : Maitriser l'état quantitatif de la ressource en eau à l'étiage	
A1. Favoriser les usages économes de la ressource	Ne concerne pas le PLU.
A2. Améliorer la connaissance hydrogéologique	Ne concerne pas le PLU.
A3. Contribuer au bon état quantitatif des nappes régionales par un encadrement adapté des usages	Le PLU de Saint-Lieux-les-Lavaur ne prévoit pas l'implantation d'activités susceptibles d'accroître de manière considérable les besoins en eau potable. Cependant, celui-ci prévoit l'accueil de 300 nouvelles personnes d'ici 2030, pouvant augmenter les besoins en eau potable.
A4. Gestion du Bernazobre	Ne concerne pas le PLU.
A5. Définition des axes réalimentés et des axes non réalimentés	Ne concerne pas le PLU.
A6. Fixer des objectifs de débits par sous bassin : cadre général	Ne concerne pas le PLU.
A7. Fixer des objectifs de débits sur les axes non réalimentés	Ne concerne pas le PLU.
A8. Définition réglementaire du versant atlantique « Montagne Noire » affecté au canal du midi	Ne concerne pas le PLU.
A9. Stabiliser un objectif de débit sur le Sor, compatible avec le caractère partagé de la ressource	Ne concerne pas le PLU.
A10. Elargissement du périmètre classé en ZRE	Ne concerne pas le PLU.
A11. Identifier des bassins à risque quantitatif et y suivre la connaissance des prélèvements	Ne concerne pas le PLU.
A12. Sectoriser et répartir les prélèvements	Ne concerne pas le PLU.
A13. Orienter le développement des ressources de substitutions	Ne concerne pas le PLU.
A14. Définitions des objectifs de la réalimentation artificielle des cours d'eau et canaux	Ne concerne pas le PLU.

A15. Encadrer la caractère multi usage des retnues	Ne concerne pas le PLU.
A16. Renouvellement des concessions hydroélectriques	Ne concerne pas le PLU.
A17. Conventionner des volumes à la réalimentation des cours d'eau	Ne concerne pas le PLU.
A18. Organiser la gestion opérationnelle et son financement	Ne concerne pas le PLU.
A19. Organiser la coordination entre bassins versants limitrophes interdépendants	Ne concerne pas le PLU.
ENJEU B. Inondations	
B1. Rechercher le partage opérationnel des informations en crues avec les gestionnaires des ouvrages hydrauliques	Ne concerne pas le PLU.
B2. Préserver le potentiel des zones d'expansion de crues	Le PLU de Saint-Lieux-lès-Lavaur classe les abords de l'Agout en Ntvb, zone dans laquelle uniquement les extensions et les annexes des constructions existantes sont autorisées. En ce sens, les abords de l'Agout, et donc les zones d'expansion de crues sont protégées de l'urbanisation. Le PLU protège aussi au titre de l'article L.151-23 les abords des autres cours d'eau en définissant une zone tampon de 10 mètres inconstructible de part et d'autre des cours d'eau.
B3. Prendre en compte l'enjeu de prévention des inondations dans l'aménagement du bassin versant	Le PLU de Saint-Lieux-lès-Lavaur a intégré les risques d'inondation dans ses choix d'aménagement. Tout d'abord, le PLU classe la quasi-intégralité de la zone PPRi rouge en zone Ntvb, permettant d'y contraindre fortement les constructions. Également, aucun secteur de développement n'est localisé dans une zone inondable ?
B4. Développer les dispositifs de suivi météorologique mis à disposition des élus en temps de crue	Ne concerne pas le PLU.
B5. Accompagner les collectivités dans l'organisation de la gestion de crise et l'information de la population	Ne concerne pas le PLU.
ENJEU C : Qualité physico-chimique des eaux	
C1. Mise en cohérence des objectifs de bon état des masses d'eau	Afin d'être en cohérence avec les objectifs d'atteinte d'un bon état des masses d'eau, le PLU ne fixe aucun secteur de développement à proximité de masse d'eau

	superficielle. Également, les abords de l'Agout sont zonés en zone Ntvb, permettant d'y contraindre fortement les constructions. Également, les cours d'eau sont concernés par une protection au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme, permettant de rendre inconstructible 10 mètres de part et d'autre des berges.
C2. Acheter la protection des captages et mettre en œuvre le schéma départemental de sécurisation de l'alimentation en eau potable du Tarn	La commune de Saint-Lieux-les-Lavaur est concernée par un périmètre de protection de captage, s'appliquant aux abords de l'agout. Ce périmètre est entièrement classé en zone Ntvb, permettant d'y contraindre fortement les constructions.
C3. Définition de zones stratégiques ou patrimoniales pour la sécurisation de l'alimentation en eau potable	Ne concerne pas le PLU.
C4. Renforcer et mutualiser les réseaux de suivi de la qualité des eaux	Ne concerne pas le PLU.
C5. Inventorier, qualifier et résorber les pollutions provenant des sites pollués anciennement exploités	Ne concerne pas le PLU.
C6. Maitriser l'impact des rejets industriels existants	La commune de Saint-Lieux-lès-Lavaur n'est pas concernée par la présence de rejets industriels.
C7. Maitriser l'impact des nouveaux rejets industriels	Le PLU de Saint-Lieux-lès-Lavaur ne prévoit pas l'implantation d'activité susceptible de générer des rejets industriels.
C8. Maitriser l'impact des nouveaux rejets domestiques	Le PLU de Saint-Lieux-lès-Lavaur indique dans l'article III-2 qu'en cas de réseau public d'assainissement existant, le raccordement de toute construction ou installation nouvelle est obligatoire. En l'absence de réseau collectif d'assainissement, l'assainissement non collectif est autorisé conformément à la réglementation en vigueur et au schéma directeur d'assainissement communal.
C9. Maitriser l'impact des rejets domestiques existants	
C10. Faciliter, accélérer la mise en œuvre des SPANC	Ne concerne pas le PLU.
Disposition du PAGD – C11 Mettre en cohérence les zonages d'assainissement communaux ou intercommunaux avec les projets d'urbanisation	Le PLU prend bien en compte les capacités d'assainissement du territoire en imposant aux secteurs de développement d'être raccordés à l'assainissement collectif. De plus, les capacités nominales de la station permettront le raccordement des secteurs de développement.
C12. Gérer les impacts des rejets d'eaux pluviales	L'article III-2 du PLU de Saint-Lieux-lès-Lavaur indique que toute construction ou installation nouvelle ne devra pas avoir pour conséquence (à minima) d'accroître

	les débits d'eaux pluviales par rapport à la situation résultant de l'état actuel d'imperméabilisation des terrains. Il sera privilégié le stockage et la réutilisation des eaux pluviales dites propre et/ou l'infiltration des eaux pluviales sur le terrain d'assiette du projet., lorsque la nature du sol et du sous-sol le permet.
C13. Suivre et accompagner l'amélioration de la qualité de l'eau dans la zone vulnérable « nitrates »	Ne concerne pas le PLU.
C14. Diagnostic et programmes d'action à l'échelle de sous bassin versants ciblés	Ne concerne pas le PLU.
ENJEU D. Hydromorphologie et fonctionnalités écologiques des cours d'eau	
D1. Définition de mesures compensatoires délocalisées de restauration d'habitats	Le PLU de Saint-Lieux-lès-Lavaur ne définit pas de mesures compensatoires délocalisées de restauration d'habitat.
D2. Compléter, capitaliser et structurer la connaissance issue des diagnostics hydromorphologiques locaux	Ne concerne pas le PLU.
D3. Elaborer et mettre en œuvre des programmes pluriannuels d'entretien/restauration de cours d'eau	Ne concerne pas le PLU.
D4. Préserver les éléments fonctionnels du paysage par la commission d'aménagement foncier	Le PLU de Saint-Lieux-lès-Lavaur permet de protéger certains éléments du paysage tels que les alignements d'arbres et les haies. En effet, ces éléments sont protégés au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme et sont repérés par des prescriptions dans le règlement graphique.
D5. Poursuivre les efforts d'adaptation des pratiques forestières	Ne concerne pas le PLU.
D6. Recenser les plans d'eau	Ne concerne pas le PLU.
D7. Favoriser la restauration de la continuité écologique sur les cours d'eau classés liste 2	Ne concerne pas le PLU.
D8. Connaître les débits réservés	Ne concerne pas le PLU.
D9. Orienter en priorité le développement hydroélectrique vers les seuils existants non équipés	Ne concerne pas le PLU.
D10. Limiter l'impact des éclusées sur les milieux aquatiques et sur les usages présents à l'aval	Ne concerne pas le PLU.

ENJEU E : Fonctionnalité des zones humides

E1. Inventorier les zones humides	Ne concerne pas le PLU.
E2. Observatoire des zones humides à l'échelle du bassin versant	Ne concerne pas le PLU.
E3. Améliorer les connaissances sur le fonctionnement, l'alimentation et le rôle joué par les zones humides	Ne concerne pas le PLU.
E4. Intégrer les zones humides recensées dans les documents d'urbanisme	<p>Les zones humides identifiées dans l'inventaire des zones humides du Tarn sont également préservées au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme. Elles sont identifiées par une prescription graphique, permettent de les préserver des affouillement et exhaussement.</p> <p>Cependant, 2 zones humides recensées dans l'inventaire départemental ne sont pas protégées au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme et des secteurs de développement interceptent ces zones humides. Ces zones humides ayant une superficie supérieure à 0,1ha, l'aménagement des secteurs devra faire l'objet d'une déclaration loi sur l'eau. De plus, le SDAGE Adour Garonne et le SAGE Agout identifient des surfaces de compensations en cas de destruction de zone humide.</p>
E5. Préserver ou à défaut compenser la perte de zones humides lors de projets d'aménagement	
E6. Adapter les conditions de replantation forestière en zone humide	Ne concerne pas le PLU.
ENJEU F. Mise en œuvre du SAGE, accompagnement des collectivités et communication publique	
Ne concerne pas le PLU.	

VI. INDICATEURS DE SUIVI DES EFFETS DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA PROCEDURE D'ELABORATION DU PLU SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour apprécier les évolutions et éventuellement réviser ou modifier le document d'urbanisme, il est prévu un dispositif de suivi et la définition d'indicateurs de suivi. Ces indicateurs doivent permettre d'apprécier les objectifs définis dans le PLU et son application pour orienter l'évolution du territoire communal en fonction des orientations décidées.

Deux types de critères peuvent être définis :

- Des critères quantitatifs : ce sont les plus faciles à utiliser et les plus fiables dans la mesure où ils peuvent reposer sur des données statistiques chiffrées donc objectives,

- Les critères qualitatifs : l'évaluation qualitative est beaucoup plus difficile à mettre en place car elle induit nécessairement une part de subjectivité. Dans le PLU de Saint-Lieux-lès-Lavaur, une majorité de critères quantitatifs a été définie, afin de permettre un suivi efficace de la mise en œuvre du PLU, selon les différentes thématiques environnementales.

Pour chaque critère est défini l'indicateur, la source et la périodicité. Ces indicateurs sont mis en relation avec les orientations du PADD.

VI.1 - Paysage, patrimoine, milieux naturels et biodiversité

INDICATEUR DE SUIVI	ETAT 0	DATE DE LA DON- NEE ETAT 0	MODALITES DE CALCUL DE L'INDICATEUR	SOURCE
Nombre de nouveaux logements construits en zone A et N	0	Approbation PLU	Nombre de permis de construire autorisés en zone A et N du PLU	Commune
Linéaire de haies modifié par suite de la dépose d'une déclaration préalable de travaux	0m	Approbation du PLU	Nombre de déclaration préalable de travaux instruit pour des modification de haies classées au PLU	Commune

VI.2 - Ressource en eau

INDICATEUR DE SUIVI	ETAT 0	DATE DE LA DON- NEE ETAT 0	MODALITES DE CALCUL DE L'INDICA- TEUR	SOURCE
Charge nominale de la STEP et pourcentage de la capacité utilisé	1 200EH, 29%	2022	/	Portail de l'assainissement collectif
Nombre de nouvelles constructions branchées sur le réseau d'assainissement collectif	0	Approbation du PLU	Suivi des permis de construire instruits sur le territoire communal	Commune

VI.3 - Risques nuisances et pollution

INDICATEUR DE SUIVI	ETAT 0	DATE DE LA DON- NEE ETAT 0	MODALITES DE CALCUL DE L'INDICA- TEUR	SOURCE
Surface nouvellement construite en zone inondable	0 ha	Approbation du PLU	Emprise au sol des nouvelles constructions indiquée dans les permis de construire déposés dans le périmètre du PSS communal.	Commune
Nombre de constructions à proximité (100 mètres) de la RD630	0	Approbation du PLU	Suivi des permis de construire instruits sur le territoire communal	Commune

VI.4 - Consommations et productions d'énergie

INDICATEUR DE SUIVI	ETAT 0	DATE DE LA DON- NEE ETAT 0	MODALITES DE CALCUL DE L'INDICA- TEUR	SOURCE
Surface du territoire dédiée à la produc- tion d'énergies renouvelables	0 ha	2024	Surface (ha) de l'emprise au sol des projets de production d'énergies renouvelables en fonctionnement sur la commune	Commune

VII. METHODOLOGIE MISE EN ŒUVRE DANS LE CADRE DE LA DEMARCHE D'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

L'état Initial de l'Environnement a permis de faire une synthèse des enjeux environnementaux auxquels est soumis la commune de Saint-Lieux-lès-Lavaur. L'évaluation environnementale du PLU a pour but de déterminer la nature et l'importance des incidences que la mise en place du document d'urbanisme pourrait entraîner sur l'environnement du territoire au sens large.

L'évaluation environnementale s'apparente à une analyse permettant d'identifier la compatibilité entre des éléments déjà identifiés et connus, à savoir les enjeux environnementaux du territoire et les orientations fixées pour son développement. Les outils ont donc eux aussi été adaptés : plus que des investigations techniques ciblées, la mission a requis une démarche de réflexion, d'analyse et de synthèse.

VII.1 - Compilation des données disponibles sur l'environnement

Les enjeux environnementaux du territoire ont été étudiés à travers des données bibliographiques (études et bases de données disponibles sur internet) ainsi que des rencontres de personnes ressources. Certains enjeux sont cartographiables, comme le risque d'inondation. Toutes les données cartographiques disponibles ont été compilées dans un même support de visualisation et ont été classés par thématique environnementale.

VII.2 - Analyse de l'impact du projet de développement sur l'environnement

Les données environnementales cartographiables ont ensuite été superposées au zonage du PLU afin de mettre en avant les zones les plus sensibles d'un point de vue environnemental. Les zones de développement prévues par le PLU ont été plus particulièrement étudiées.

Les incidences potentielles du PLU sur l'environnement ainsi que les méthodes mises en œuvre pour les éviter, les réduire et/ou les compenser sont décrites dans ce présent document.



CITADIA



CITADIA
CONSEIL



CITADIA
DESIGN



EVEN
CONSEIL



AIREPUBLIQUE



MERC/AT

www.citadia.com • www.citadiavision.com